

Octobre – Novembre – Décembre 2013

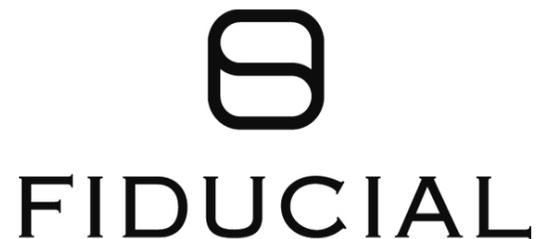
Réalisée du 10 au 24 octobre 2013

Vague 52

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **226 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	21
▪ La situation économique et financière des TPE	30
▪ La politique fiscale du gouvernement	45
▪ La sécurité	65
▪ Les TPE et les élections municipales	76
▪ Méthodologie	92
▪ Échantillon	93

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

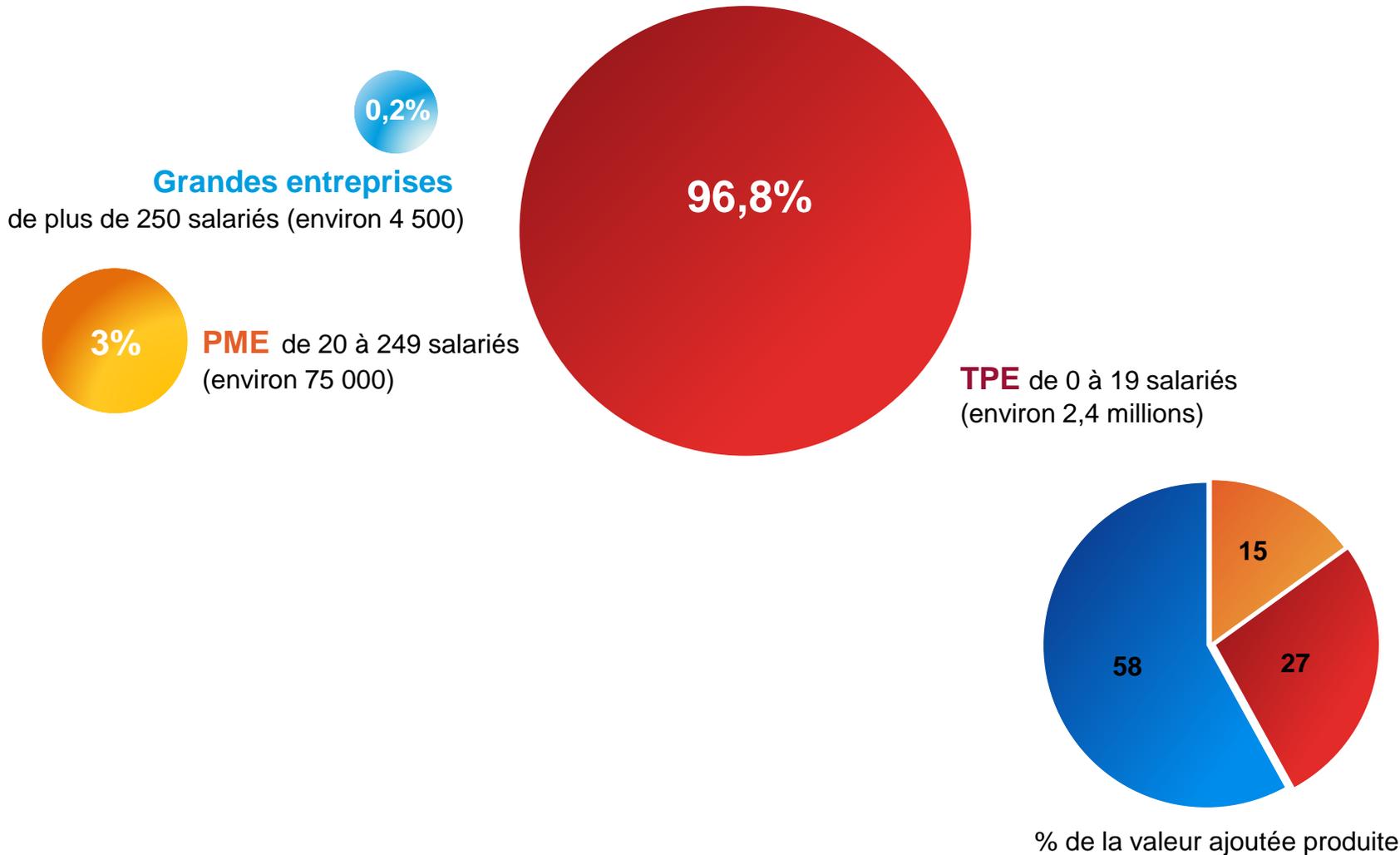
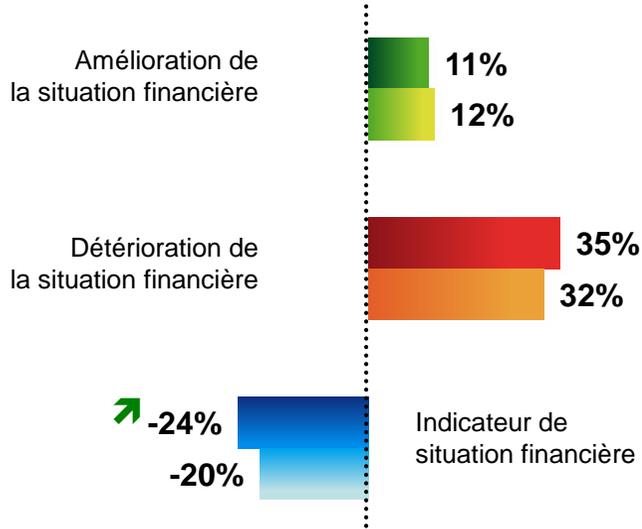


Tableau de bord

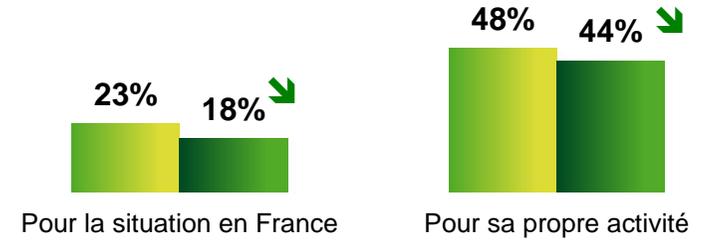
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

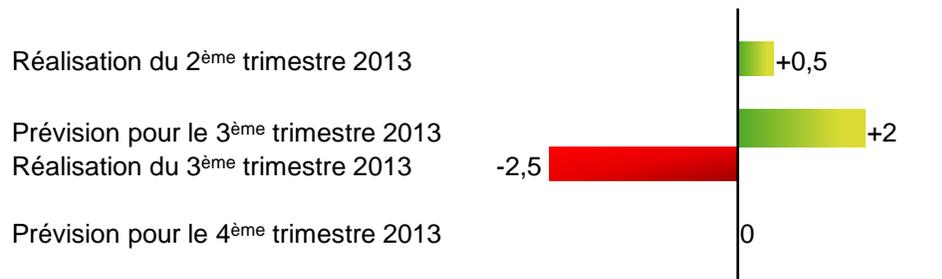
Niveau d'optimisme



Situation financière sur les trois derniers mois

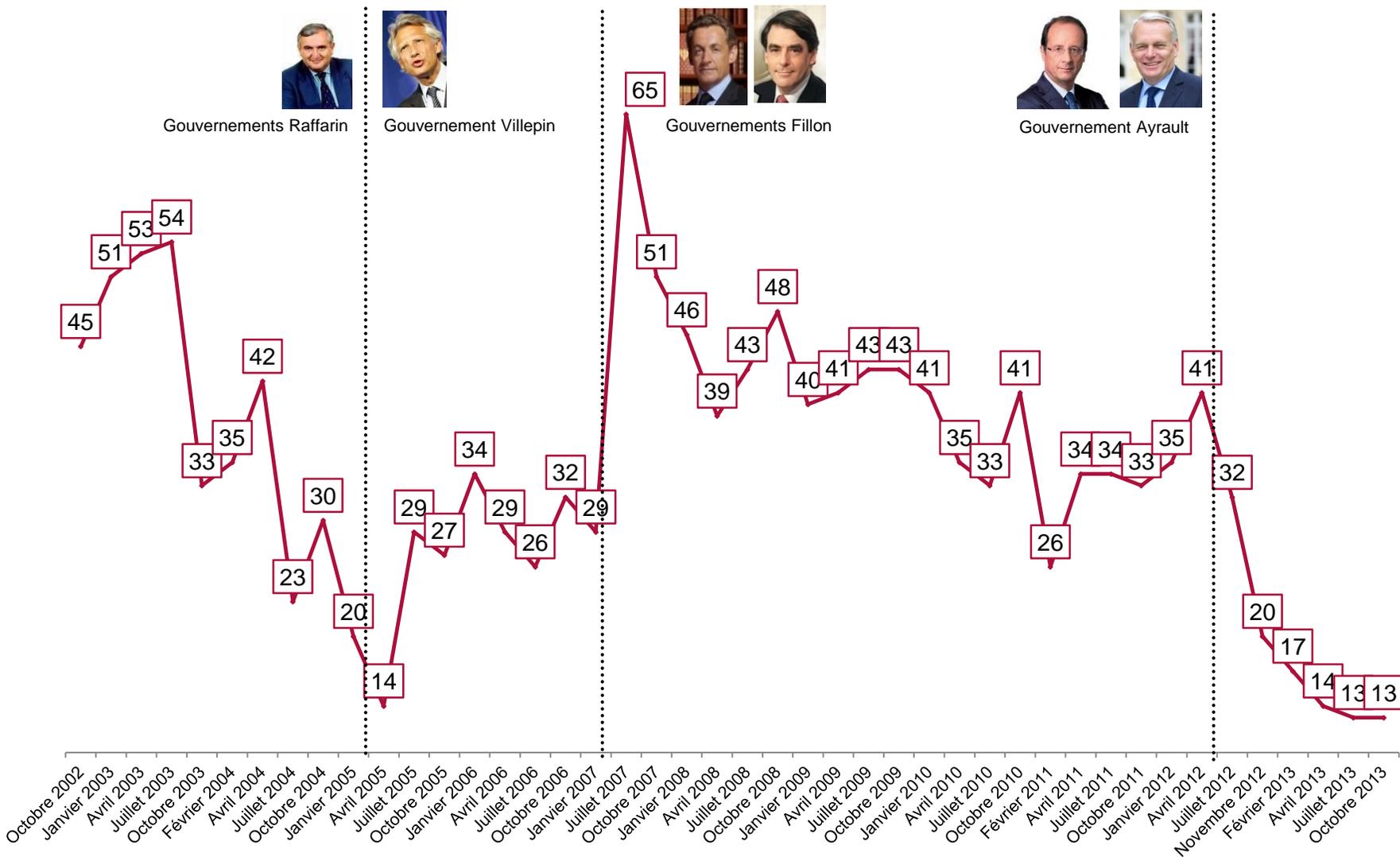


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 003 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

% de bonne opinion

Principaux enseignements

Des TPE qui ne parviennent pas à redresser leur chiffre d'affaires et prévoient une fin d'année difficile

Le léger regain d'optimisme montré par les patrons de TPE au mois de juillet aura été de courte durée. Ils se voient ainsi confrontés à un nouveau recul de leurs ventes trimestrielles, certes limité (-0,4%), mais qui intervient depuis huit trimestres consécutifs. **Ils anticipent sur l'ensemble de l'année 2013 une récession de 2%**, qui pourrait même atteindre -3,6% dans l'hôtellerie et le commerce, et -3,7% dans l'industrie et les services aux particuliers.

S'ils sont encore 23% à ne pas pouvoir se prononcer quant à leur bilan annuel, **les dirigeants dans leur ensemble ne prévoient pas de redressement de leur chiffre d'affaires sur le dernier trimestre de l'année** : ainsi, ils évoluent en moyenne l'évolution de leurs recettes à -0,3% pour les trois prochains mois. Les secteurs du commerce (+0,4%) et des services aux entreprises (+1,4%) devraient tirer leur épingle du jeu pour cet automne.

Ce nouveau recul de l'activité accroît la fragilité financière des très petites entreprises : 34% se trouveraient ainsi dans une situation préoccupante, soit une évolution à la hausse 4 points en trois mois. Sans surprise, ces difficultés tendent à accroître les problèmes de trésorerie : 25% des chefs d'entreprise enregistrent actuellement un déficit (+4 points), celui-ci étant plus marqué dans le commerce (32%) et l'hôtellerie (36%). On relève toutefois que 46% se trouvent à l'équilibre et 29% en excédent.

L'absence de perspectives d'amélioration aura sans doute aussi des effets négatifs sur le prochain trimestre : 29% prévoient ainsi une dégradation de leur niveau de trésorerie (+5 points ; 37% pour ceux ayant déjà un déficit) contre 24% qui misent sur une hausse et 46% sur une stagnation.

Le constat d'un **durcissement des conditions d'accès au crédit**, qui se trouvait à son niveau le plus bas en juillet dernier (12%) augmente de 6 points pour atteindre 18%, soit un niveau proche des mesures de février et avril 2013. On relève également que, parmi les 18% qui ont effectué une demande de prêt depuis trois mois, 65% des patrons interrogés ont subi au moins une mesure de durcissement, en hausse de 8 points depuis juillet dernier et au niveau le plus important observé depuis janvier 2011. Plus précisément, 32% se sont vus refuser le crédit (+7 points) et 15% n'ont obtenu qu'une partie de la somme souhaitée, 24% ont dû fournir des garanties supplémentaire (+8 points) et 14% celles d'un organisme de cautionnement.

Les dirigeants n'entrevoient pas d'amélioration au dernier trimestre 2013

Les indicateurs trimestriels confirment les difficultés auxquelles doivent faire face les dirigeants des entreprises de moins de 20 salariés. Ainsi, l'indicateur de situation financière (% d'amélioration - % de détérioration) s'établit à -24, et atteint respectivement -34 dans le commerce et -38 dans l'hôtellerie, secteurs les plus fragilisés par le contexte conjoncturel. Plus préoccupant encore, le pronostic pour le 4^{ème} trimestre 2013 s'établit à -9, niveau le plus bas jamais constaté dans l'histoire du baromètre. Les services aux particuliers (-4) et surtout aux entreprises (+1) devraient mieux résister à la crise d'ici la fin de l'année.

De façon logique, la situation en matière d'emploi est elle aussi problématique. **Malgré un taux d'embauche qui s'établit à 13%, la création nette d'emploi de juillet à fin septembre s'établit à -2,5%**, alors qu'elle était remontée à +0,5% lors de la dernière vague d'enquête. La part des CDI est les embauches est stable (35% contre 34% au mois de juillet). En revanche, le recours à l'apprentissage (12%, +3 points) et aux contrats aidés (6%, +4 points) s'accroît, au détriment des CDD (47%, -8 points). La situation ne connaîtra vraisemblablement pas d'embellie d'ici fin 2013, avec 7% seulement des patrons qui prévoient des recrutements et une création nette anticipée à 0%.

Les TPE n'envisagent pas non plus de redémarrage des embauches en 2014, 90% ayant l'intention de stabiliser les effectifs (97% parmi les entreprises sans salariés et 80% parmi les employeurs). Parmi les employeurs, seuls 6% pensent créer des postes contre 14% qui prévoient d'en supprimer.

Plus globalement, l'optimisme des patrons interrogés retrouve son niveau d'avril, à la fois en ce qui concerne leur propre activité (44%, -4 points par rapport au mois de juillet) et la situation économique de la France (18%, -5 points). Ils ne sont que 29% à croire en une reprise pour leur entreprise au cours de l'année 2014 et 12% en une amélioration de l'économie dans la même période. Leur niveau de quiétude s'en ressent, puisqu'il baisse de 0,3 point, pour s'établir en moyenne à 5,6 sur 10.

En revanche, **malgré leur scepticisme, ils mettent en exergue des perspectives un peu plus favorables pour les mois à venir**, en premier lieu pour leur activité (52%, +3 points) expliquant sans doute le maintien de leur motivation (avec une note moyenne de 6,8 sur 10, soit -0,1 point). Les dirigeants concernés (83% des TPE) se montrent aussi plus confiants en ce qui concerne les perspectives de leurs fournisseurs (38%, + 9 points), bien que ce score reste minoritaire. Cette vision plus positive se retrouve aussi s'agissant de leurs clients professionnels (72% des TPE concernées, avec un score de 37%, soit +5 points). Seuls les clients particuliers (dont disposent 80% des TPE) voient leurs chances d'améliorer leur légèrement diminuer (32%, -2 points)

Des dirigeants de TPE qui mettent en avant un accroissement très importants de la fiscalité

Confirmant le mécontentement à l'égard de l'action gouvernementale, seuls 13% des chefs d'entreprise se disent confiants dans l'action de Jean-Marc Ayrault et de ses ministres. Ce score, déjà constaté au trimestre dernier, est le plus faible enregistré par un gouvernement depuis 2002. De la même manière, et malgré les derniers discours et mesures pris en faveur de l'entrepreneuriat, 10% des patrons de TPE uniquement estiment que le gouvernement prend en compte les préoccupations liées à leur activité (-3 point en 6 mois et -12 points depuis les élections de 2012 et la nomination de Jean-Marc Ayrault au poste de Premier ministre).

Ce divorce avec le gouvernement se retrouve de façon très marquée sur la politique fiscale menée. 9 personnes interrogées sur 10 jugent les mesures fiscales à destination des TPE (91%), des particuliers (90%), et des PME (87%) inadaptées au contexte économique actuel. Dans une moindre mesure, les deux tiers des personnes interrogées sont également critiques envers la fiscalité des grandes entreprises (66%).

Une très large majorité des patrons interrogés a constaté une hausse fiscale en 2013. 83% d'entre eux l'observent en tant que particulier et 77% des patrons pour leur entreprise. Ces chiffres sont toutefois à mettre en regard avec l'assujettissement effectif à l'impôt, qui touche 77% des interviewés pour l'impôt sur le revenu et 38% pour l'impôt sur les sociétés.

Conséquence directe du sentiment de pression fiscale, 7 chefs d'entreprise sur 10 renoncent à leurs investissements ou les réduisent (72%). La moitié des patrons interrogés déclare aussi avoir réduit leurs coûts de production (49%), ou renoncé à une ou plusieurs embauches (46%). 35% d'entre eux se sont efforcés d'accroître leur productivité.

Les patrons de TPE se montrent pessimistes quant à l'évolution de la fiscalité en 2014. En proportion, ils sont ainsi plus nombreux à estimer qu'ils devront payer l'impôt sur le revenu (81% contre 77% qui le paient actuellement) ainsi que l'impôt sur les sociétés (42% contre 38% actuellement). Et plus des trois quarts estiment de surcroît que leur montant sera en hausse, tant pour l'IR (77%, dont 35% prévoient une forte hausse) que pour l'IS (75% dont 29% anticipent une forte hausse).

Un impact limité, tant en positif qu'en négatif, des mesures gouvernementales, à l'exception de la hausse de la TVA

Pour autant, la plupart des dirigeants de petites entreprises ne pensent pas être concernés par les différentes mesures sur l'impôt sur le revenu envisagées par le gouvernement pour 2014 afin d'arriver à l'équilibre budgétaire. Parmi les 81% de patrons prévoyant de payer cet impôt l'an prochain, seuls 36% s'attendent à voir le montant de leur charge réévalué suite à la réduction de l'avantage lié au plafonnement du quotient familial et 29% après la suppression de la réduction d'impôt sur frais de scolarité.

La modification du taux et du délai de détention pour bénéficier de l'abattement sur les plus-values de cession de valeurs mobilières et de droit sociaux impactera le montant de l'impôt d'uniquement 29% des répondants. Une part moindre d'entre eux (26%) se dit concernée par la modification du taux et du délai de détention pour bénéficier de l'abattement sur les plus-values de cession sur les biens immobilier.

La plupart des dirigeants de TPE jugent que les principales mesures du projet de loi de finance 2014 n'auront pas d'effet sur la croissance économique, française quand ils ne considèrent pas qu'elles lui seront néfastes. La création d'un plan d'épargne action dédié au financement des petites et moyennes entreprises, mesure qui les convainc le plus, n'aura toutefois d'effets positifs que selon une minorité d'entre eux (42%). Le passage évoqué et finalement annulé le 5 novembre du taux de TVA réduit de 5,5% à 5% était jugé efficace par 37% des interviewés. Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et pour l'Emploi, mesure phare du pacte de compétitivité présenté par Jean-Marc Ayrault il y a un an, aura des effets bénéfique pour un tiers d'entre eux (32%), la moitié n'anticipant pas de changement lié à ce dispositif.

La réindexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation divise : 37% pensent qu'elle sera vaine, tandis que de 39% estiment qu'elle sera nuisible à la croissance et 21% qu'elle permettra de l'améliorer.

Les hausses de TVA constituent la mesure la plus problématique, 81% des patrons interrogés anticipant des conséquences négatives du passage du taux normal de la TVA à 20% et du taux intermédiaire à 10%.

Une attente prégnante de réduction des dépenses publiques

81% des dirigeants de TPE considèrent que la fiscalité de la France est moins favorable que celles de ses voisins de la Zone Euro. Ce sentiment est davantage partagé par les patrons de TPE de grande taille, telle que celles dont le chiffre d'affaire dépasse 1 million d'euros (92%).

De manière générale, les dirigeants interrogés n'approuvent pas la gestion des finances publiques du gouvernement actuel, ni le budget 2014 qui prévoit une baisse des dépenses de 15 milliards d'euros, une hausse des impôts de 3 milliards d'euros et un déficit de 70 milliard d'euros. Moins d'un quart d'entre eux estime qu'un tel budget va dans le sens de la relance de l'économie française (23%), et seuls 19% jugent qu'une telle répartition aidera à redresser les finances publiques à long terme.

85% des patrons interrogés estiment que l'effort de réduction des dépenses publiques de 1,3% par rapport à 2013 est insuffisant. La grande majorité d'entre eux jugerait nécessaire de réduire significativement le nombre de fonctionnaires administratifs, au sein des ministères (88%) et de la fonction territoriale (81%). Dans une moindre mesure, les deux tiers de chefs d'entreprises souhaiteraient réduire le nombre d'agents d'impôt (64%).

La majorité des chefs de petites entreprises trouverait utile de réduire le nombre d'échelons administratifs. 63% d'entre eux s'accordent sur la nécessité de fusionner les petites communes et 60% voudraient supprimer l'échelon départemental.

Les patrons de TPE interrogés tendent également à se dire favorables à la privatisation des entités appartenant au secteur concurrentiel, actuellement sous contrôle de l'Etat (62%). Si 12% estiment que cette privatisation devrait être totale, la moitié d'entre eux défend des solutions moins catégoriques : 26% considèrent l'Etat devrait réduire sa participation à une minorité de blocage et 24% qu'il devrait se séparer des entités de secteurs non-stratégiques.

La télévision et la poste constituent les premiers secteurs pour lesquels l'Etat doit renoncer au contrôle de ses participations pour une majorité de personnes interrogées (respectivement 62% et 61%). Les dirigeants souhaitent également voir les secteurs des transports (55%), de l'électricité (47%) et des finances (45%) se privatiser davantage. A l'inverse, l'interventionnisme étatique n'est pas contesté dans les secteurs du nucléaire et militaire.

De fortes préoccupations en matière d'insécurité et de délinquance

70% des dirigeants de TPE interrogés se disent préoccupés par les questions liées à la sécurité. La majorité d'entre eux déclare avoir ressenti une augmentation de la délinquance ces derniers mois en France (60%) et seuls 4% ont constaté une diminution dans ce domaine.

Les chefs de petites entreprises expriment une grande désapprobation à l'égard de la politique de sécurité du gouvernement : 71% d'entre eux la jugent inefficace. La grande majorité des personnes interrogées soutiennent alors la mise en place de mesures plus sécuritaires, telles que le renforcement des personnels de sécurité dans les lieux publics (83%), le renforcement des forces de police et de gendarmerie (82%) ou l'augmentation nombre de cameras de surveillance dans les lieux publics (76%). Le développement de zones de sécurité prioritaire (66%), de campagnes d'informations sur la civilité (60%) et l'envoi des forces armées dans certains quartiers (55%) sont également perçus comme des recours efficaces contre l'insécurité.

La majorité des patrons de TPE fait avant tout confiance aux partis de droite pour agir efficacement en matière de sécurité (44%) tandis qu'une minorité s'en remet à la gauche (13%). Toutefois, un quart des personnes interrogées déclare ne plus se fier à aucune force partisane dans ce domaine (25%), ce qui est notamment le cas des patrons du secteur du BTP (43%).

30% des dirigeants de TPE déclarent avoir subi des violences, vol, cambriolage, agression ou menace dans l'exercice leur activité professionnelle. Les entreprises du secteur commercial s'avèrent être les plus touchées par ces événements (47%), ainsi que celles comptant entre 6 et 9 salariés (48%). Ces épisodes se traduisent alors pour 13% d'entre eux par une cessation de leur activité (fermeture ou arrêt de travail) d'en moyenne 2,6 jours.

Dans un tel contexte d'insécurité vécue ou ressentie, **30% des patrons ont investi récemment dans des dispositifs spécifiques de protection de leur activité, de leur salariés ou de leur moyens d'exploitation.** De plus, 40% des personnes interrogées sont déjà pourvues d'alarmes, de grilles de protection (34%) ou encore de portes ou de vitrines blindées (24%). Logiquement, le secteur commercial, le plus fréquemment sujet aux attaques, est également le plus équipé.

L'enjeu des Roms reste assez peu clivant parmi les chefs de petites entreprises, et démontre une relative indifférence ou un manque d'information sur la question. 31% d'entre eux estiment qu'il s'agit d'un problème d'intégration, 27% considèrent qu'il s'agit d'un faux problème, 22% relie l'enjeu à un problème économique. **Seuls 19% des patrons interrogés identifient le sujet des Roms comme un problème de délinquance.**

Une confiance partagée à l'égard de la municipalité malgré des attentes insatisfaites en matière de développement économique et de soutien aux TPE

75% des dirigeants de TPE interrogés se déclarent satisfaits de la commune dans laquelle ils exercent leur métier. L'évolution de la commune au cours des dernières années est perçue positivement par 63% des petits entrepreneurs alors qu'un tiers d'entre eux se dit plus réservé (34%). De même, 65% des personnes interrogées approuvent le travail de la municipalité et 35% sont plus critiques. Sur ces points, les patrons de TPE se montrent légèrement moins enthousiastes que l'ensemble des Français qui plébiscitent davantage leur ville ainsi que l'équipe municipale qui la dirige.

Toutefois, les deux tiers des chefs d'entreprises déplorent le désintérêt de leur commune pour les préoccupations des très petites entreprises (66%), et notamment au sein du secteur des services aux particuliers (71%). Ces entreprises insatisfaites estiment que leurs intérêts sont trop ignorés par leur ville notamment en matière d'impôts locaux (66%), de manque de promotion des entreprises (66%) ou encore de difficultés de stationnement (51%). Près de la moitié d'entre elles regrette également le recours de la municipalité à des entreprises d'autres communes (45%).

64% des patrons de TPE estiment que l'équipe municipale en poste a tenu les engagements formulés lors de son élection. Une part similaire d'entre eux jugent que la municipalité fait bon usage des impôts locaux (64%).

Plus précisément, la plupart des dirigeants de très petites entreprises se disent satisfaits du cadre de vie communal (87%), de l'action envers les résidents de la communes les plus âgés (80%), de l'information aux habitants (72%). Sur ces dimensions, les petits entrepreneurs partagent une meilleure opinion du travail de leur ville que l'ensemble des Français. Ils sont également une majorité à apprécier les actions de la municipalité en termes de sécurité (66%), de transports (65%), de logement (65%) ainsi que l'offre de commerces de proximité en centre ville (59%).

Les chefs d'entreprises sont conscients des priorités des municipalités dans les domaines des activités culturelles et sportives (85), de l'éducation (85%), de l'action sociale et de la solidarité (79%). **Ils souhaiteraient néanmoins voir davantage d'efforts se tourner vers l'emploi, et le développement économique (86%),** ainsi que vers le transport, la circulation et le stationnement (73%).

A l'image, de la majorité de la population française, les dirigeants de TPE se disent confiants dans l'avenir de la commune dans laquelle leur activité est installée (73%). Une majorité d'entre eux fait également confiance à l'équipe municipale actuellement en place (62%), au même titre que l'ensemble de leurs concitoyens.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

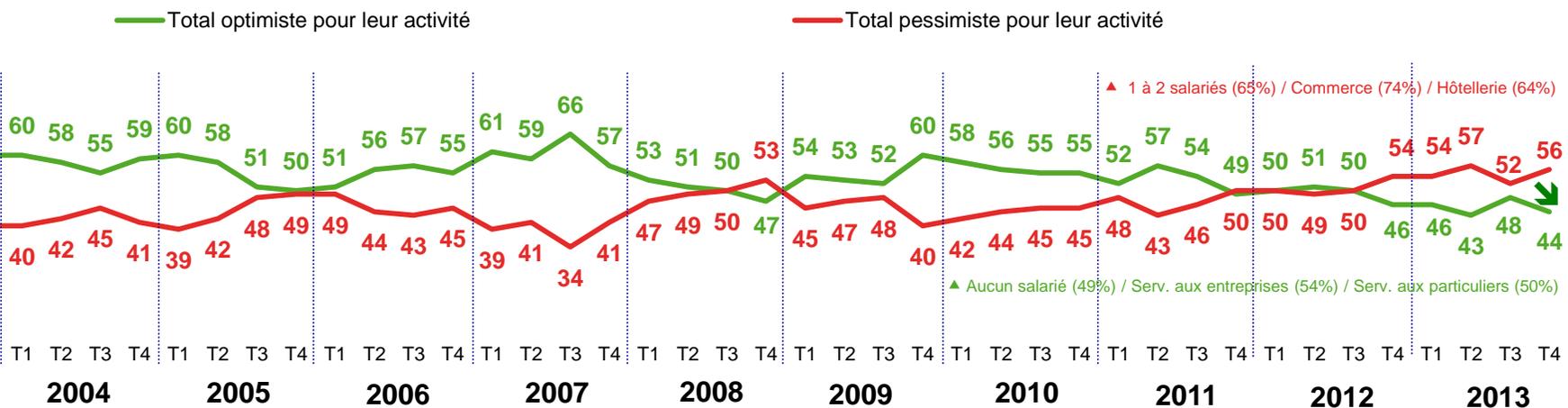
▲ 1 à 19 salariés (85%) / Commerce (85%)



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

▲ 1 à 2 salariés (68%) / Commerce (74%) / Hôtellerie (64%)



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



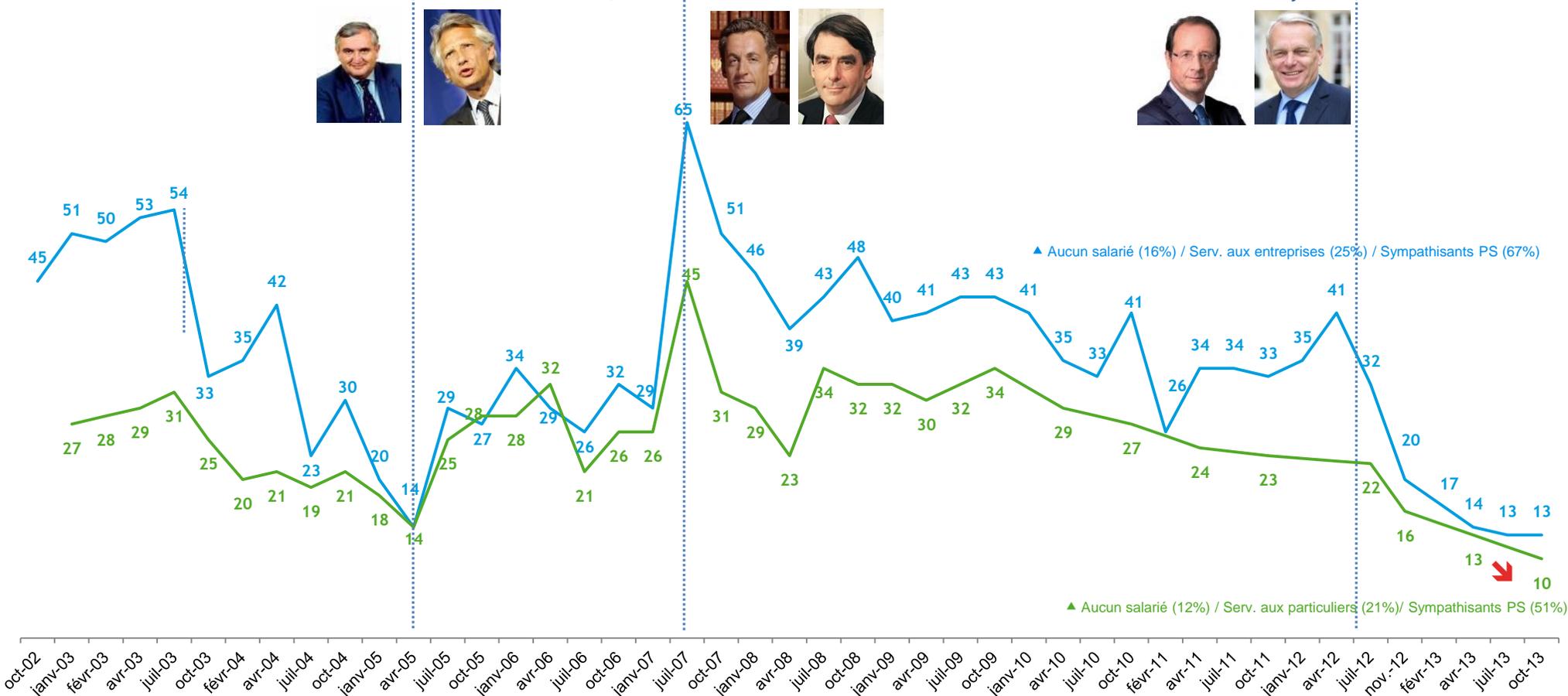
Gouvernement Villepin



Gouvernements Fillon



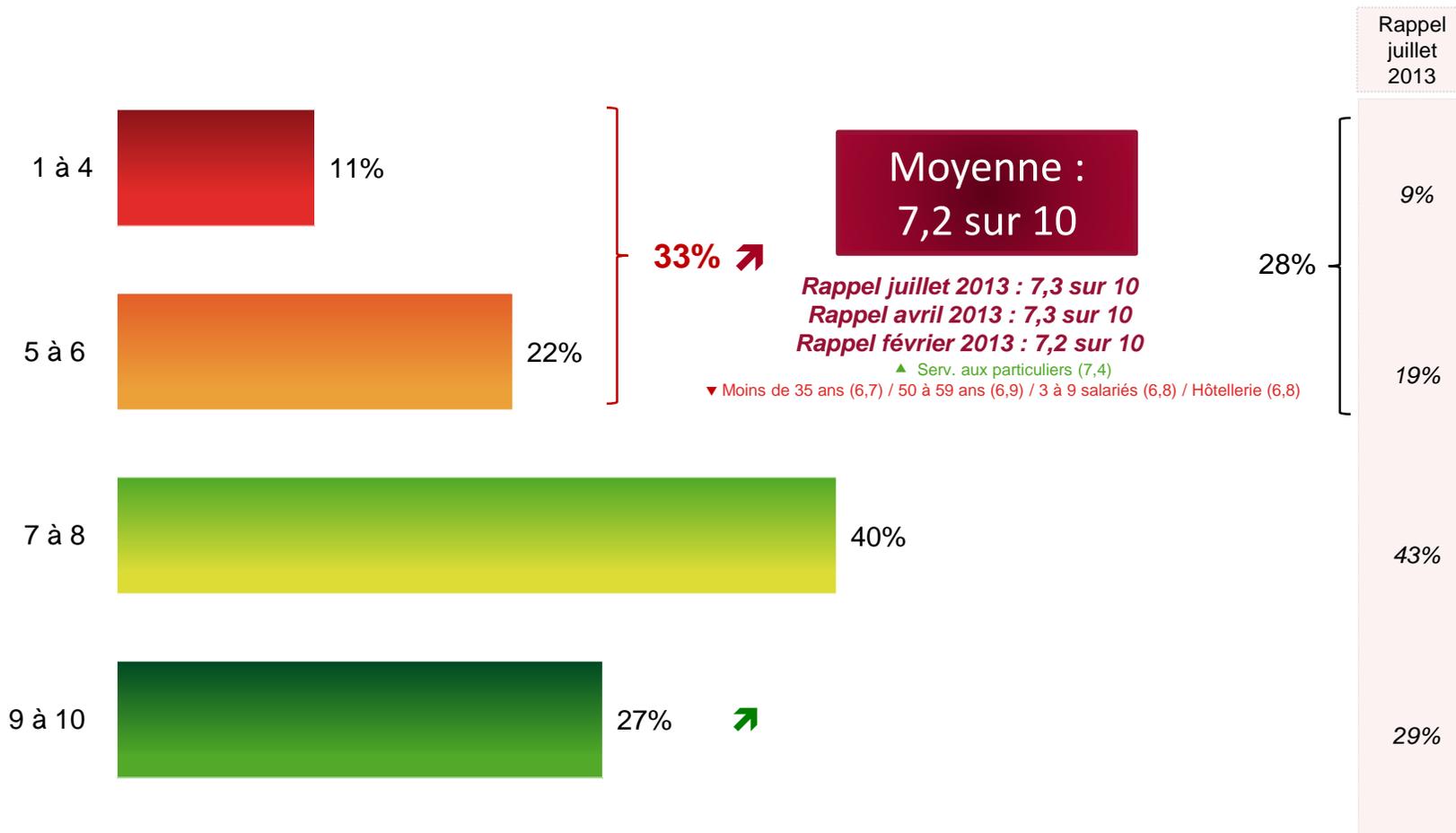
Gouvernement Ayrault



Evaluation de l'état de santé des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, (1 voulant dire que vous êtes en très mauvaise santé et 10 que vous êtes en excellente santé), comment jugez-vous votre forme physique ?

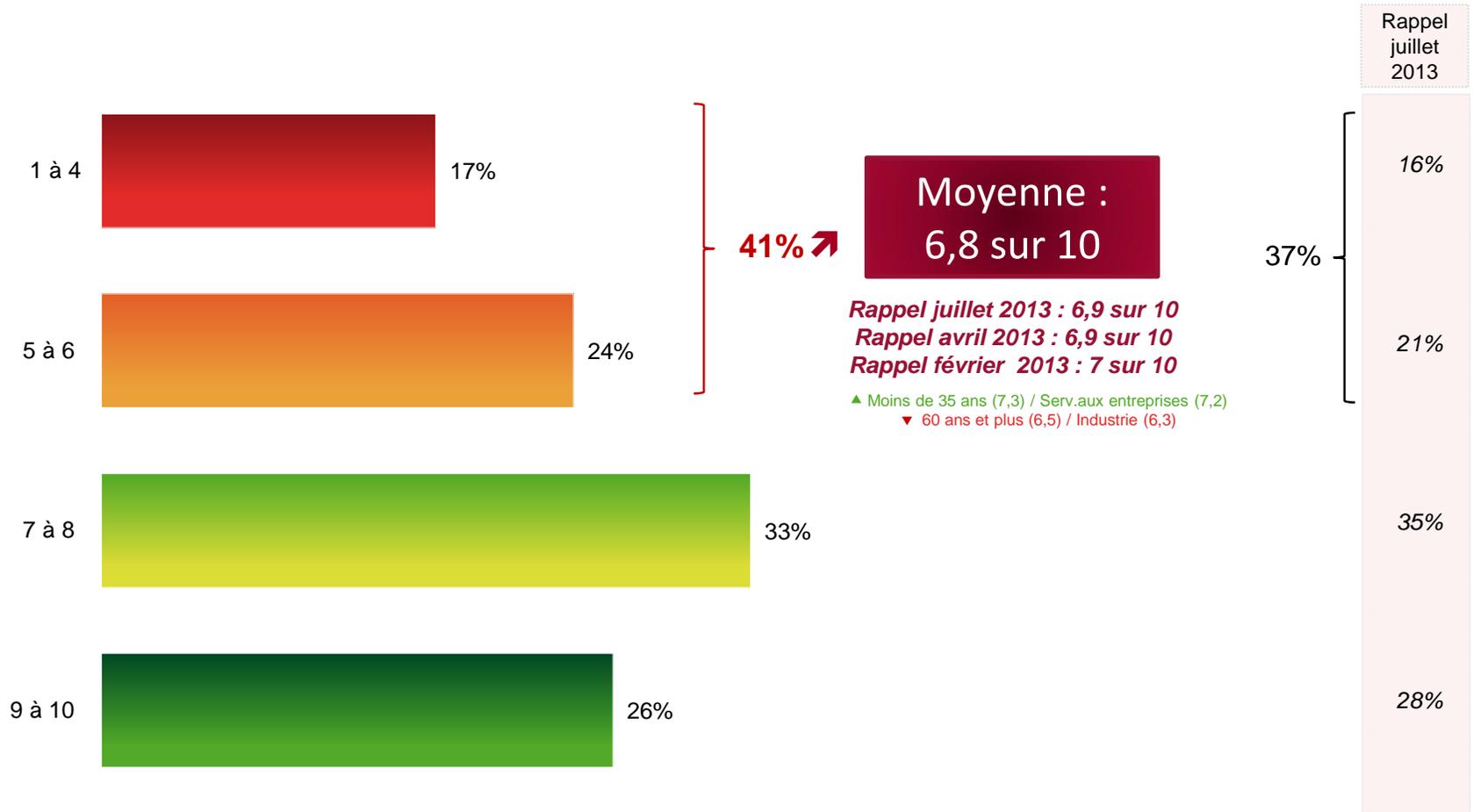


Base : ensemble des TPE

Evaluation du niveau de motivation des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de motivation (1 voulant dire que vous êtes totalement démotivé et 10 que vous êtes extrêmement motivé) ?

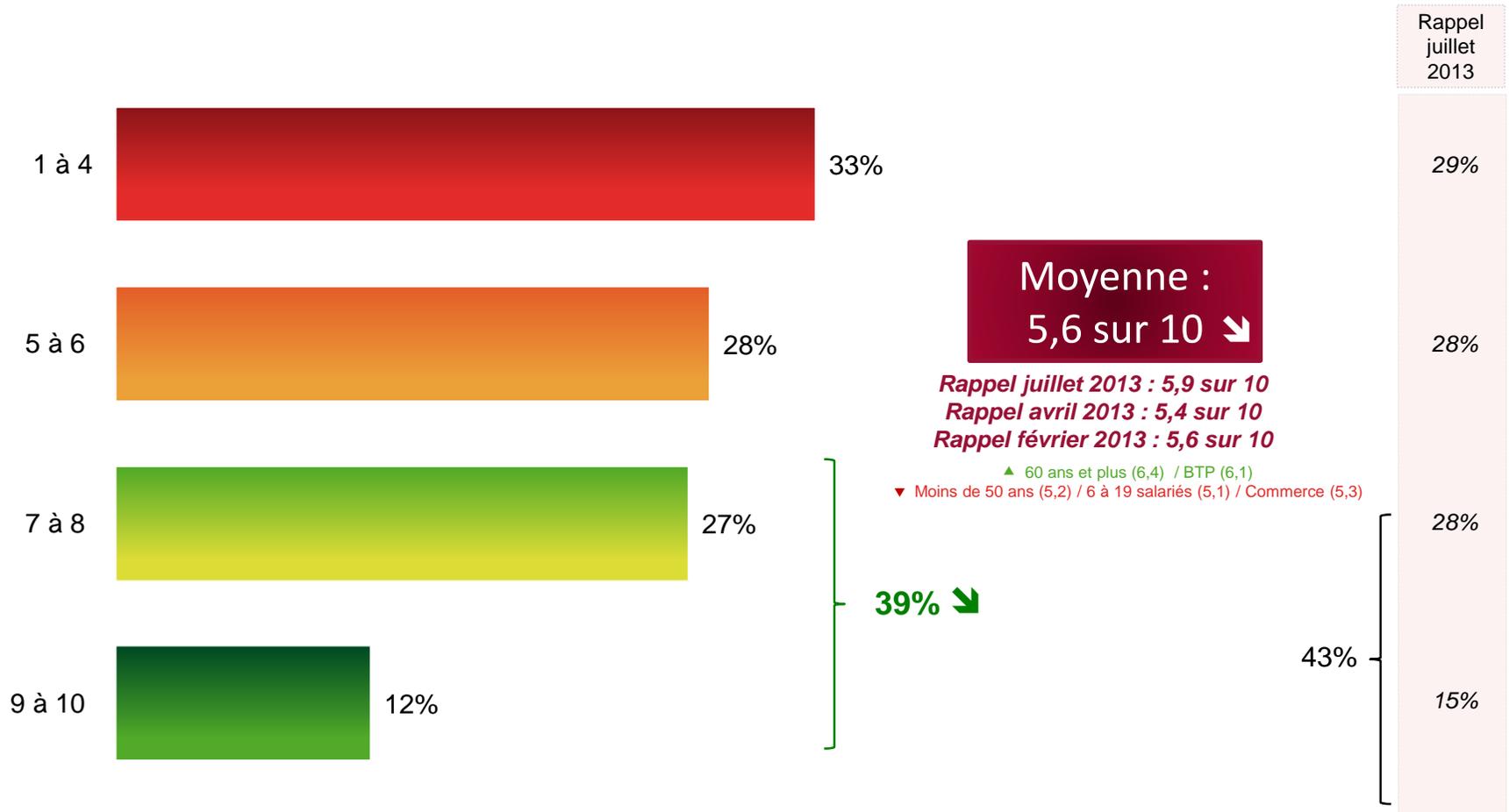


Base : ensemble des TPE

Evaluation de l'état de quiétude des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de stress (1 voulant dire que vous êtes très stressé et 10 que vous n'êtes pas du tout stressé) ?



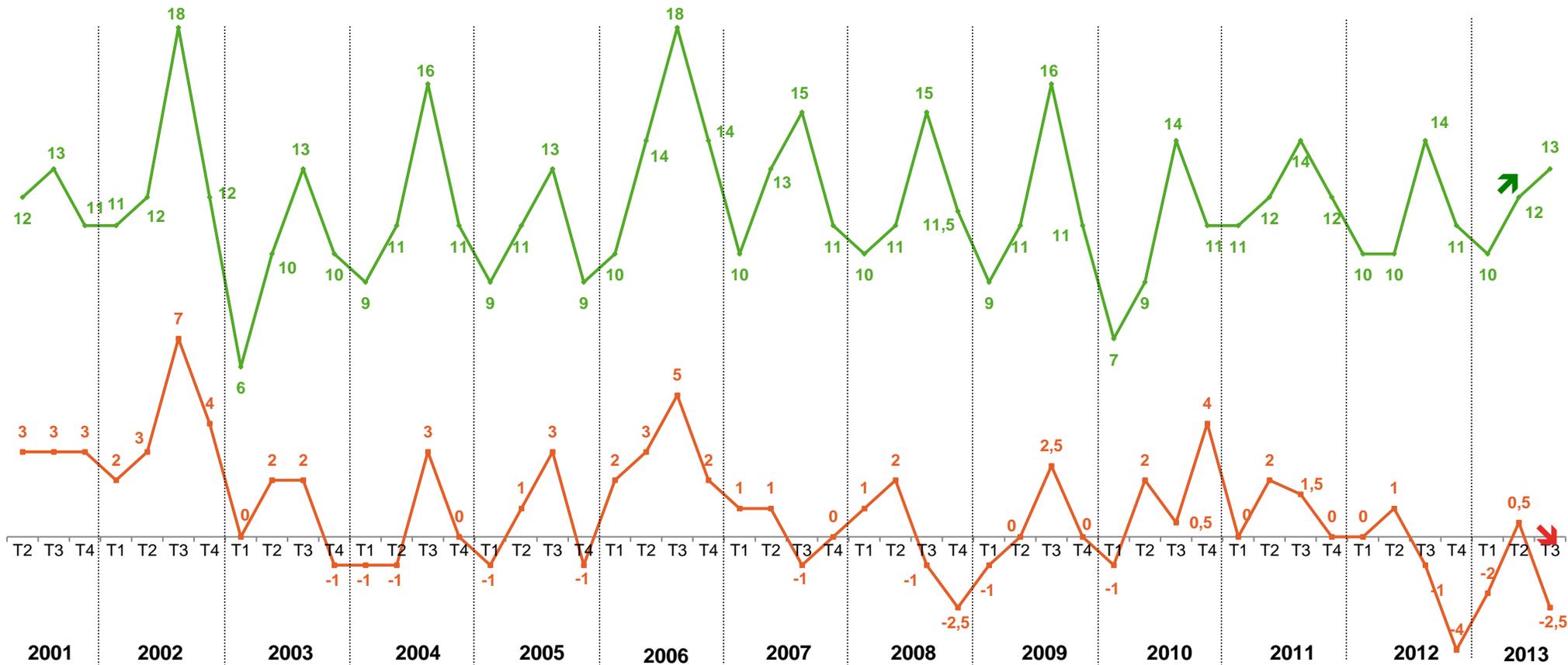
Base : ensemble des TPE

L'emploi dans les TPE

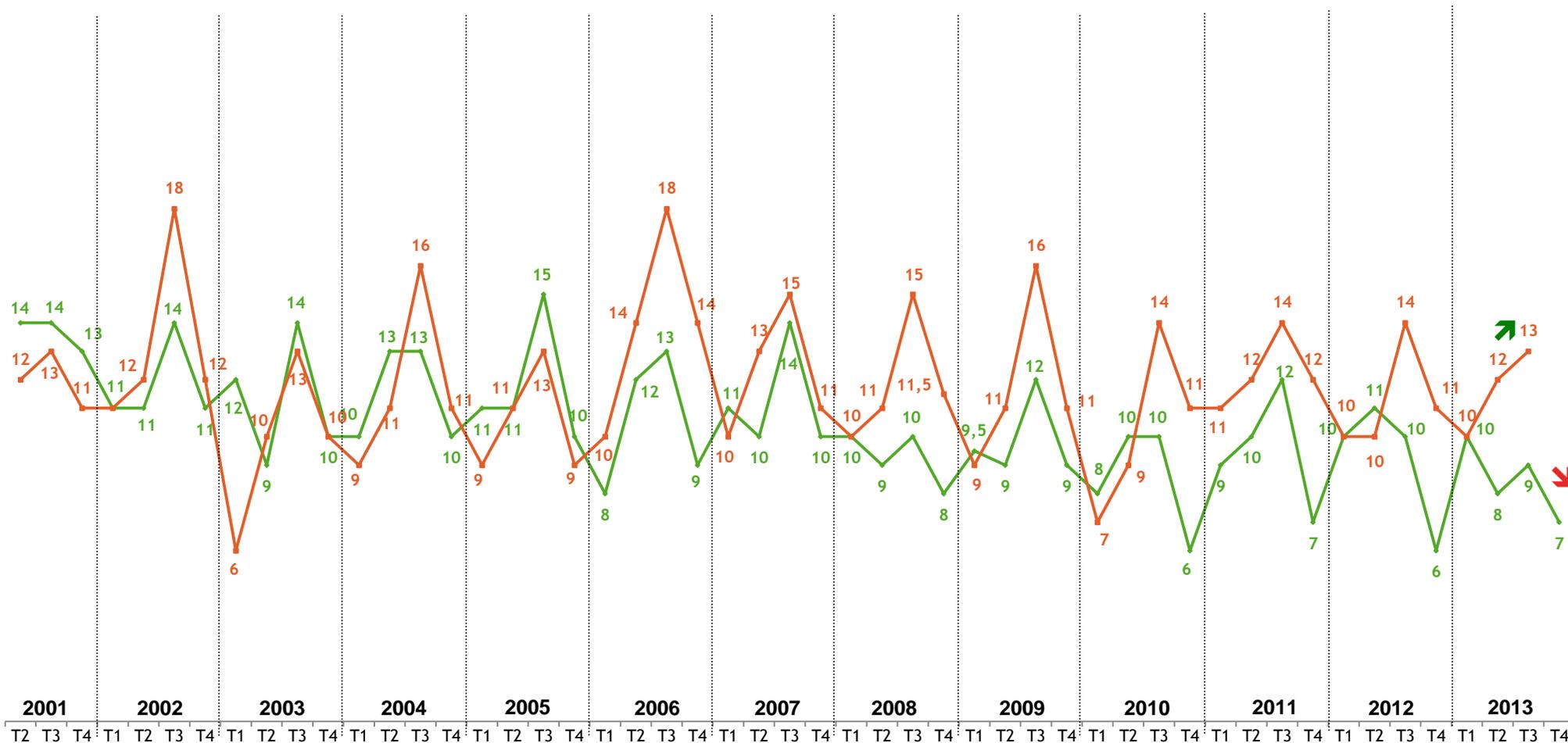
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

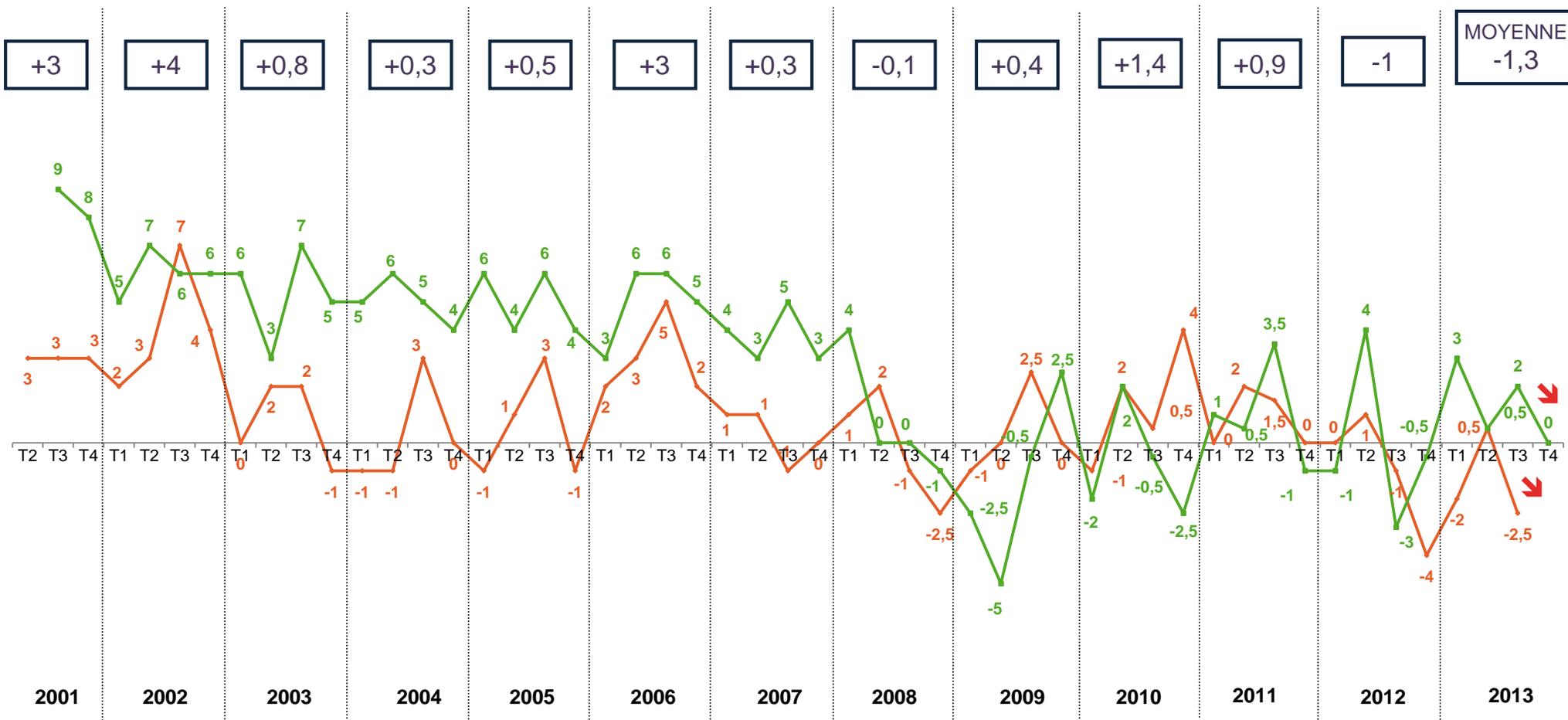
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,9
} Moyennes depuis 2001



— Embauches prévues au cours des trois prochains mois
 — Embauches réalisées sur les trois derniers mois



— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



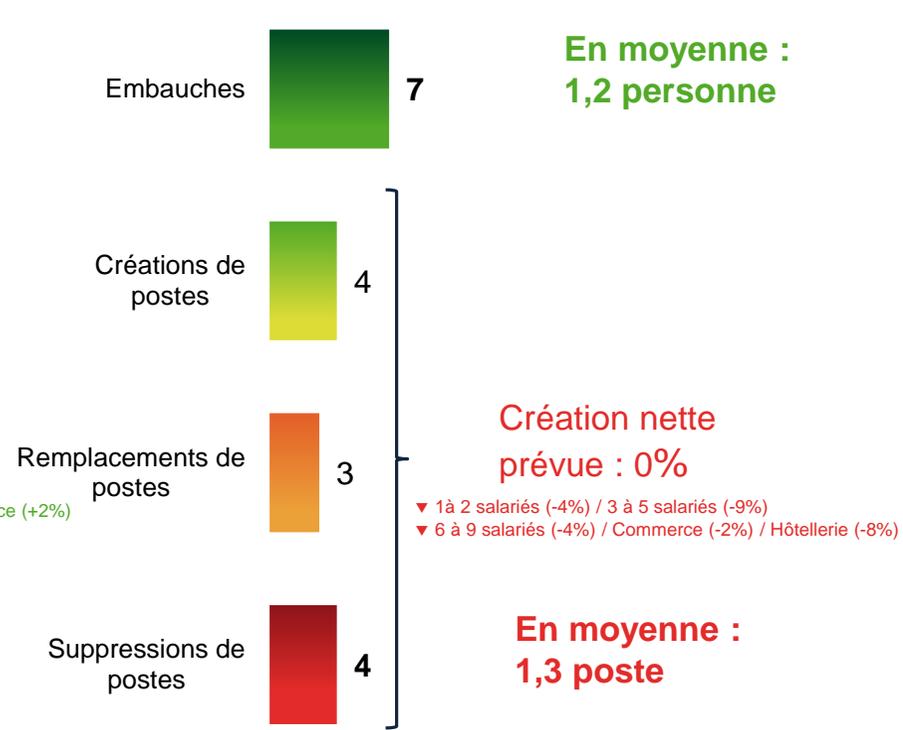
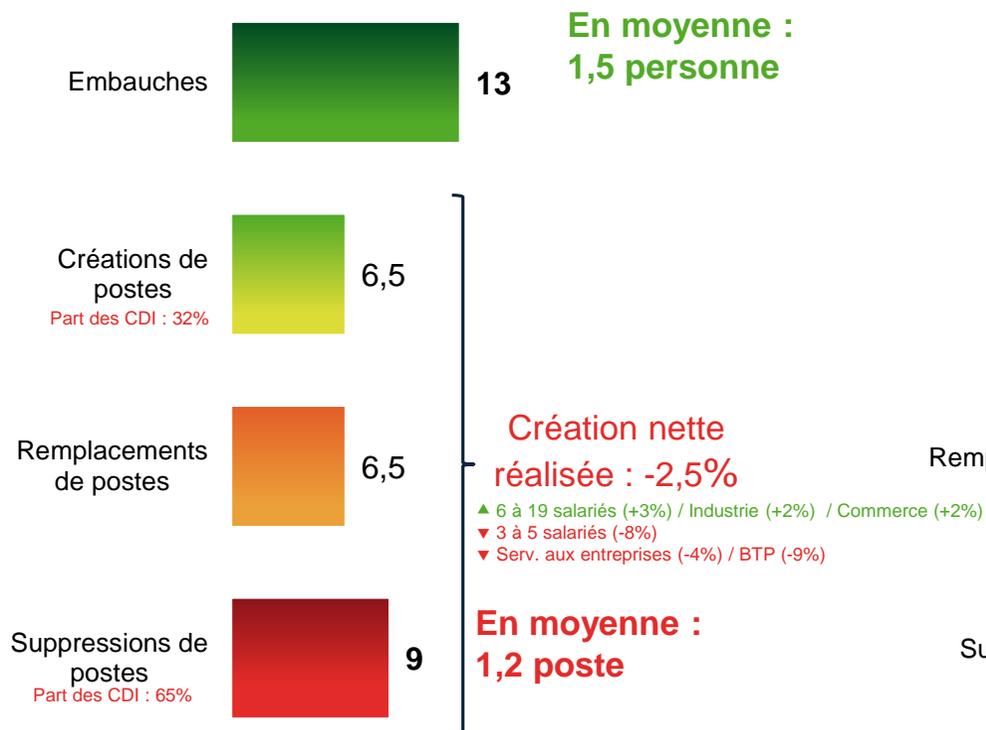
Base : ensemble des TPE

Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de juillet à septembre 2013

Perspectives d'octobre à décembre 2013

En % de l'ensemble des TPE

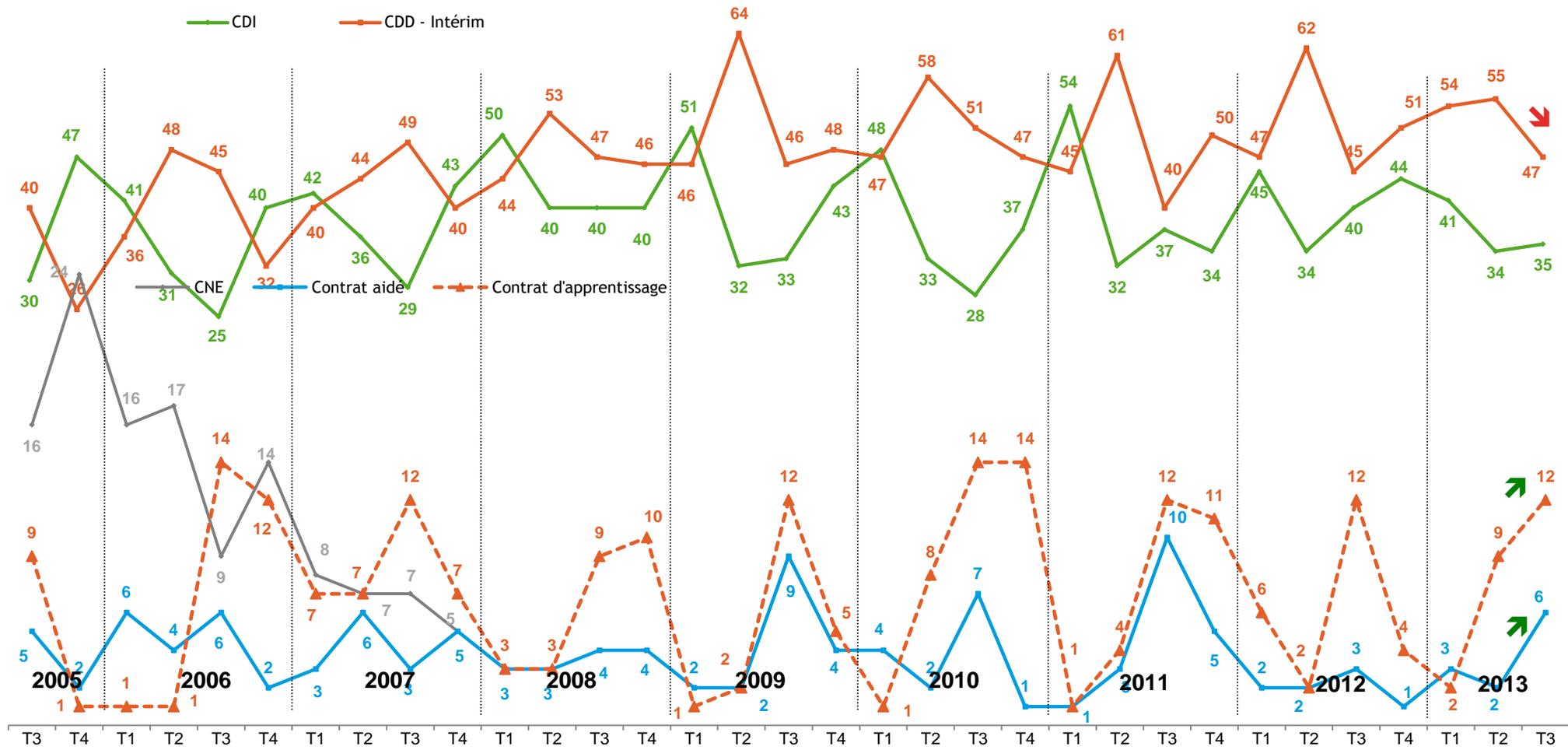


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 35%
CDD < 1 mois = 12%

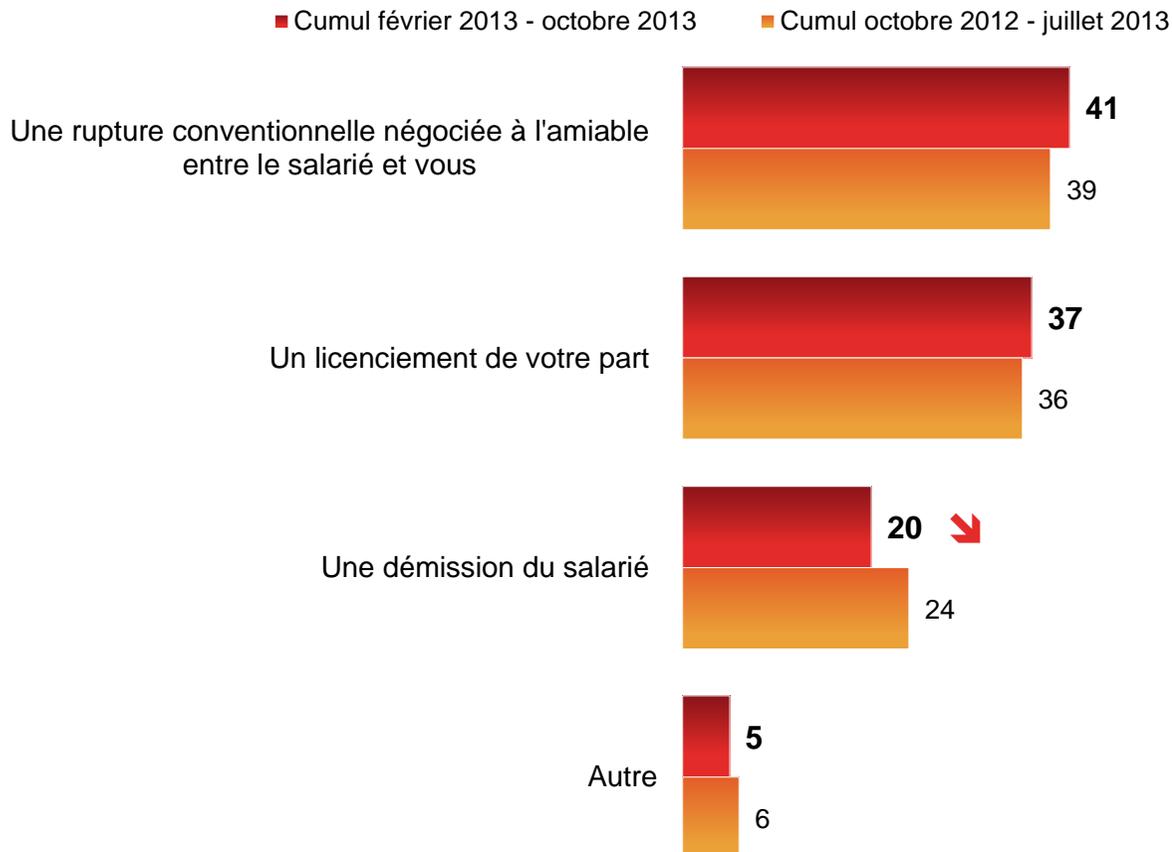


Base : TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?

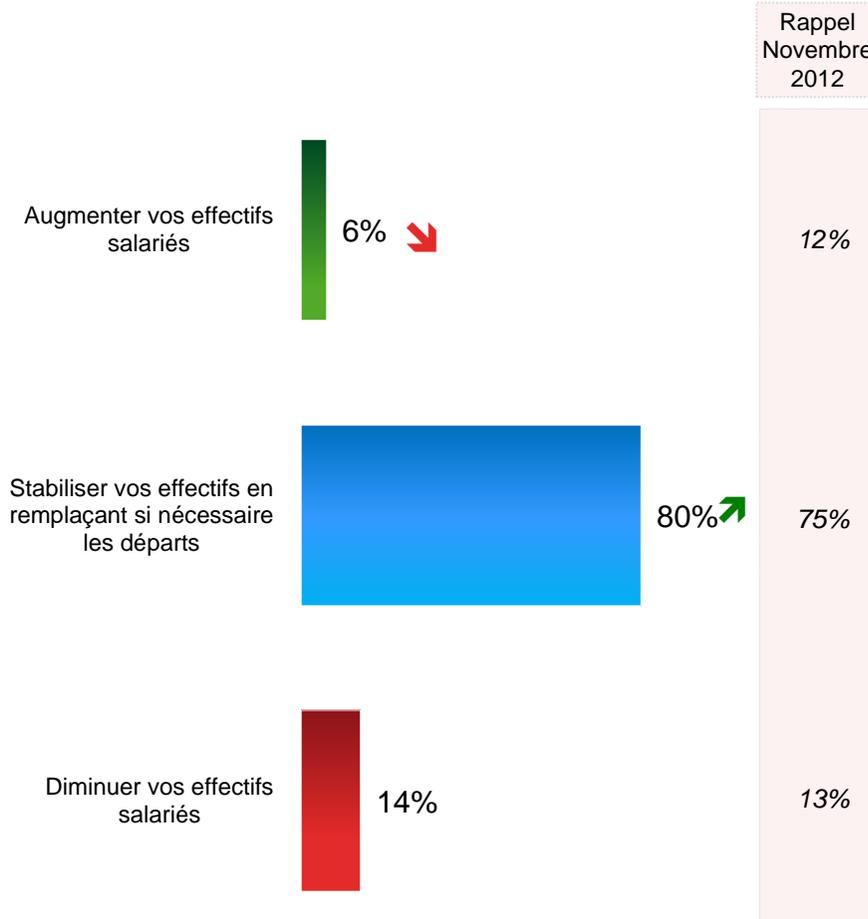


Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

Les prévisions des employeurs et non employeurs en matière d'emploi pour 2014

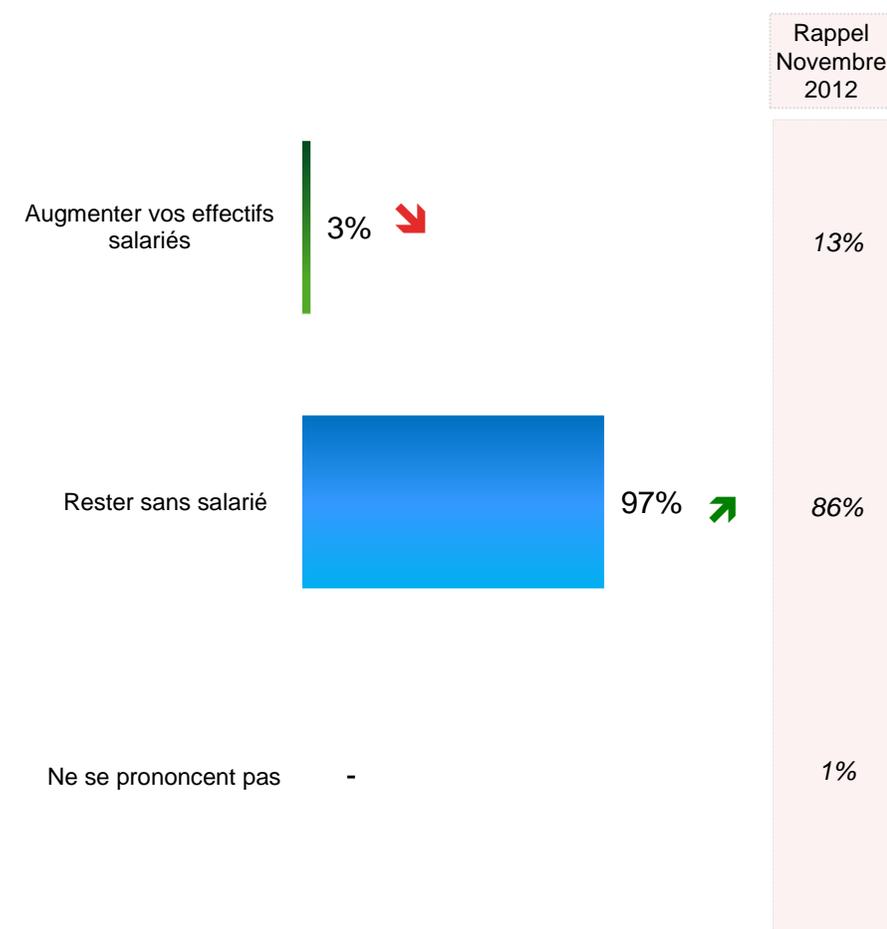
Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?



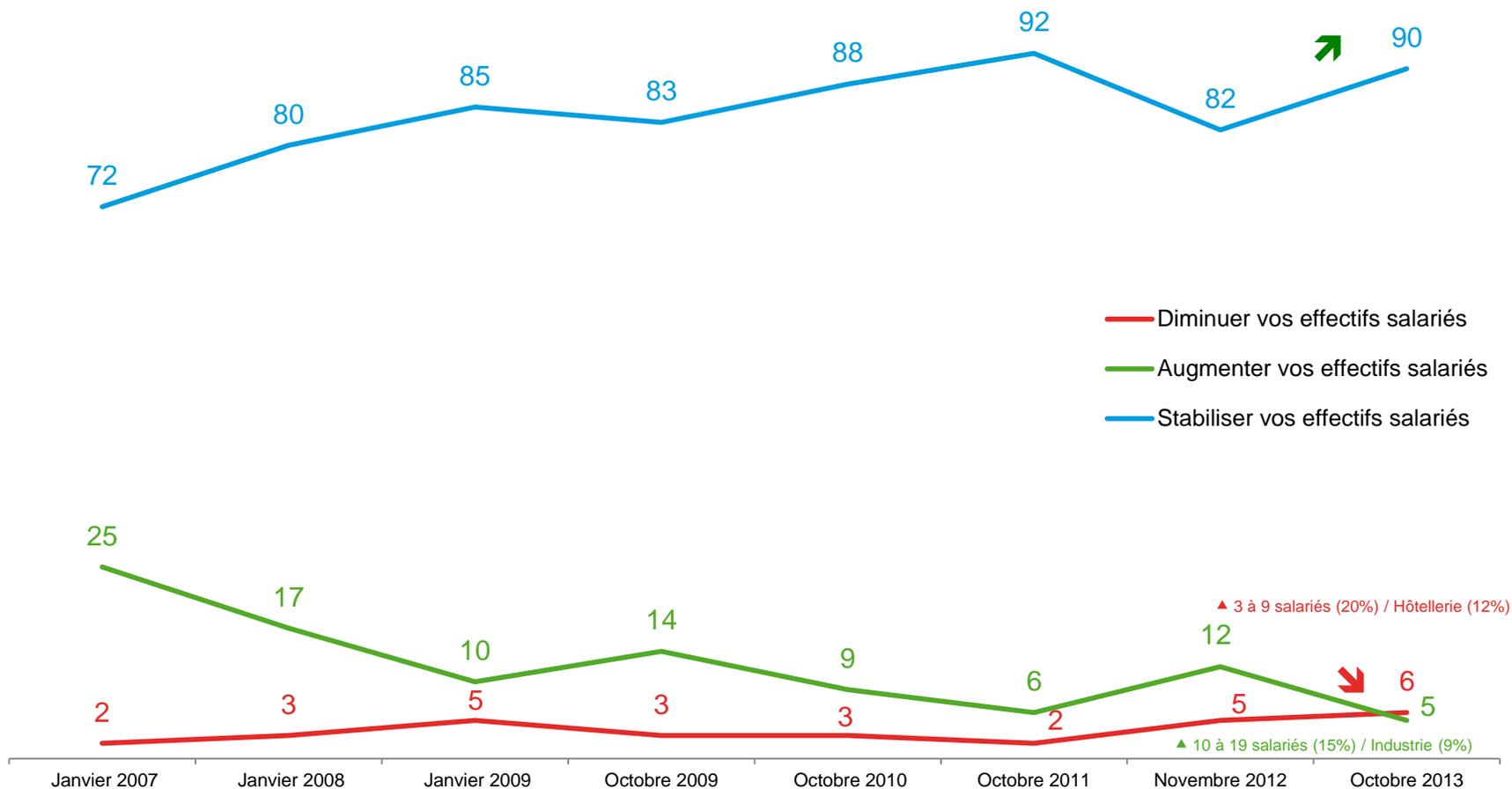
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié.

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié.

Les prévisions en matière d'emploi pour 2014 pour l'ensemble des TPE

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2014 ?



Base : ensemble des TPE

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

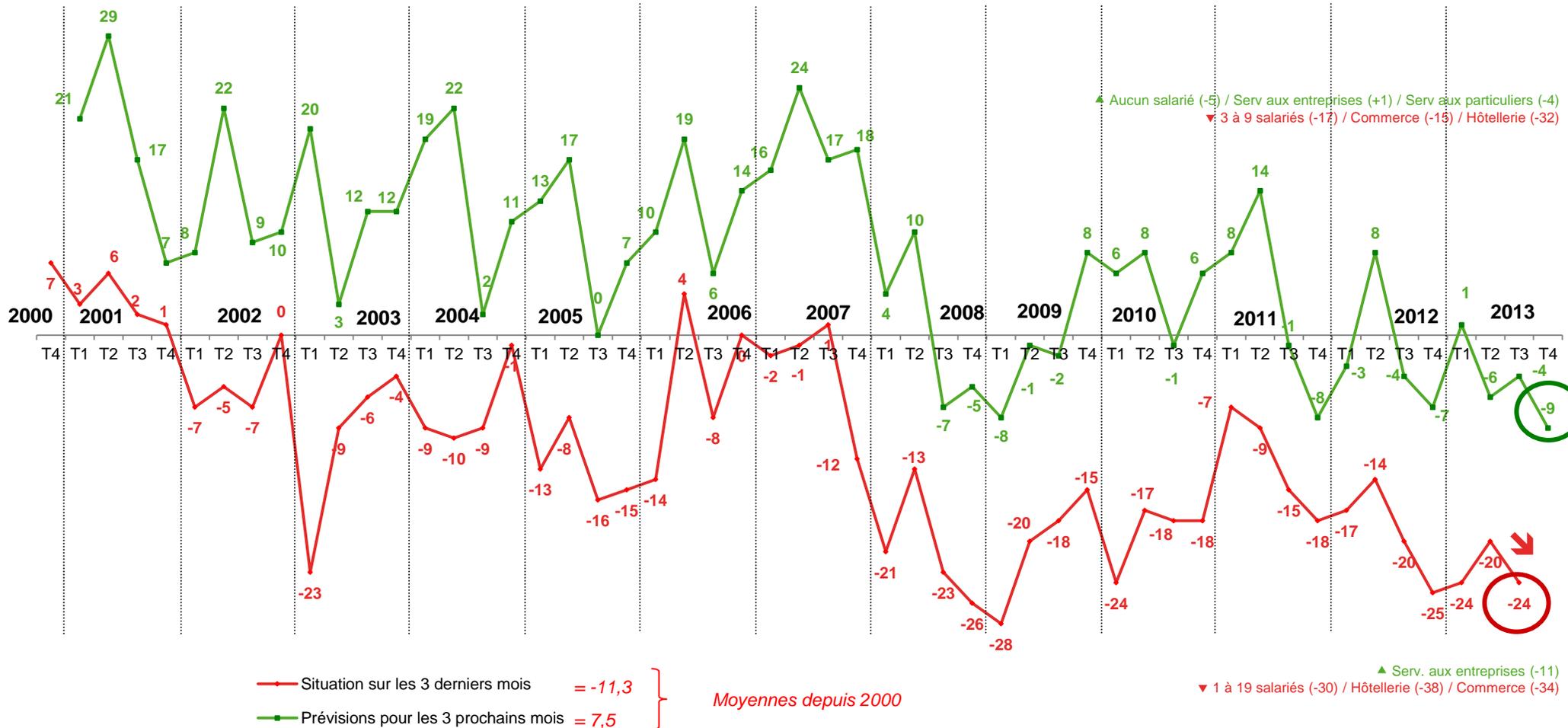
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Base : ensemble des TPE

La croissance en 2013 et les prévisions pour 2014

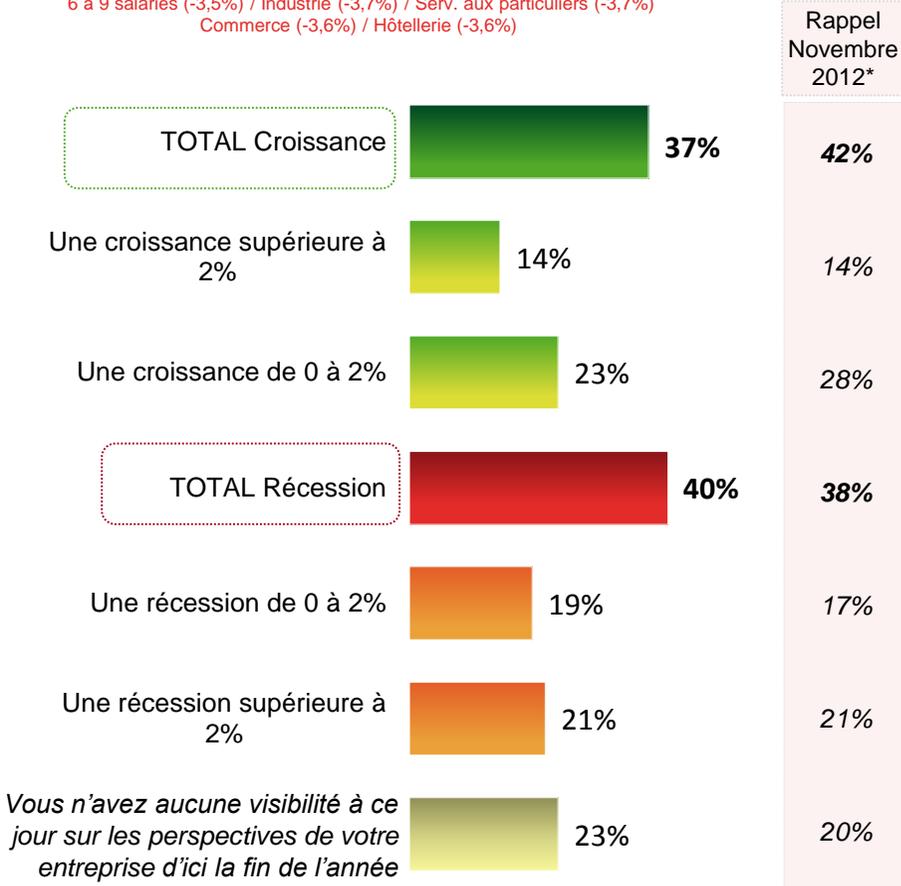
Question

Au global, sur 2013, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

Moyenne octobre 2013 : -2% ↓

Rappel moyenne février 2013 : +0,2% / Rappel moyenne novembre 2012 : -3,2% / Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,5% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2

▲ 10 à 19 salariés (-1,2%) / BTP (-1,2%) / Serv aux entreprises (+1,6%)
6 à 9 salariés (-3,5%) / Industrie (-3,7%) / Serv. aux particuliers (-3,7%)
Commerce (-3,6%) / Hôtellerie (-3,6%)



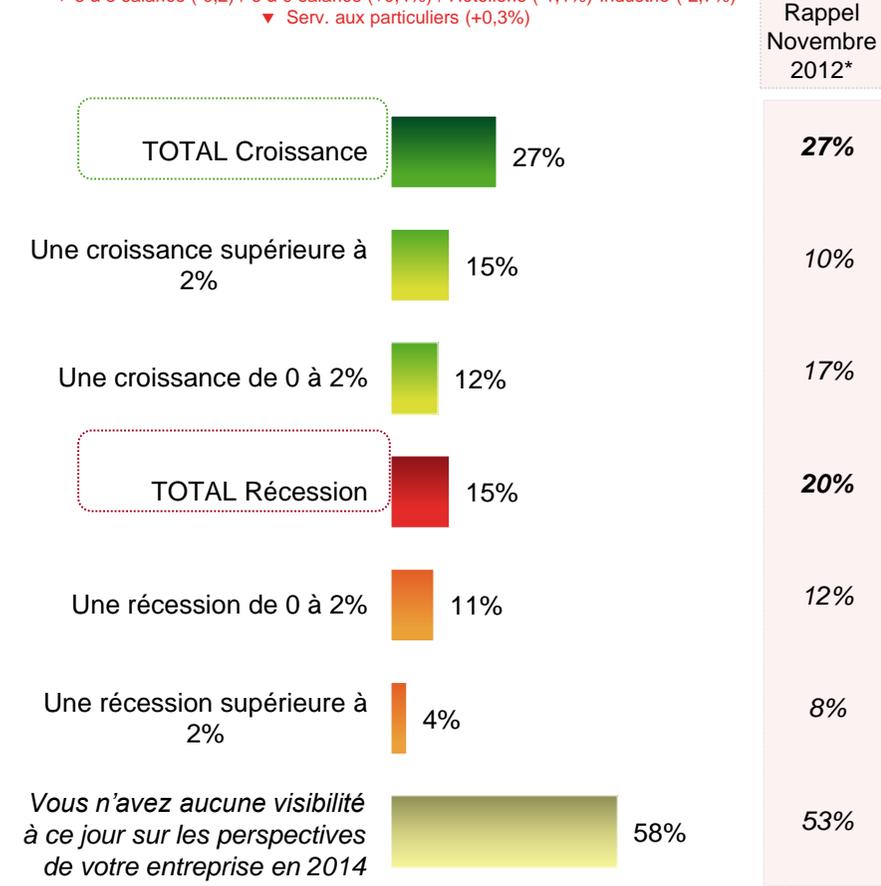
Question

Et en 2014, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

Moyenne octobre 2013: +2,5% ↗

Rappel moyenne février 2013 : +0,5% / Rappel moyenne Novembre 2012 : 0%
Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,2% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

▲ Aucun salarié (+3,2%) / 10 à 19 salariés (+3,9%) / BTP (+4,9%) / Serv aux entreprises (+6,9%)
▼ 3 à 5 salariés (-0,2) / 6 à 9 salariés (+0,4%) / Hôtellerie (-1,1%) Industrie (-2,7%)
▼ Serv. aux particuliers (+0,3%)



* La dernière mesure a été réalisée en février 2013, mais le comparatif a été laissé avec novembre 2012, afin de comparer les résultats sur la visibilité quant au bilan et aux perspectives à la même période de l'année

Base : ensemble des TPE

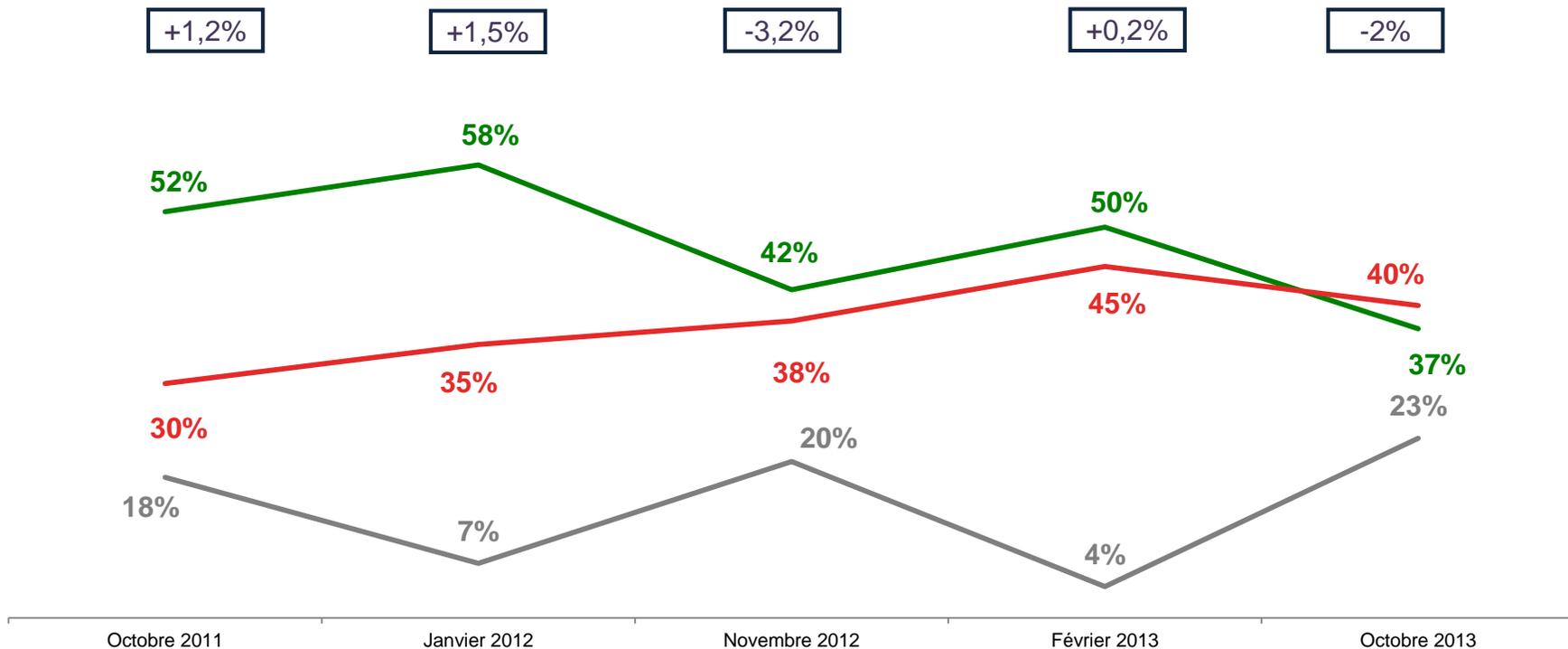
La croissance de l'entreprise en 2013

Question

Au global, sur 2013, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

— Une croissance — Une récession — Pas de visibilité

Moyenne



Base : ensemble des TPE

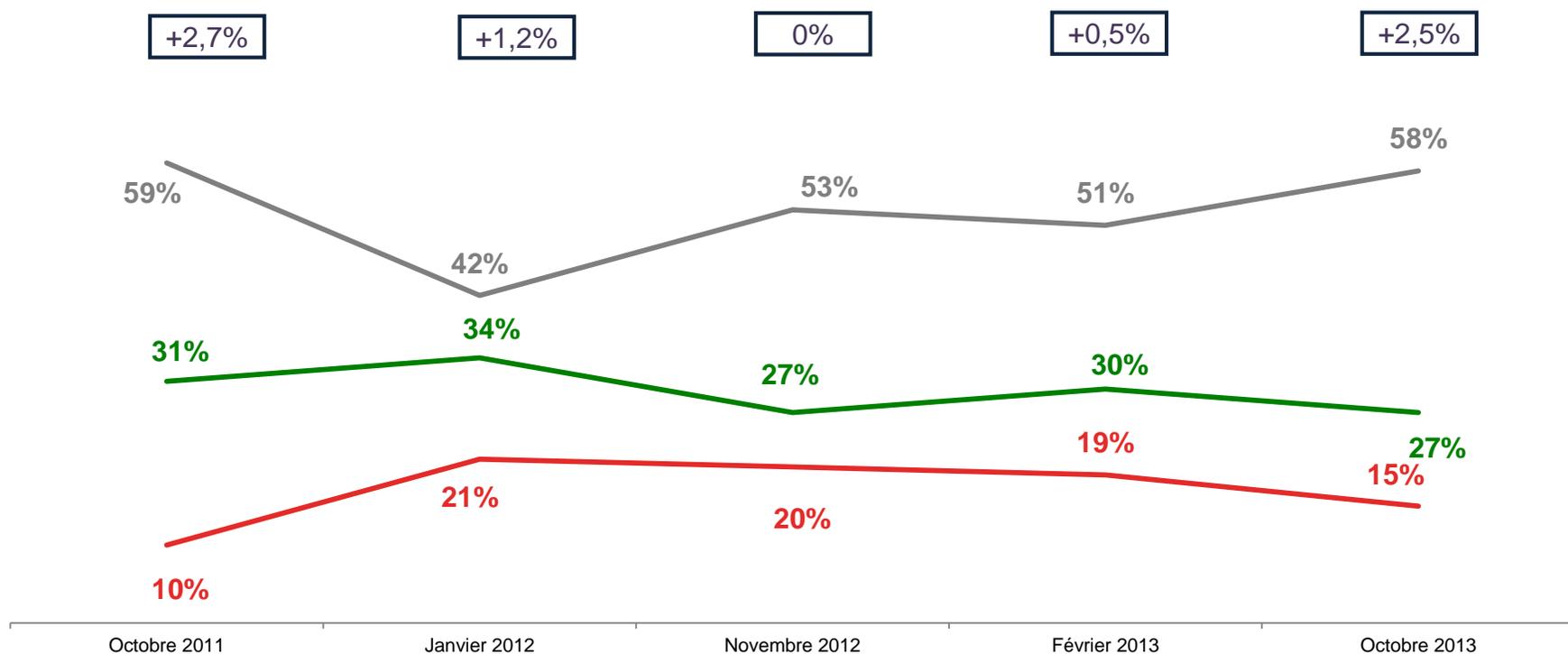
Le pronostic sur la croissance de l'entreprise en 2014

Question

Et en 2014, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

— Une croissance — Une récession — Pas de visibilité

Moyenne



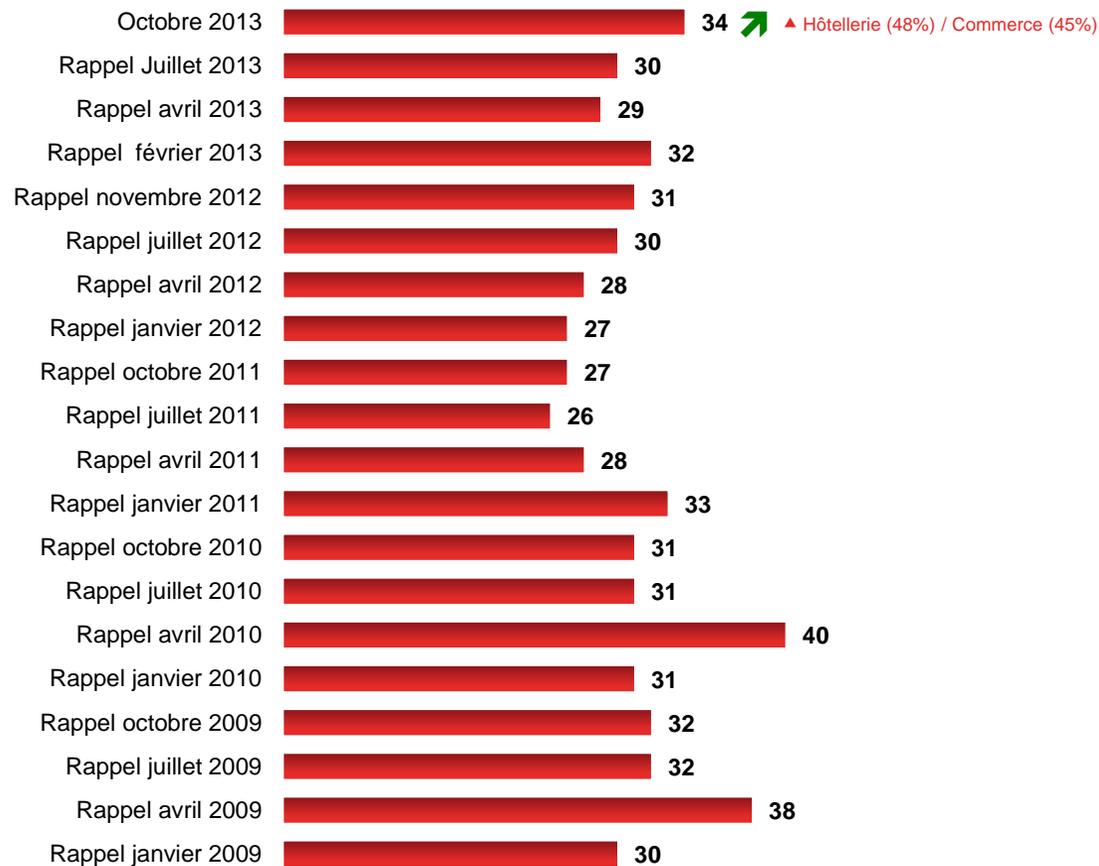
Base : ensemble des TPE

Préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

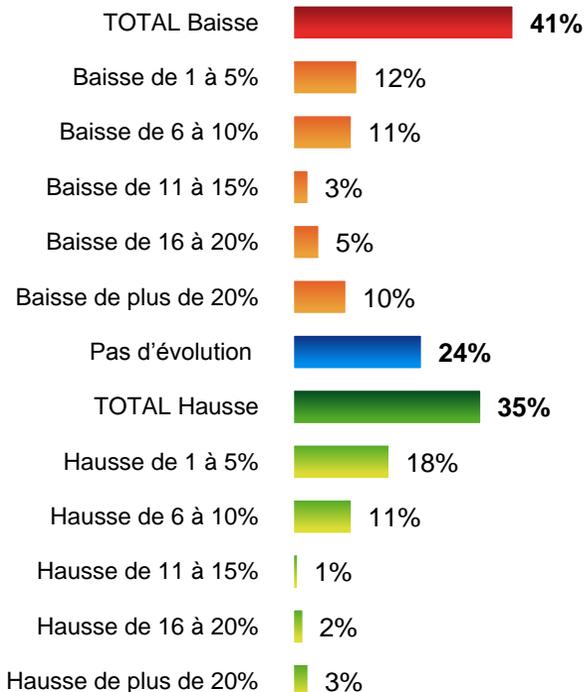
Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne octobre 2013 : -0,4% ↓

Rappel juillet 2013 : -0,2% / Rappel avril 2013 : -0,8%
 Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0%
 Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 6 à 9 salariés (-0,1%)
 ▼ Hôtellerie (-0,8%)



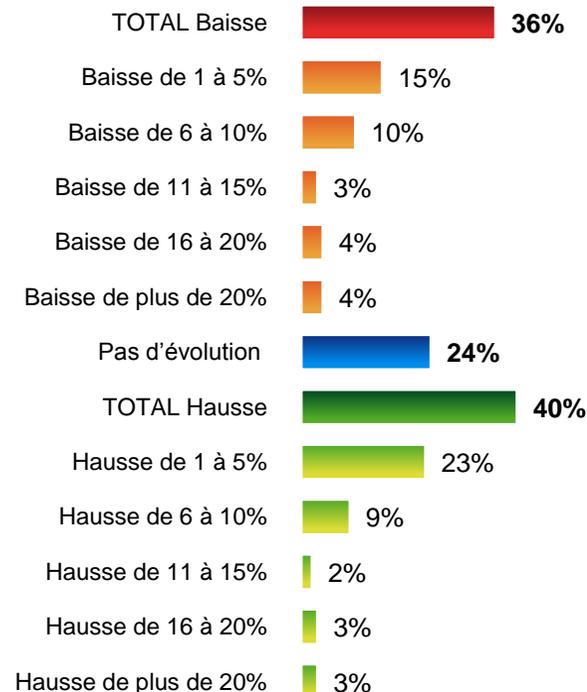
Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution positive ou négative prévoyez-vous en pourcentage ?**

Moyenne octobre 2013 : -0,3% ↓

Rappel juillet 2013 : +0,1% / Rappel avril 2013 : -0,1%
 Rappel février 2013 : -0,6% / Rappel novembre 2012 : -0,8% / Rappel juillet 2012 : -0,6%
 Rappel avril 2012 : +1,4% / Rappel janvier 2012 : +0,2% / Rappel octobre 2011 : +0,3%

▲ Aucun salarié (+0,4%) / 10 à 19 salariés (+0,4%) / Serv aux entreprises. (+1,4%) / Commerce (+0,4%)
 ▼ 1 à 2 salariés (-2%) / Industrie (-4,9%) / Hôtellerie (-5,2%)



Base : ensemble des TPE

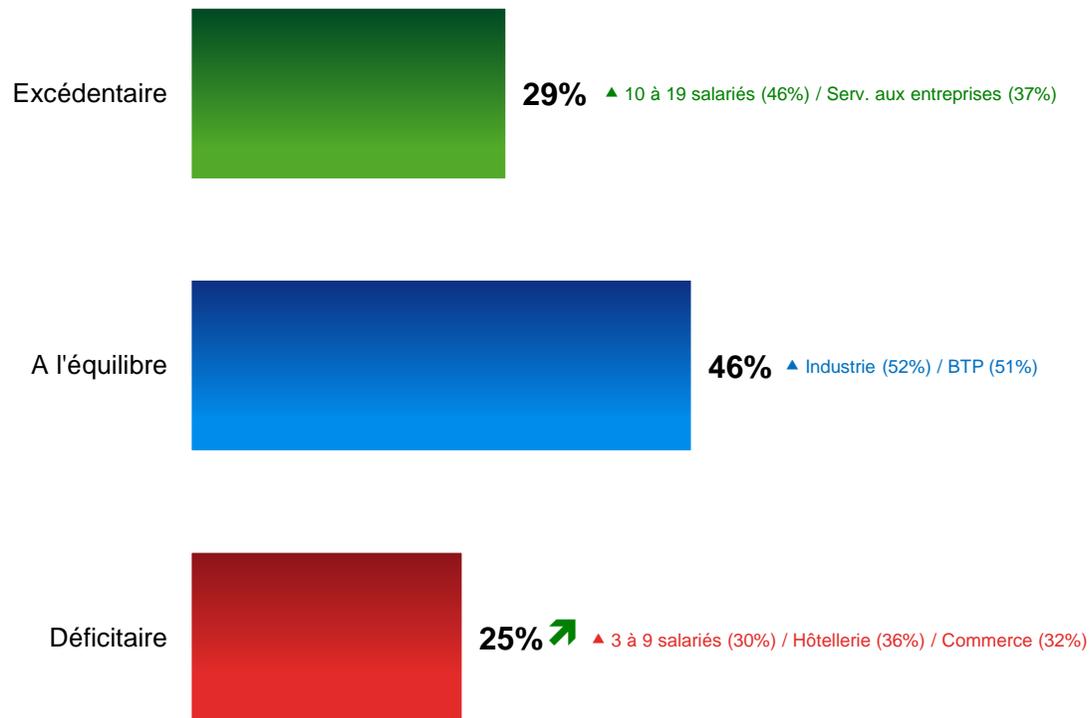
* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

** Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5% une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



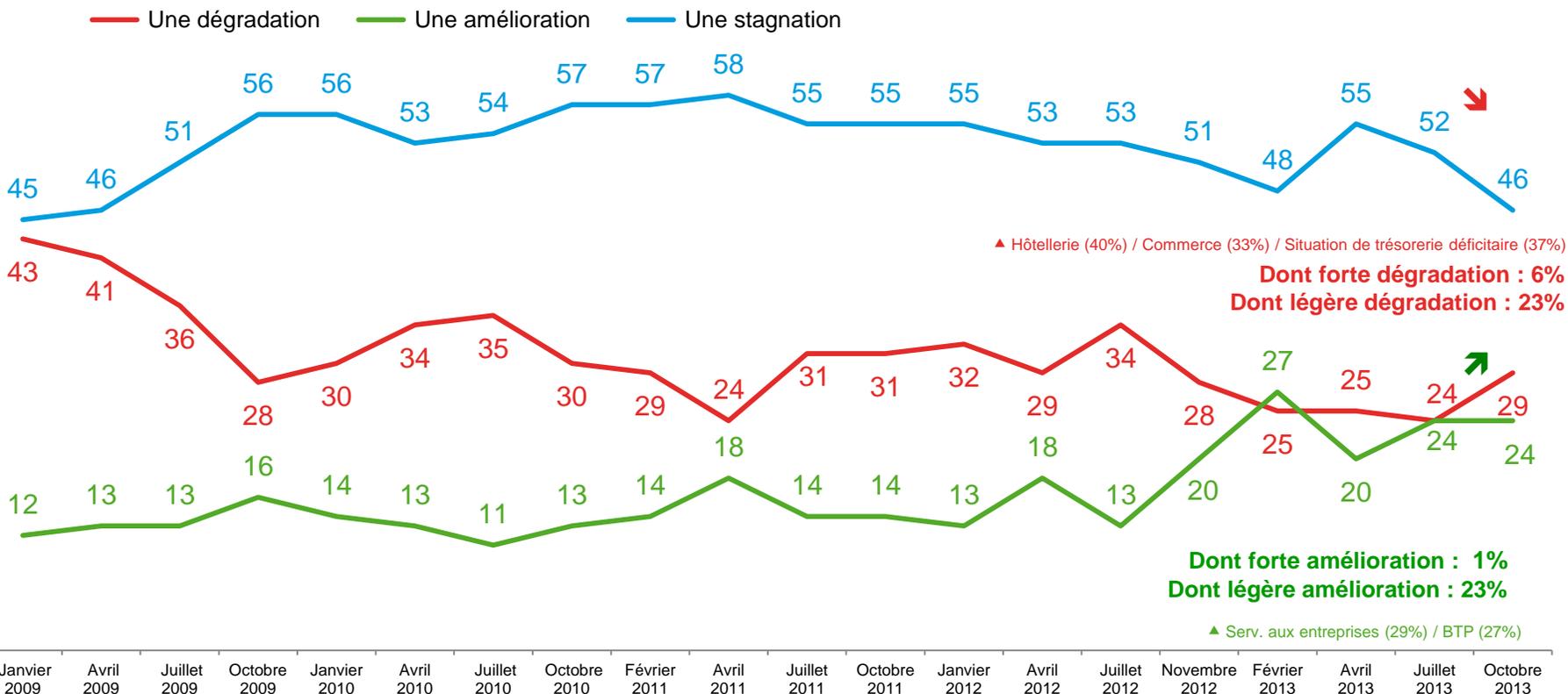
Rappel
juillet
2013



L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Le durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui

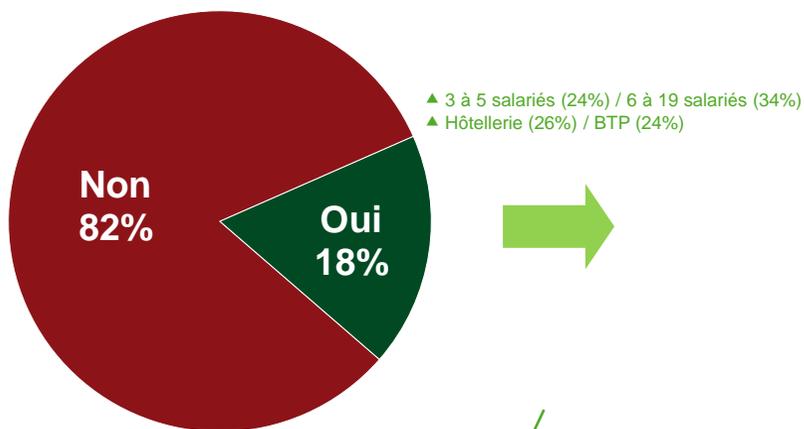


Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



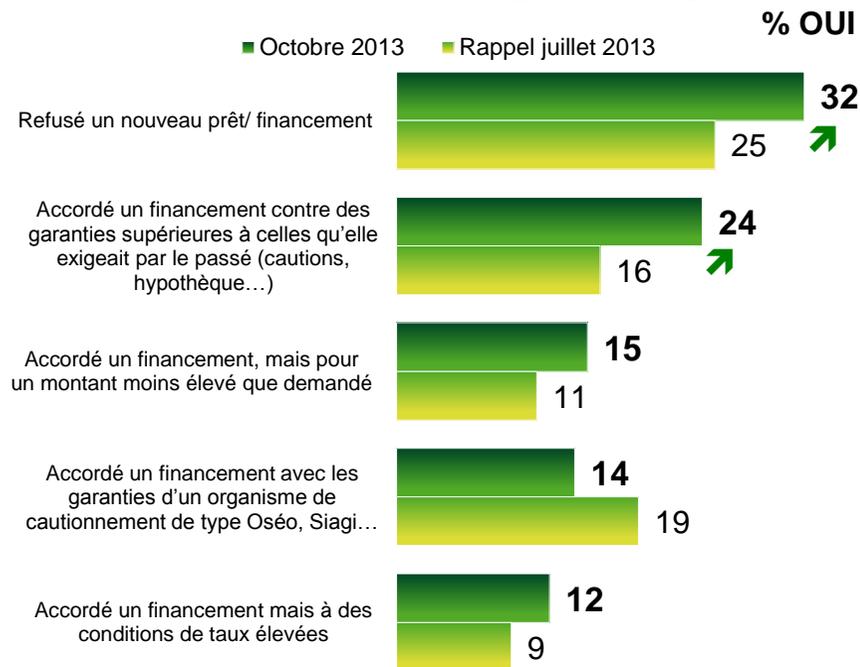
Rappel juillet 2013 : 18%
 Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
 Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
 Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
 Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 65% ↗

Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
 Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
 Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
 Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ 1 à 2 salariés (74%) / Serv. aux particuliers (71%) / Région parisienne (85%)
 ▼ 10 à 19 salariés (49%) / Industrie (58%) / BTP (58%)

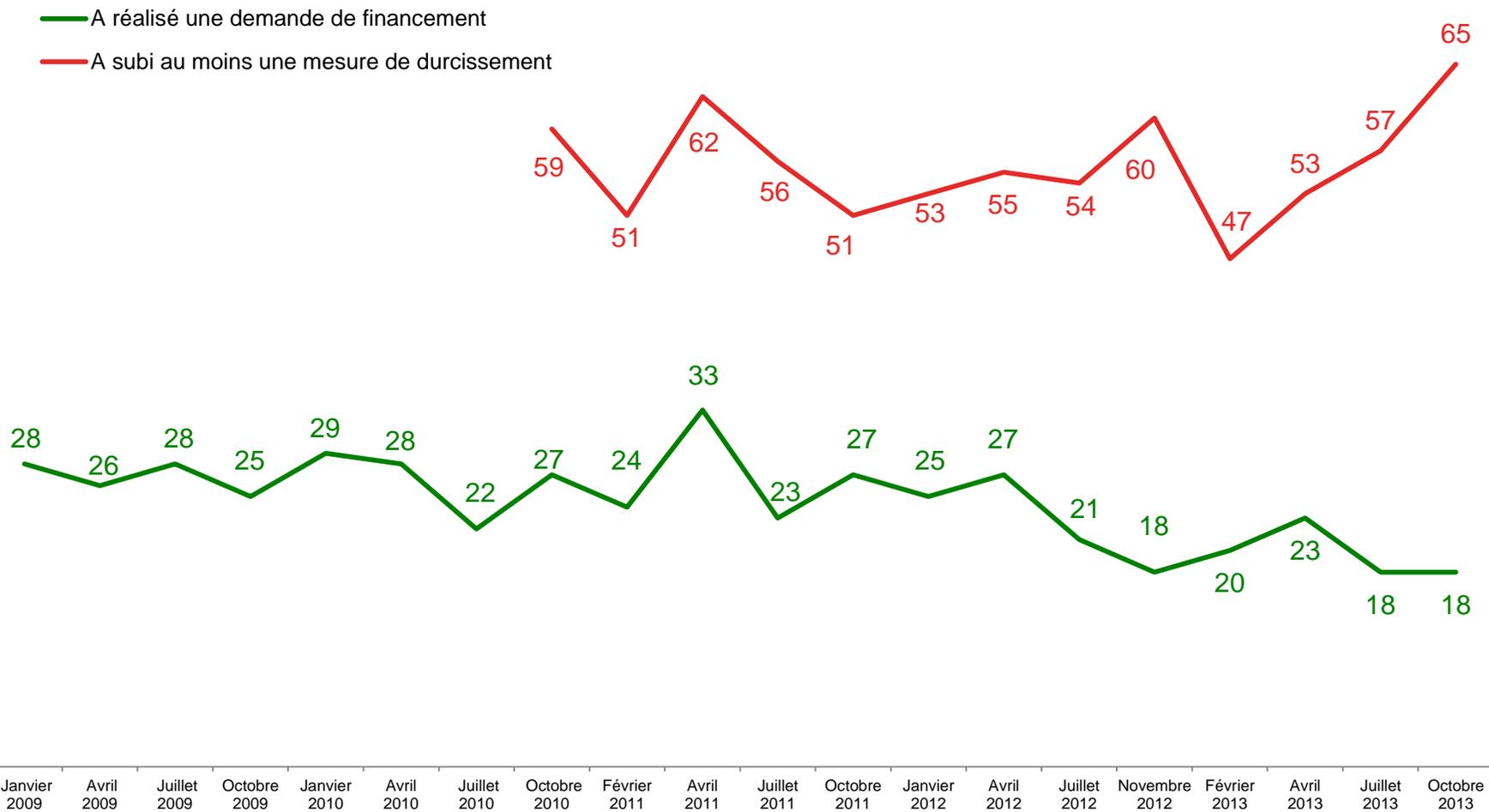
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : «Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? » et était posée au patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque

Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
 Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



La présence de fournisseurs et les types de clients de l'entreprise

Question

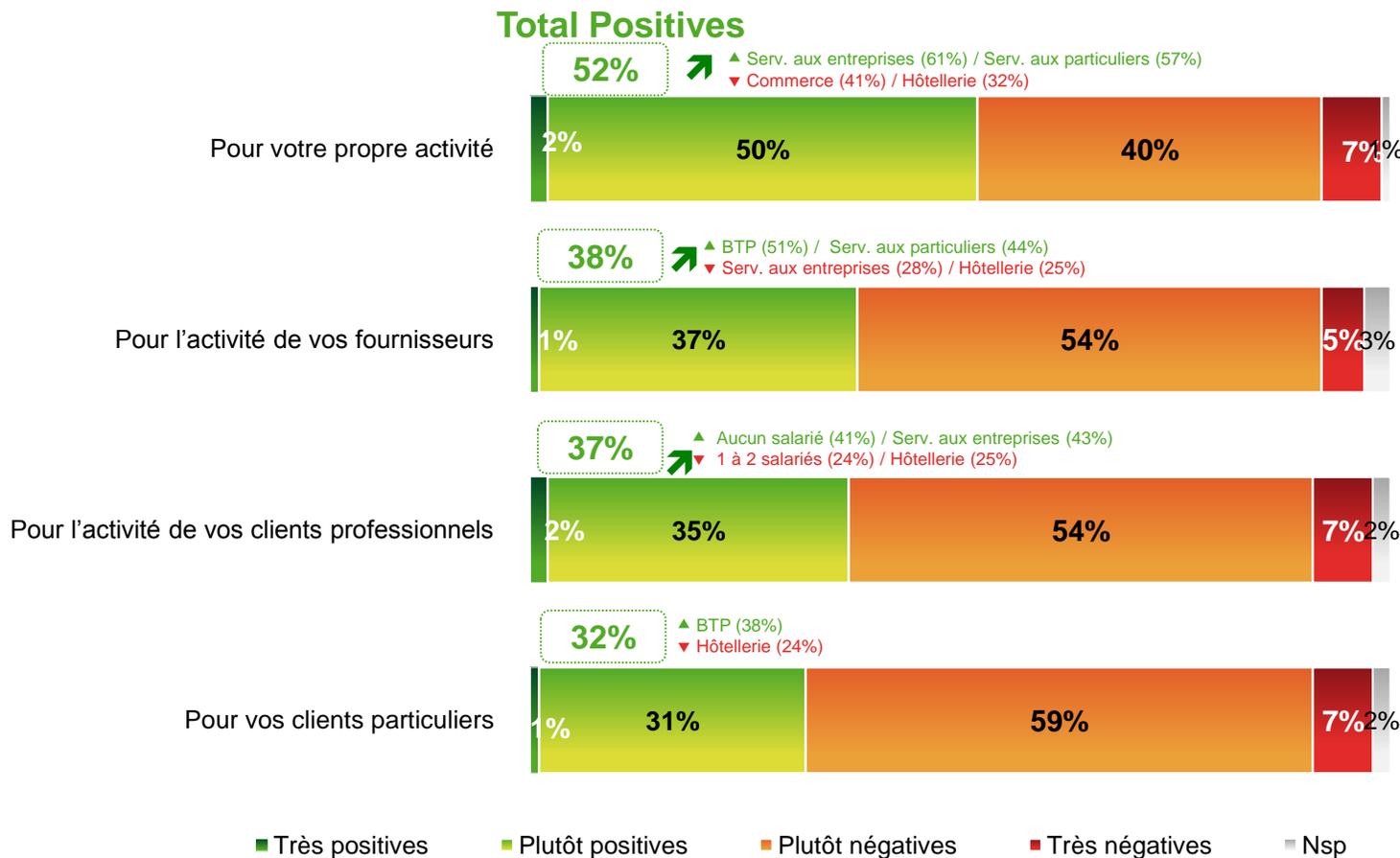
Dans le cadre de votre activité, avez-vous... ?



Les perspectives pour les mois à venir pour différents acteurs

Question

Diriez-vous qu'actuellement, les perspectives pour les mois à venir sont positives ou négatives... ?



Rappel juillet 2013 « Total positives »

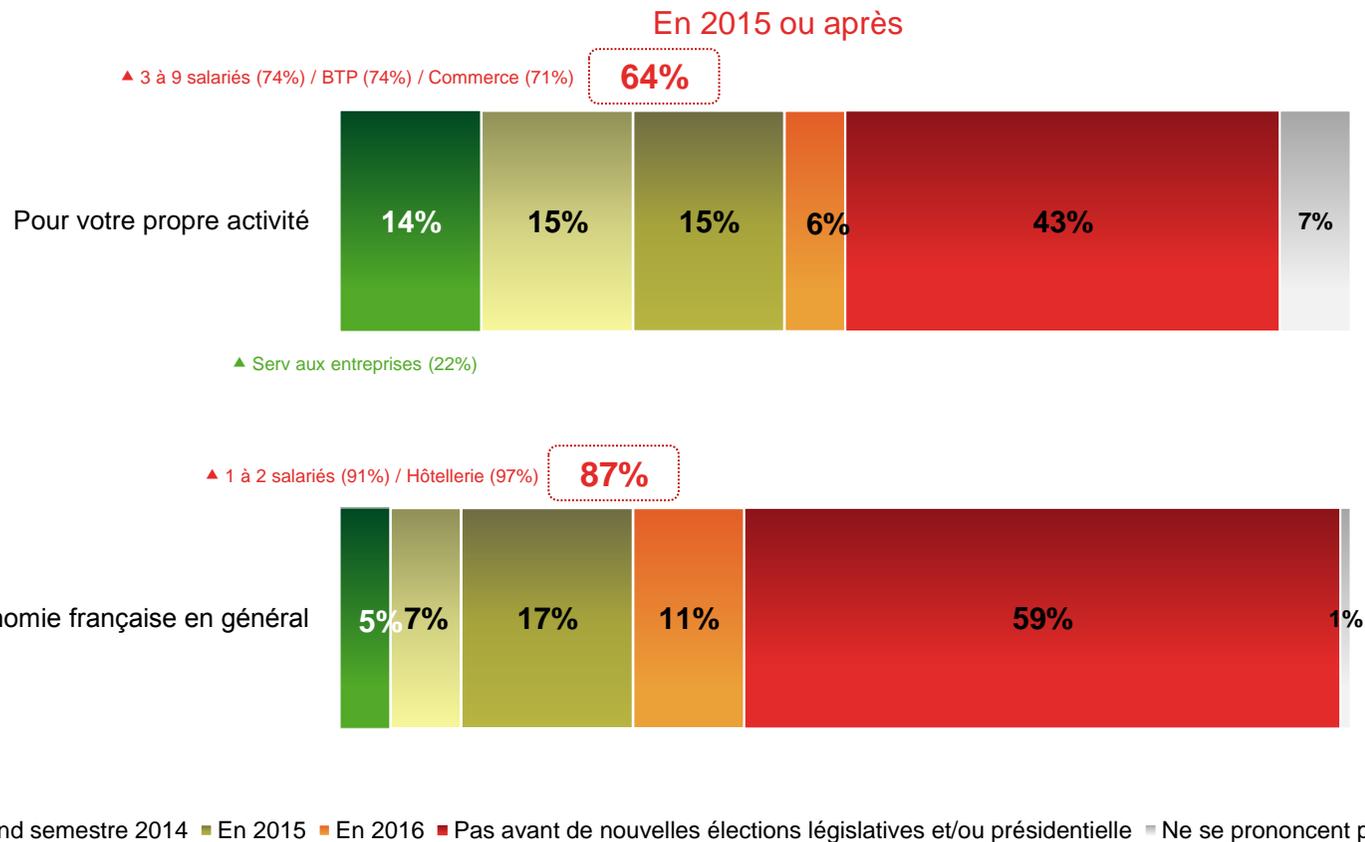
Pour votre propre activité	49%
Pour l'activité de vos fournisseurs	29%
Pour l'activité de vos clients professionnels	32%
Pour vos clients particuliers	34%

Base : aux patrons de TPE concernés pour les fournisseurs, les clients professionnels, et les clients particuliers.

L'échéance d'amélioration de la situation économique

Question

Selon vous, à quelle échéance la situation va-t-elle s'améliorer... ?



Base : ensemble des TPE

La politique fiscale du gouvernement

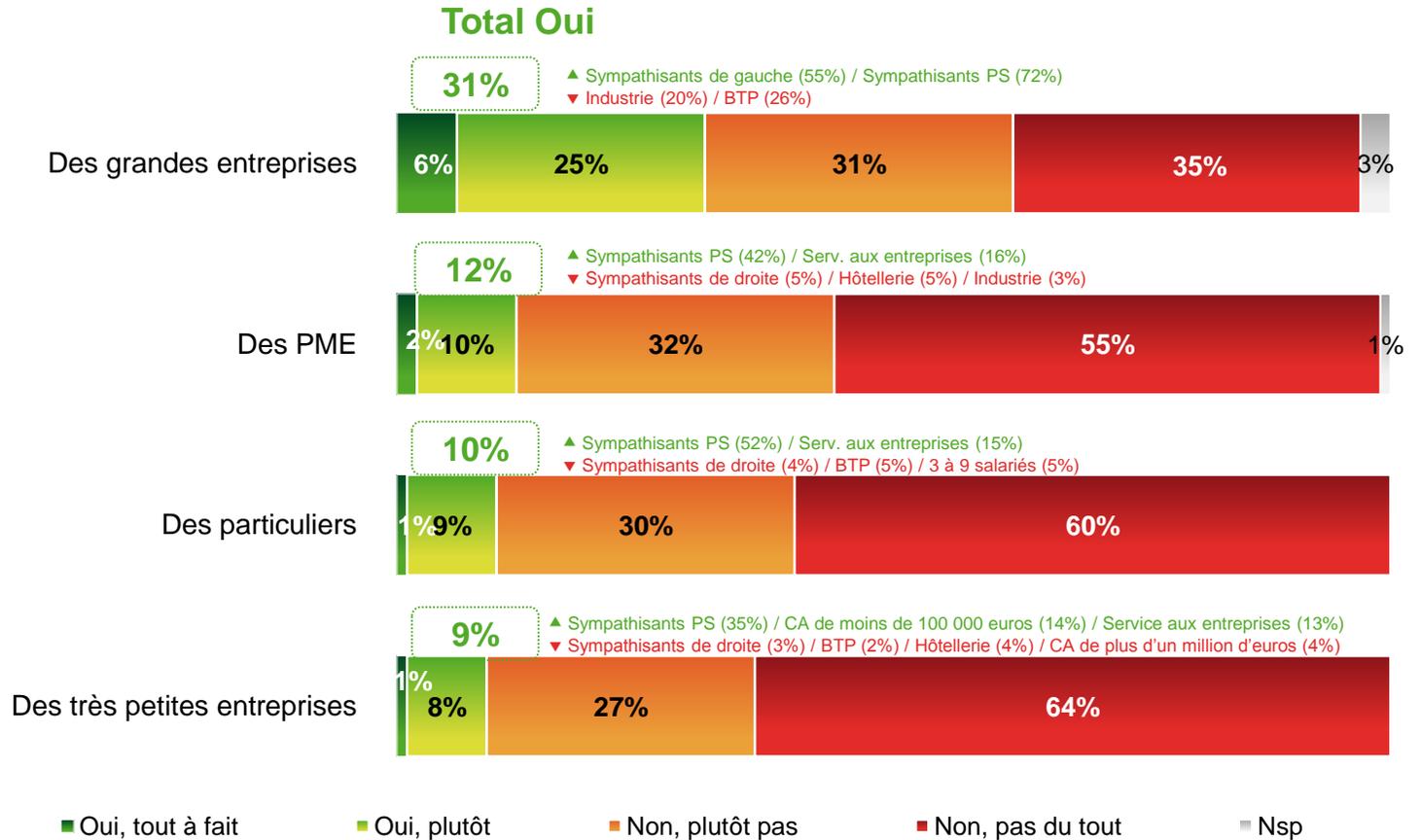
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'adéquation des mesures fiscales à destination de différents acteurs à la situation économique actuelle

Question

Diriez-vous que les mesures fiscales décidées par le gouvernement à destination [import item] sont adaptées à la situation économique actuelle ?



Base : à 66% de l'échantillon

L'évolution de la fiscalité en 2013

Question

Vous personnellement, avez-vous constaté pour 2013 une hausse, une stagnation ou une baisse de la fiscalité... ?

Total Hausse

83%

▲ 3 à 9 salariés (88%) / 10 à 19 salariés (93%) / BTP (88%) / Serv. aux entreprises (87%)
 ▼ Hôtellerie (76%) / Commerce (76%)

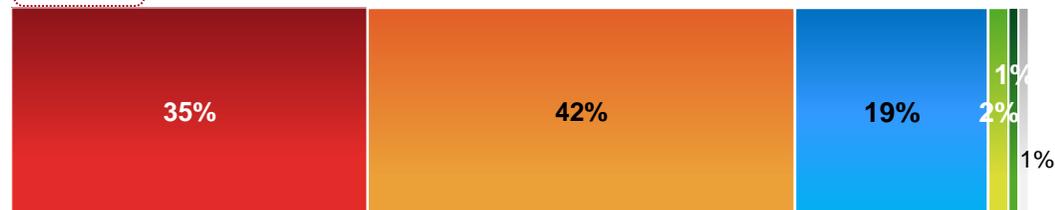
Pour vous en tant que particulier



77%

▲ CA de plus d'1 million d'euros (87%) / Hôtellerie (82%) / Services aux particuliers (82%)
 ▼ Service aux entreprises (64%)

Pour votre entreprise

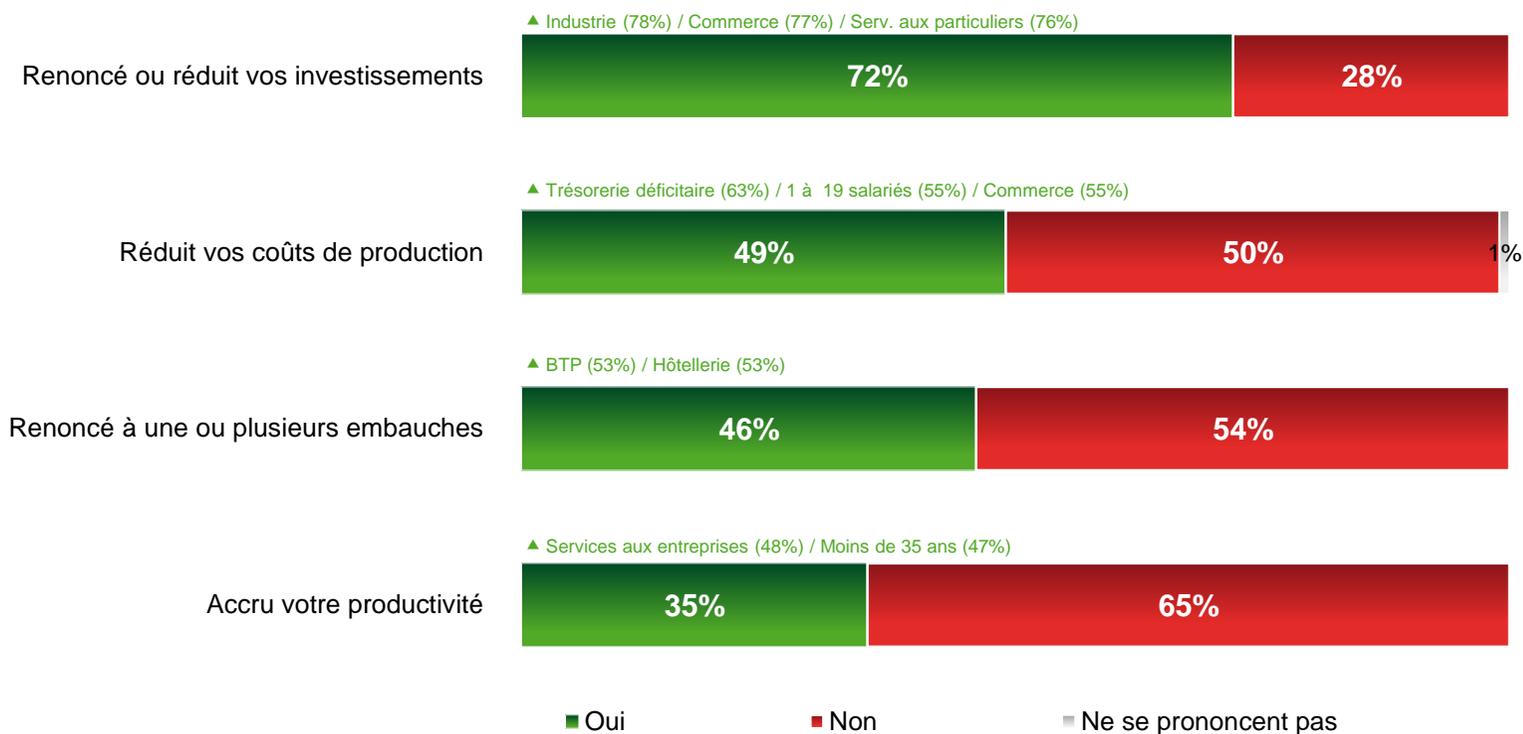


■ Une forte hausse
 ■ Une légère hausse
 ■ Une stagnation
 ■ Une légère baisse
 ■ Une forte baisse
 ■ Ne se prononcent pas

Les mesures mises en œuvre pour pallier l'augmentation de la fiscalité en 2013

Question

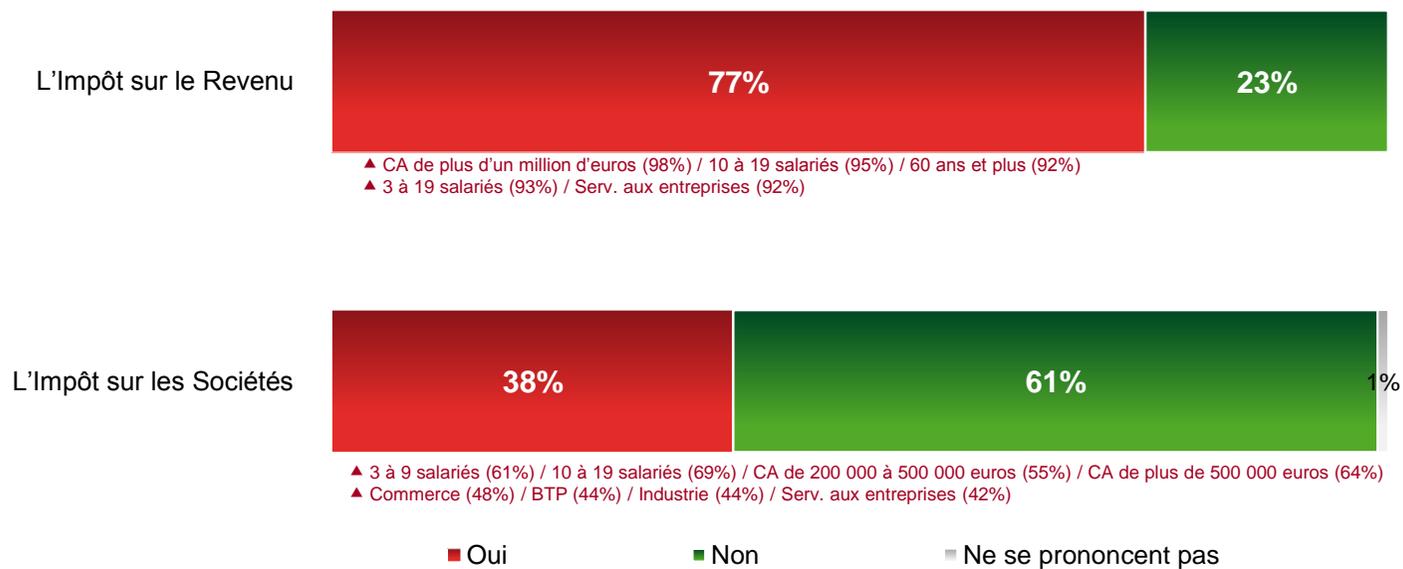
Pour pallier cette hausse de la fiscalité, avez-vous... ?



Le paiement de l'IS et de l'IR en 2013

Question

En 2013, avez-vous payé ... ?



Le pronostic sur le paiement de l'IS et de l'IR en 2014

Question

Et en 2014, pensez-vous payer ... ?

L'Impôt sur le Revenu



▲ CA de plus de 200 000 euros (95%) / 3 à 9 salariés (89%) / 6 à 19 salariés (96%) / Serv. aux entreprises (87%)

L'Impôt sur les Sociétés



▲ CA de 200 000 à 500 000 euros (59%) / CA de plus de 500 000 euros (64%) / Moins de 35 ans (58%)
 ▲ 3 à 9 salariés (61%) / 10 à 19 salariés (70%) / Commerce (57%) / Serv. aux entreprises (47%)

■ Oui

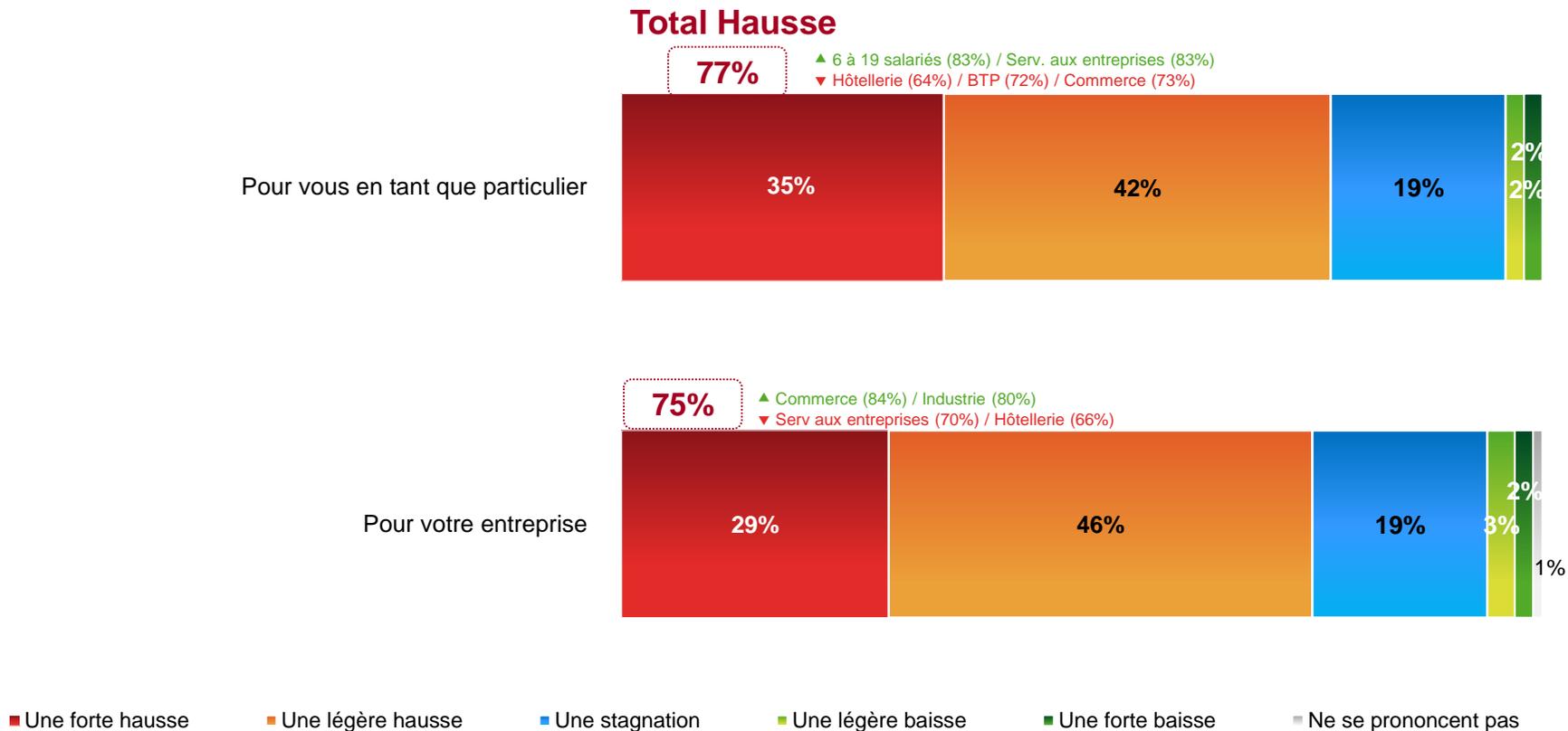
■ Non

■ Ne se prononcent pas

Le pronostic sur l'évolution de la fiscalité en 2014

Question

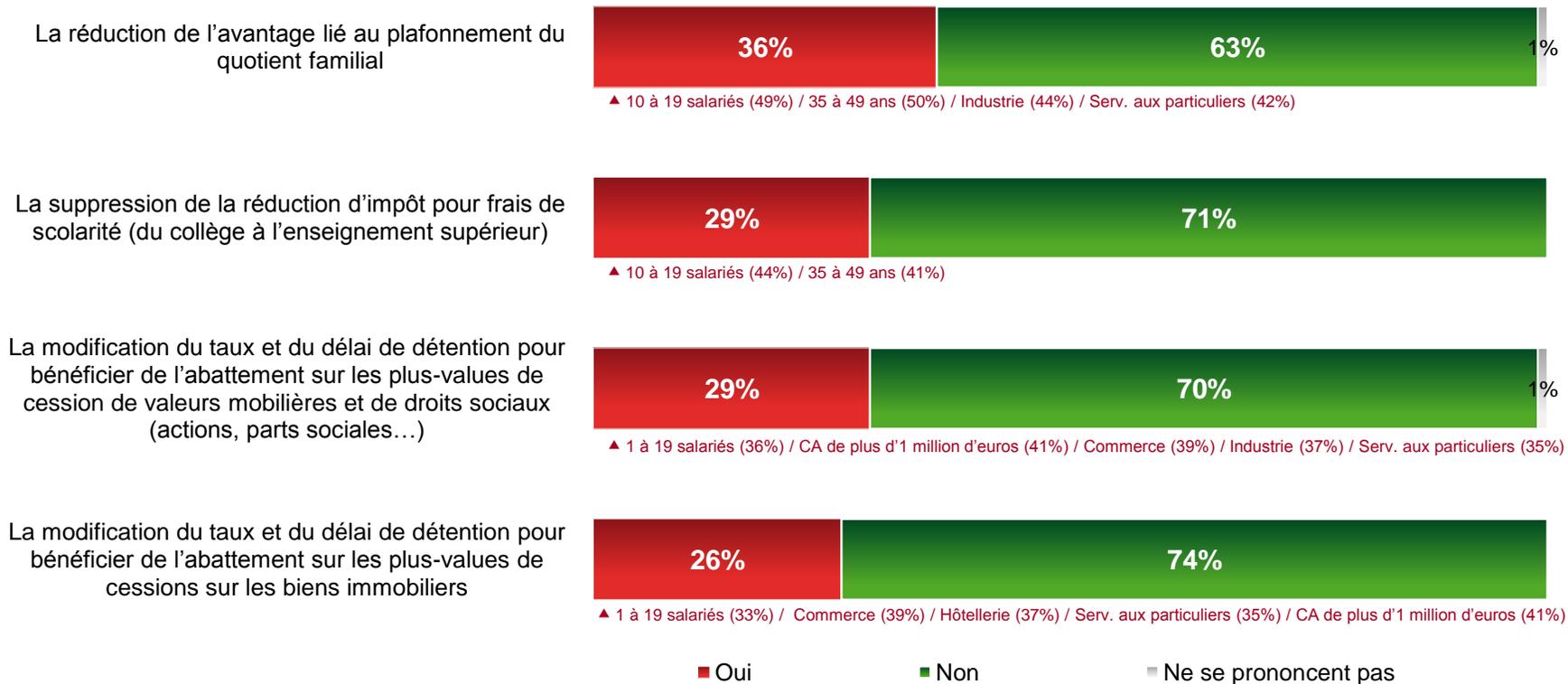
Pour 2014, prévoyez-vous une hausse, une stagnation ou une baisse de la fiscalité... ?



L'impact des mesures fiscales du gouvernement sur l'impôt sur le revenu pour 2014

Question

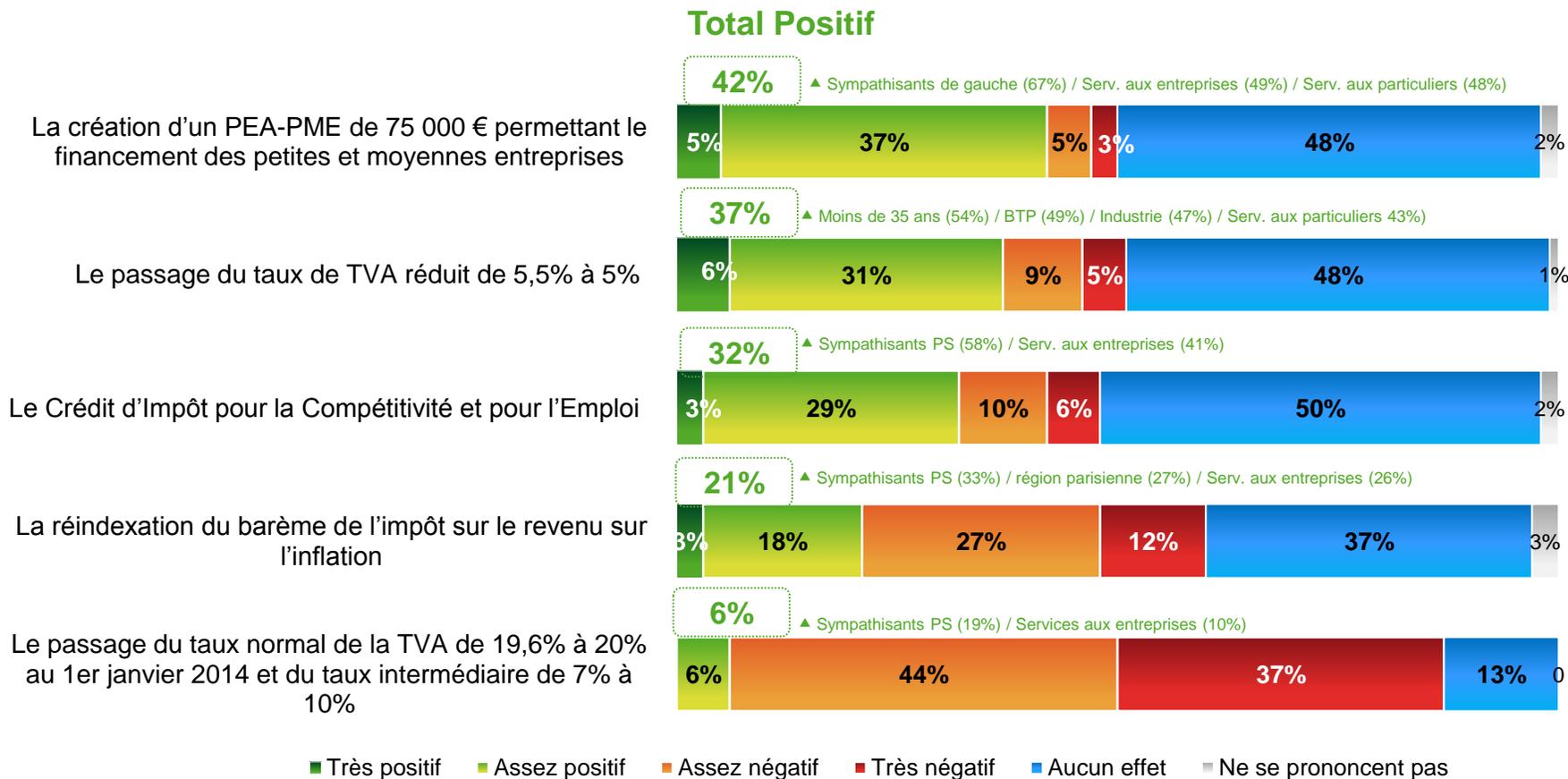
Le gouvernement envisage plusieurs mesures visant l'impôt sur le revenu. Personnellement, est-ce que ces mesures auront un impact sur le montant de votre impôt sur le revenu en 2014 ?



Le pronostic sur l'impact de différentes mesures fiscales sur la croissance

Question

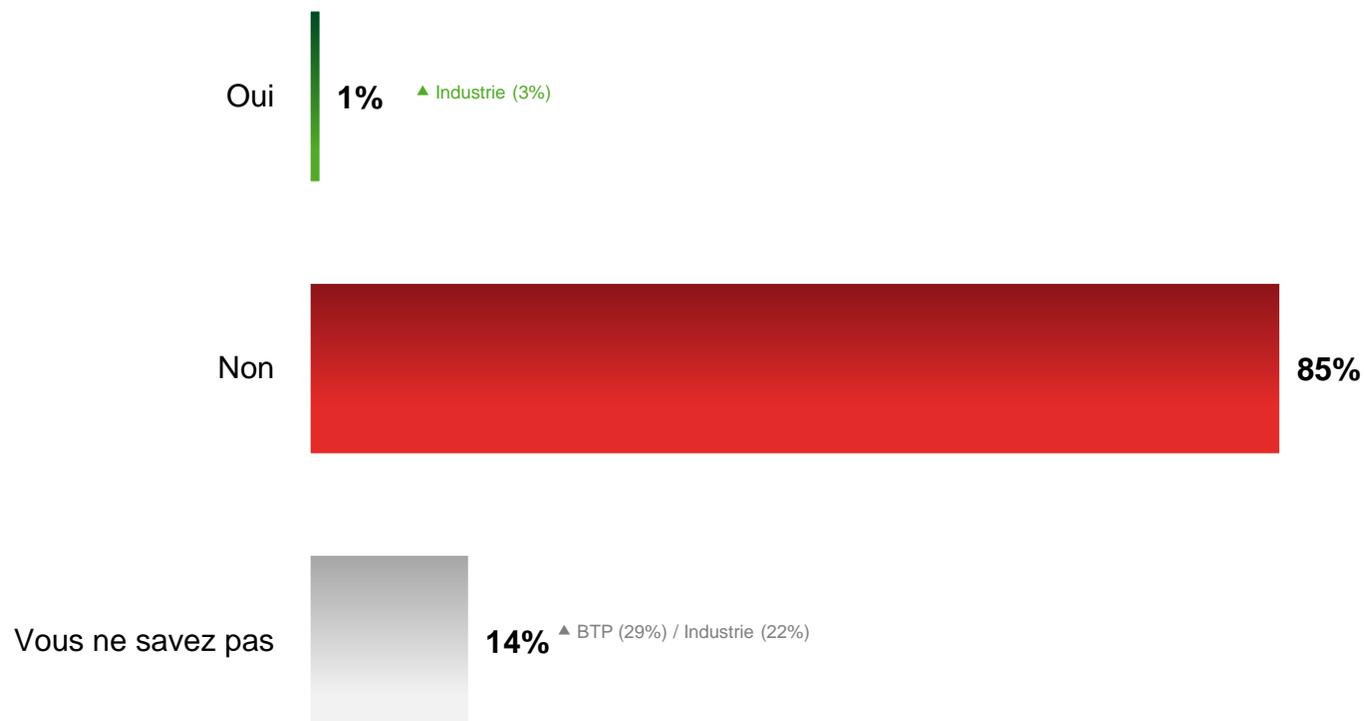
Pour chacune des mesures suivantes déjà mises en place ou prévues dans le Projet de Loi de Finances 2014, diriez-vous qu'elle va avoir un effet positif, négatif ou aucun effet sur la croissance de l'économie française ?



L'éligibilité de son entreprise au crédit d'impôt recherche en 2013

Question

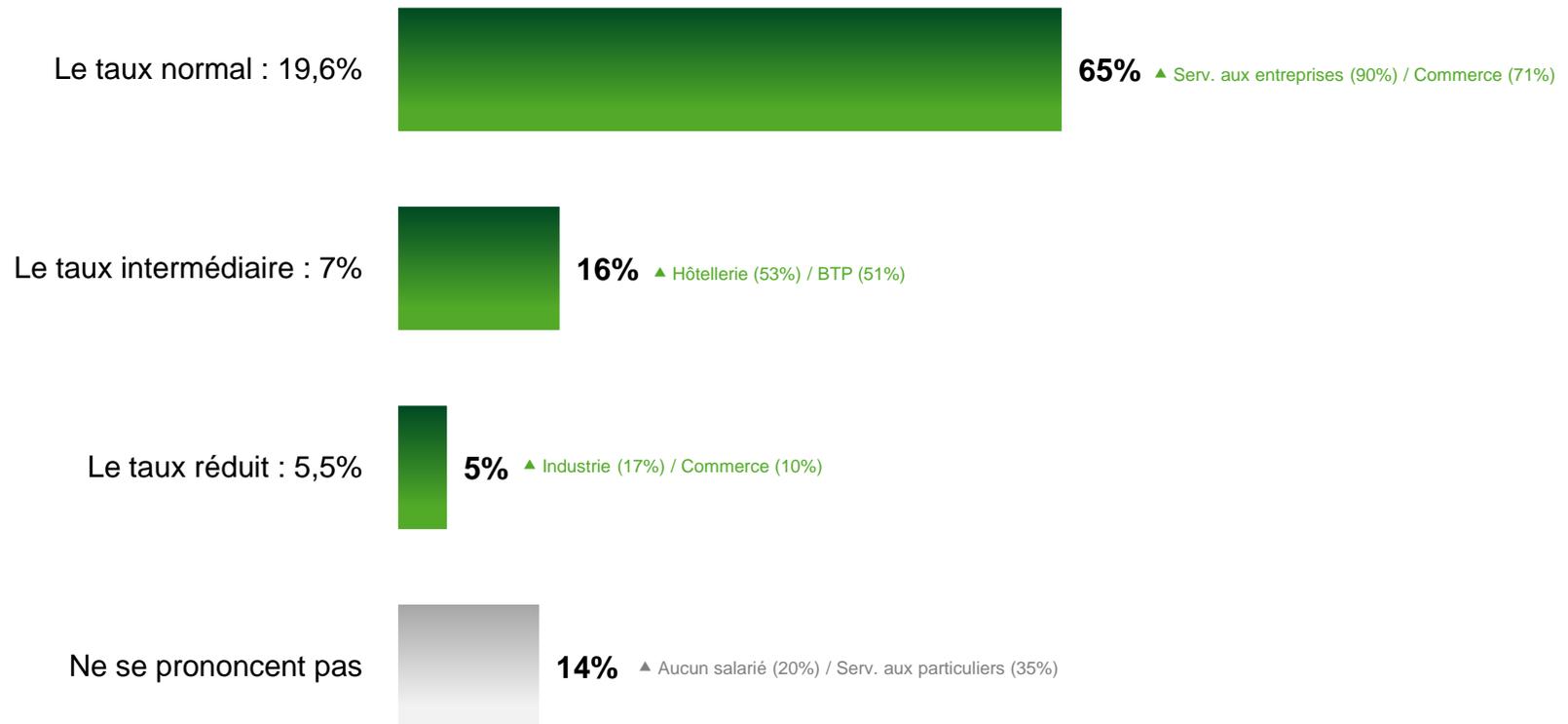
Le gouvernement envisage de simplifier l'assiette du crédit d'impôt recherche. Est-ce que votre entreprise est ou sera éligible au crédit d'impôt recherche en 2013 ?



Le taux de TVA appliqué aux produits et services de l'entreprise

Question

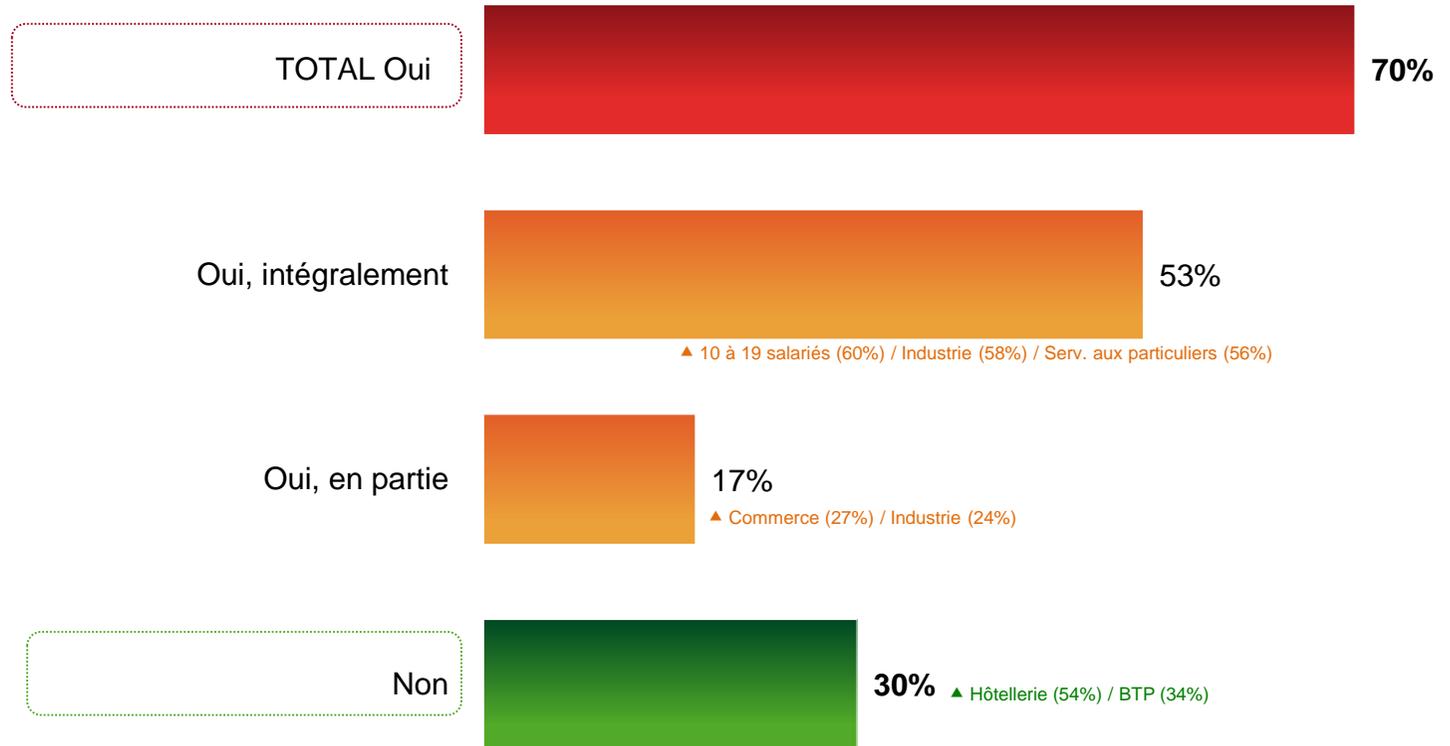
A quel taux de TVA êtes-vous soumis pour la vente de vos produits et services ?



La répercussion du passage de la TVA de 19,6% à 20% aux produits et services de l'entreprise

Question

Au 1er janvier 2014, la TVA passera de 19,6% à 20%. Allez-vous répercuter cette hausse sur le prix de vos produits et services ?

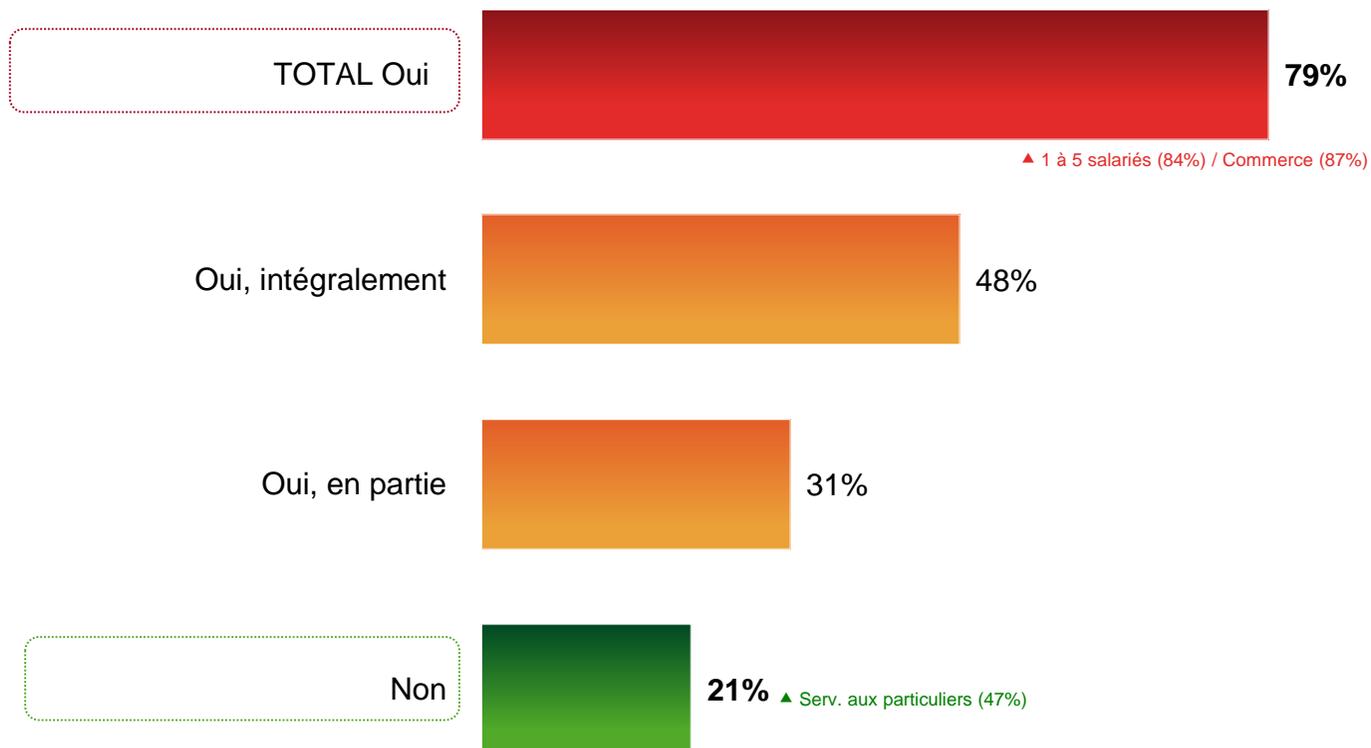


Base : aux patrons de TPE soumis au taux normal de TVA, soit 19,6%.

La répercussion du passage de la TVA de 7% à 10% aux produits et services de l'entreprise

Question

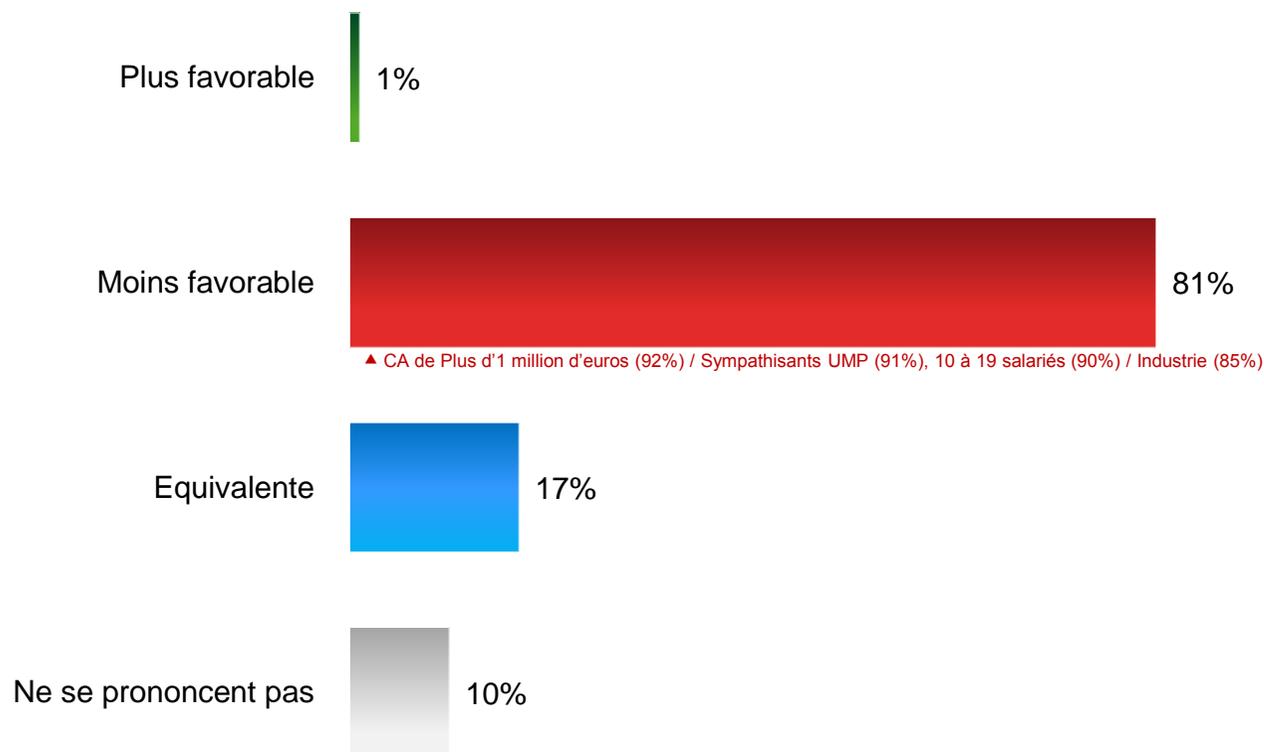
Au 1er janvier 2014, la TVA passera de 7% à 10%. Allez-vous répercuter cette hausse sur le prix de vos produits et services ?



La perception de la fiscalité en France comparativement aux autres pays de la zone euro

Question

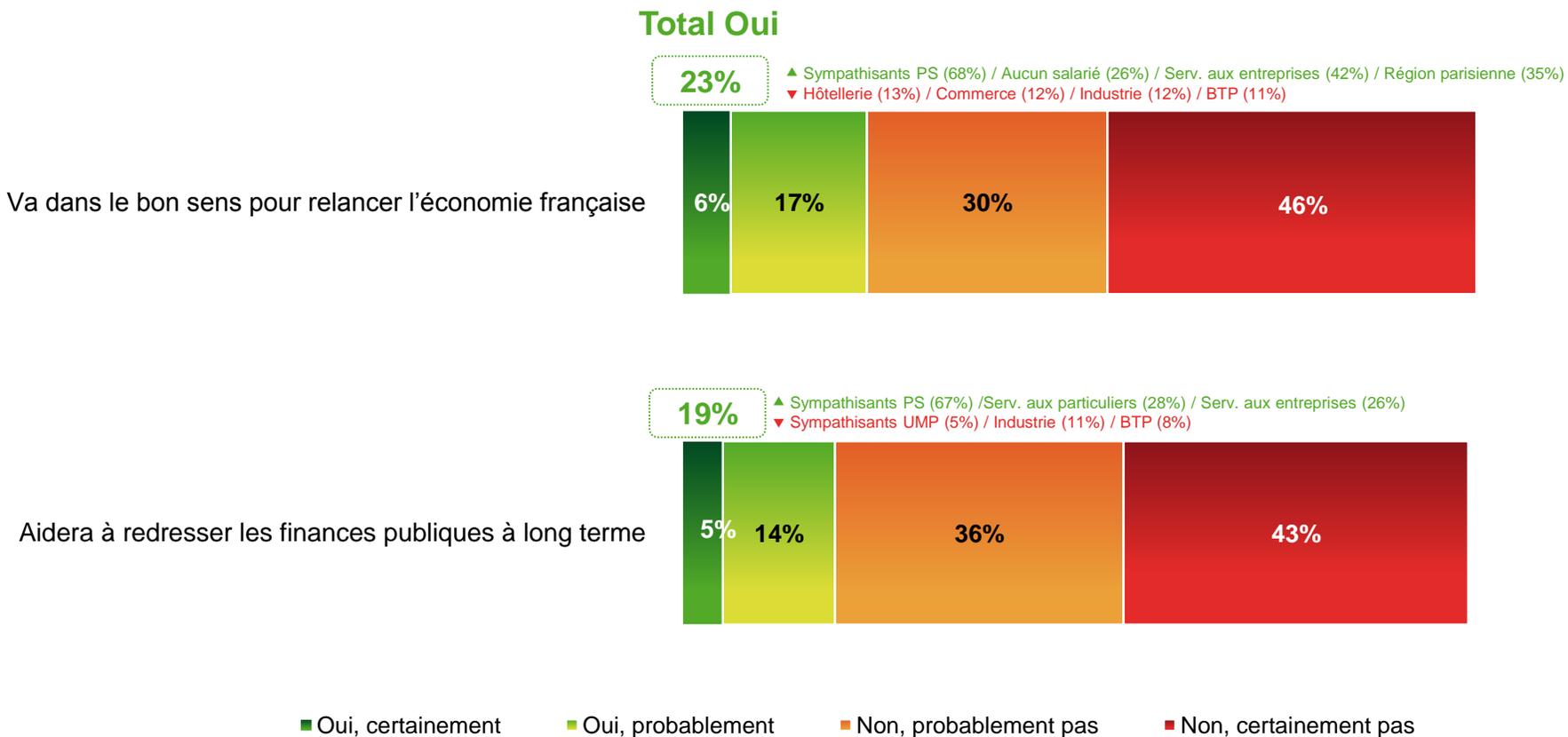
Et avez-vous le sentiment que la fiscalité en France est plus favorable, moins favorable, ou équivalente à celle des autres pays de la zone euro pour la compétitivité économique du pays ?



Les jugements sur le budget prévu par le gouvernement pour 2014

Question

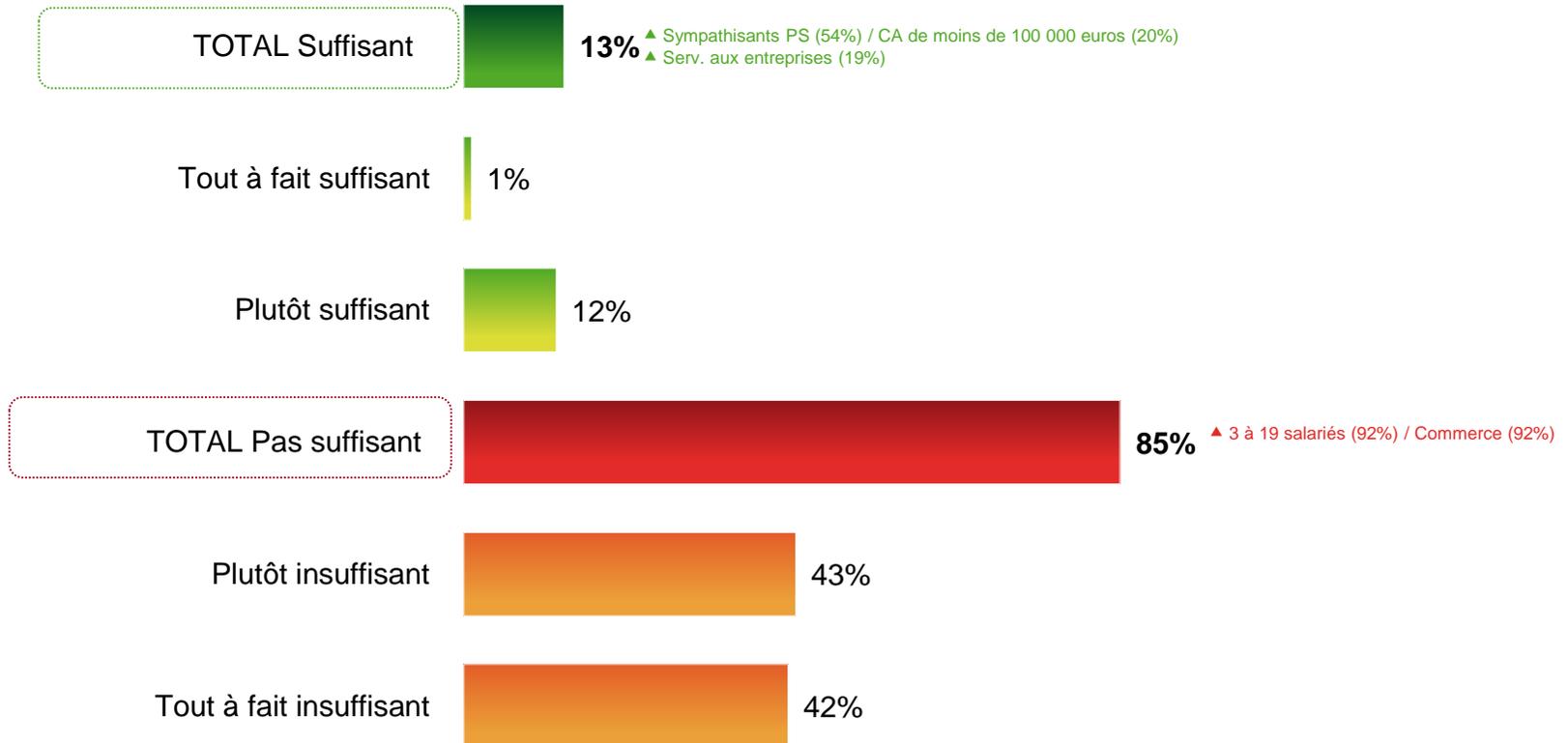
La dette publique s'élèvera officiellement à 2 000 milliards d'euros à la fin de l'année 2014 selon le budget prévu par le gouvernement. Ce dernier se caractérisera par une baisse des dépenses de 15 milliards d'euros et une hausse des impôts de 3 milliards d'euros, avec un déficit de 70 milliards d'euros contre 72 milliards en 2013. Diriez-vous que ce budget... ?



Le jugement sur le niveau de réduction des dépenses publiques prévu en 2014

Question

En 2014, les dépenses publiques devraient diminuer de 15 milliards d'euros sur un total d'environ 1 200 milliards, soit une baisse de 1,3% par rapport à 2013. Est-ce que vous estimez cet effort suffisant ou insuffisant ?

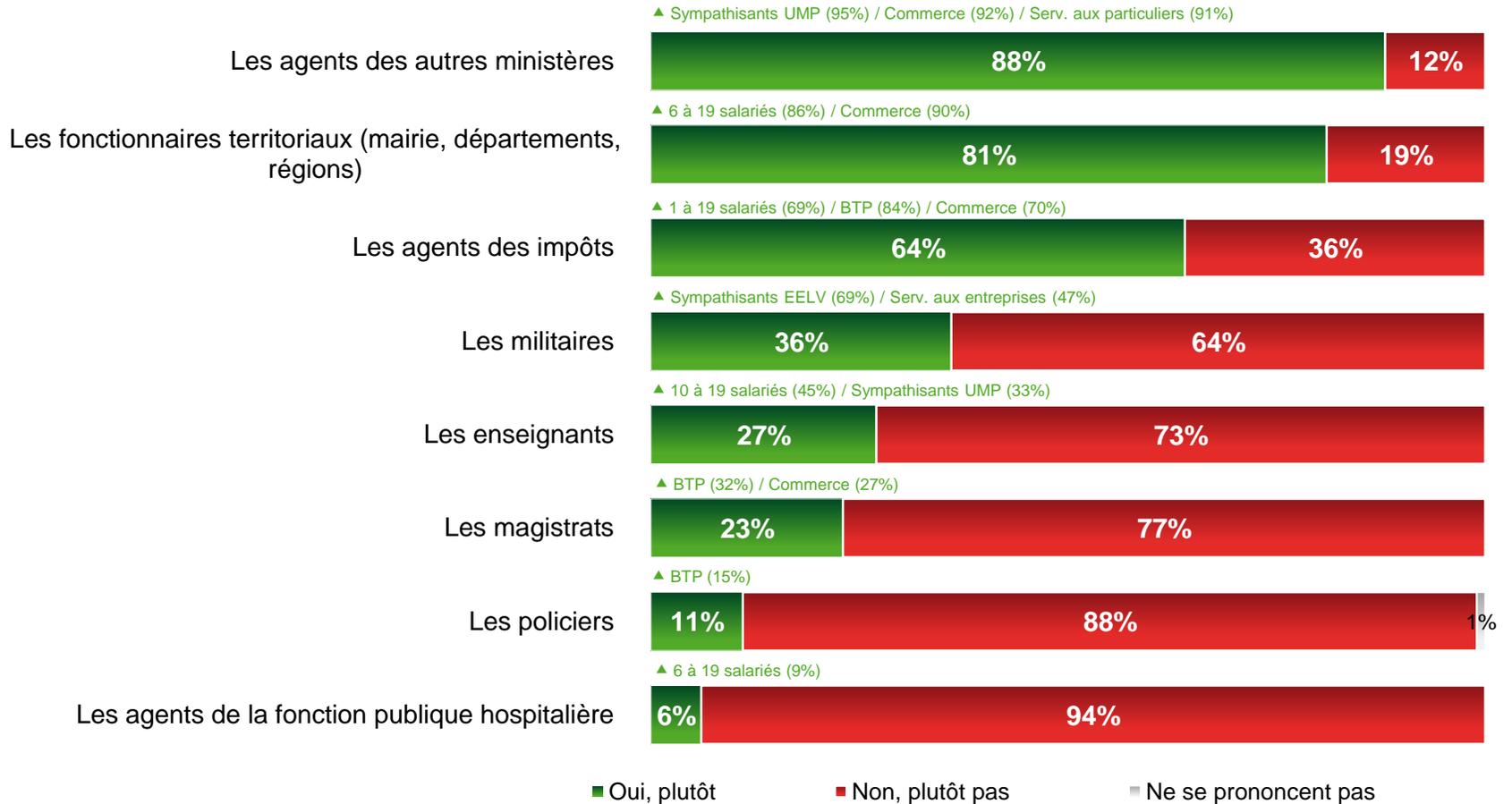


Base : à 66% de l'échantillon

La nécessité de réduire le nombre de fonctionnaires dans différents secteurs

Question

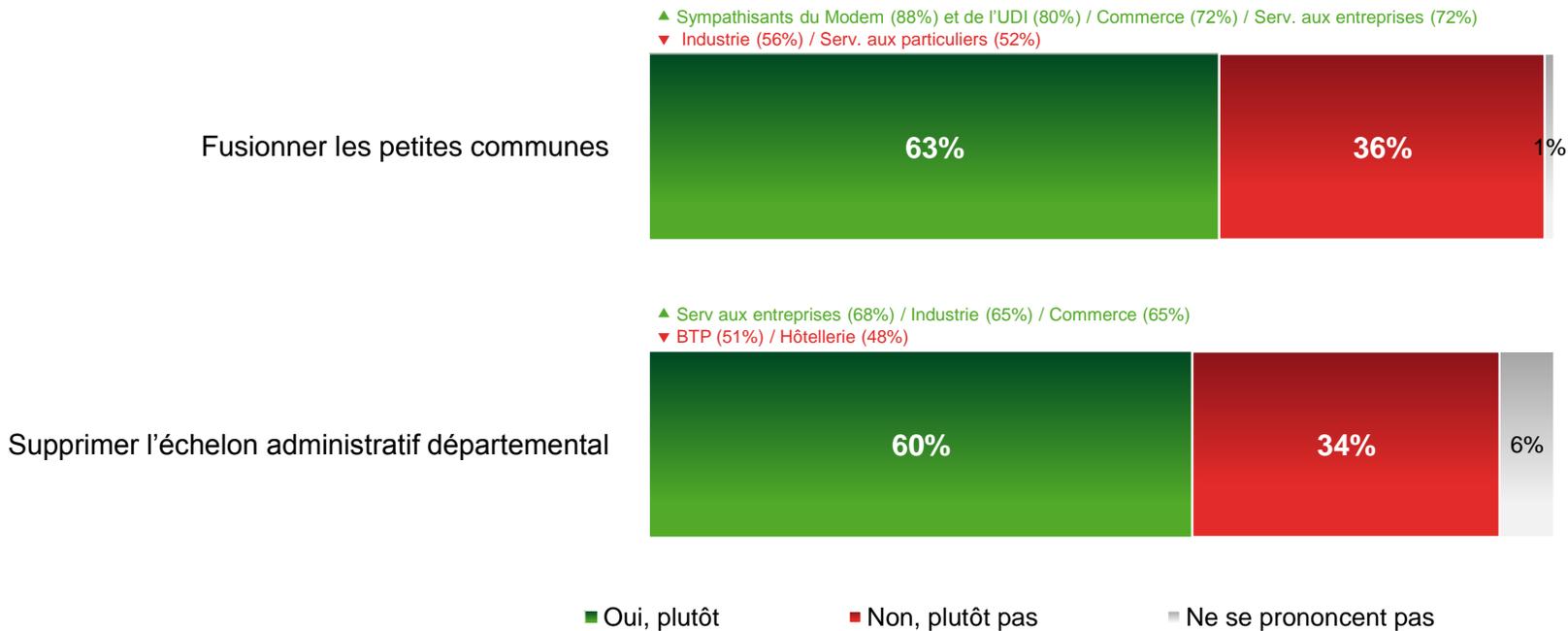
Faudrait-il réduire de façon significative le nombre de fonctionnaires suivants ?



La nécessité de réduire le nombre d'échelons administratifs

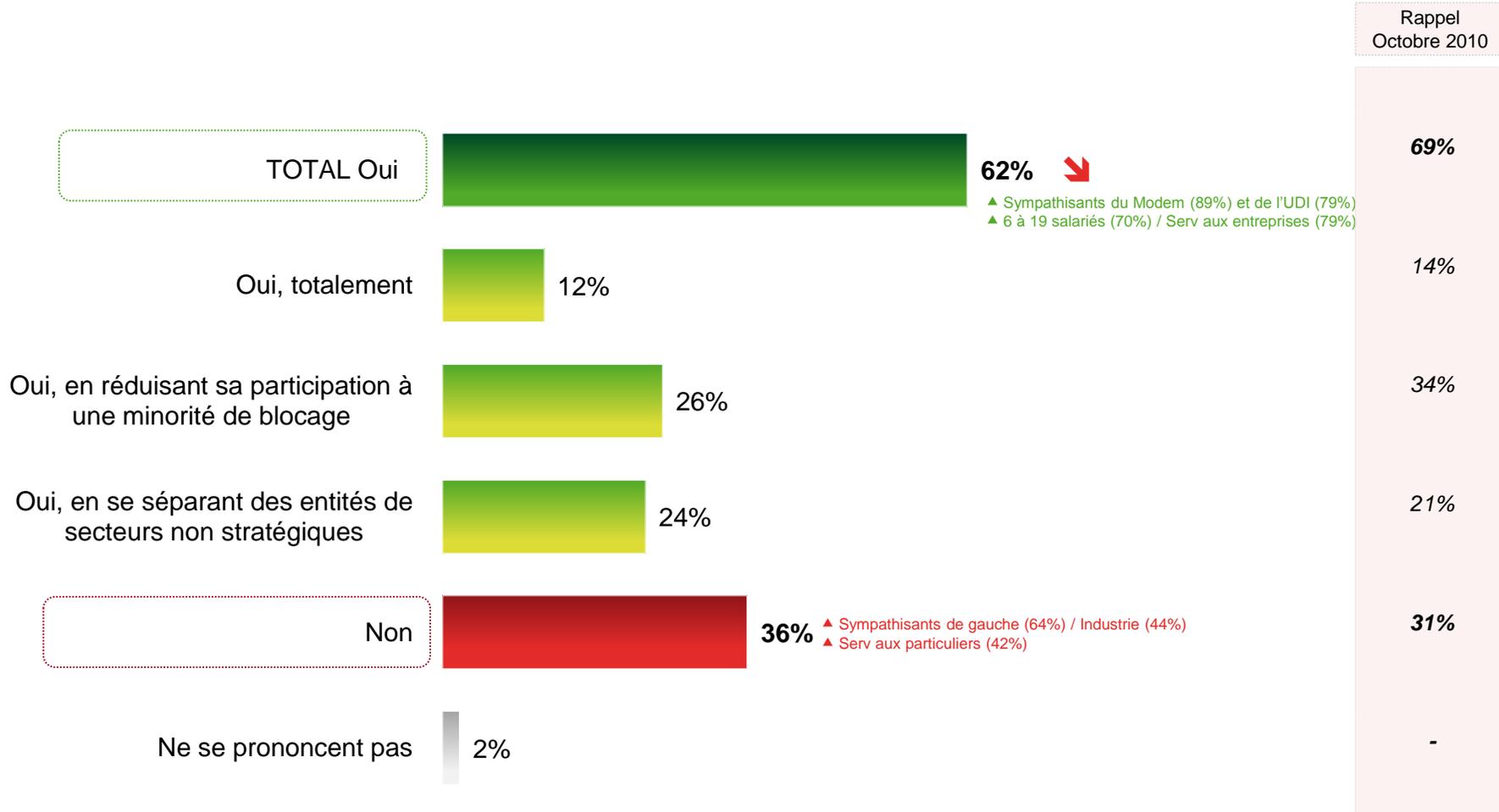
Question

Faudrait-il ... ?



Question

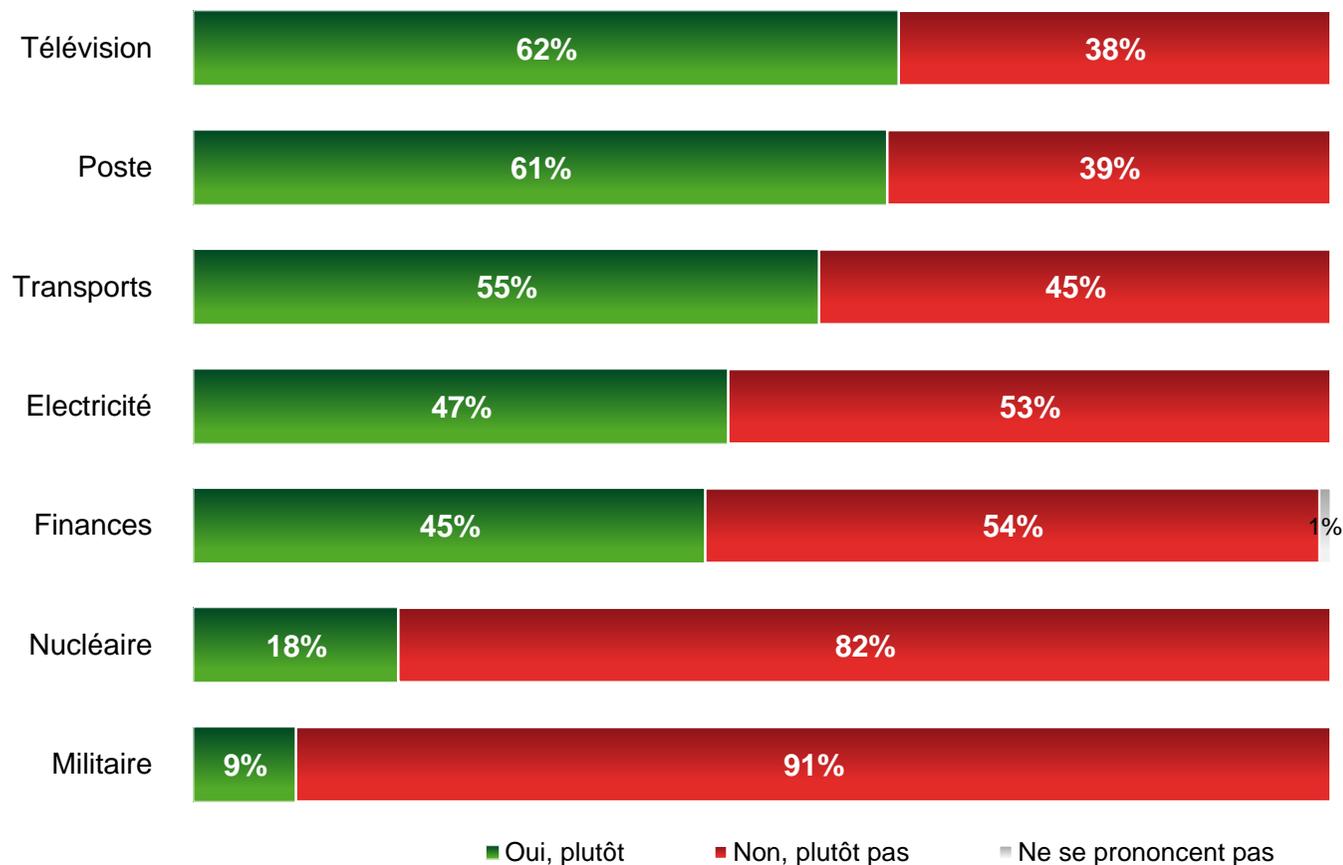
L'Etat contrôle de nombreuses entités appartenant au secteur concurrentiel. A votre avis, devrait-il les privatiser ?



La perception des secteurs à privatiser

Question

Selon vous, l'Etat doit-il céder le contrôle de ses participations dans les secteurs suivants ?



Rappel
 « Oui, plutôt »
 Octobre 2010

La sécurité

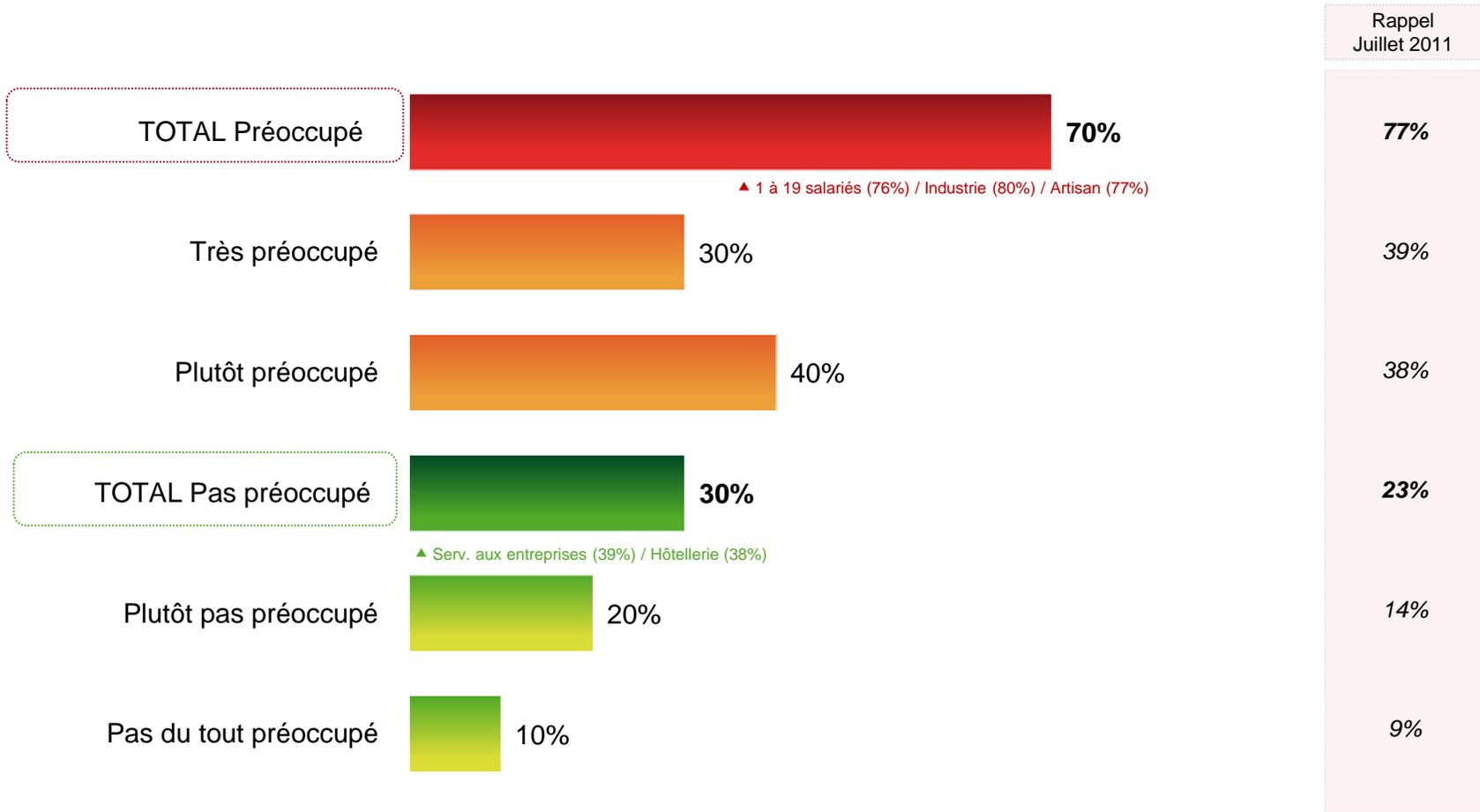
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le niveau de préoccupation pour les questions liées à la sécurité et à la délinquance

Question

Vous personnellement, vous sentez-vous préoccupé ou pas préoccupé par les questions liées à la sécurité et à la délinquance ?

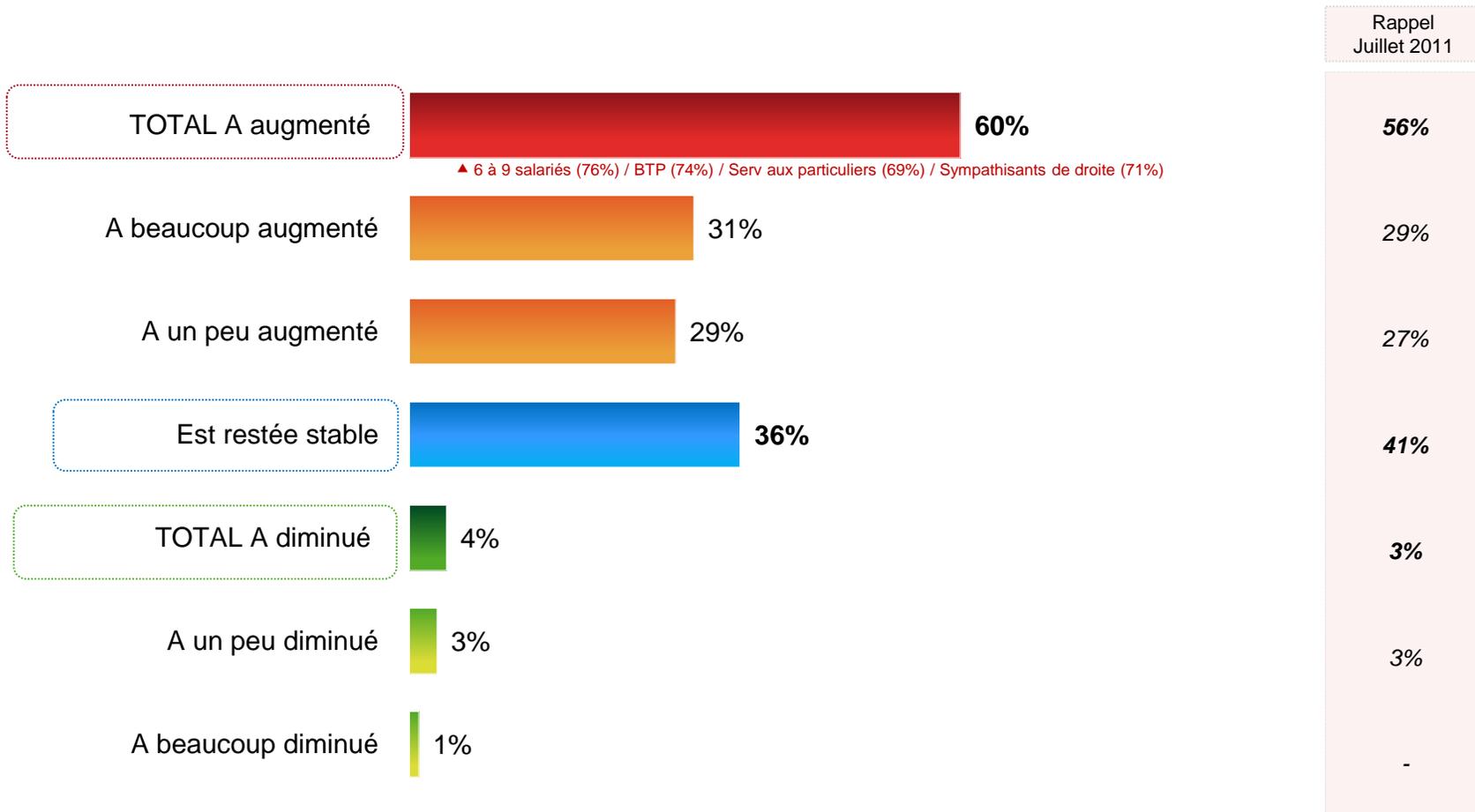


Base : à 50% de l'échantillon

L'évolution perçue de la délinquance en France au cours des derniers mois

Question

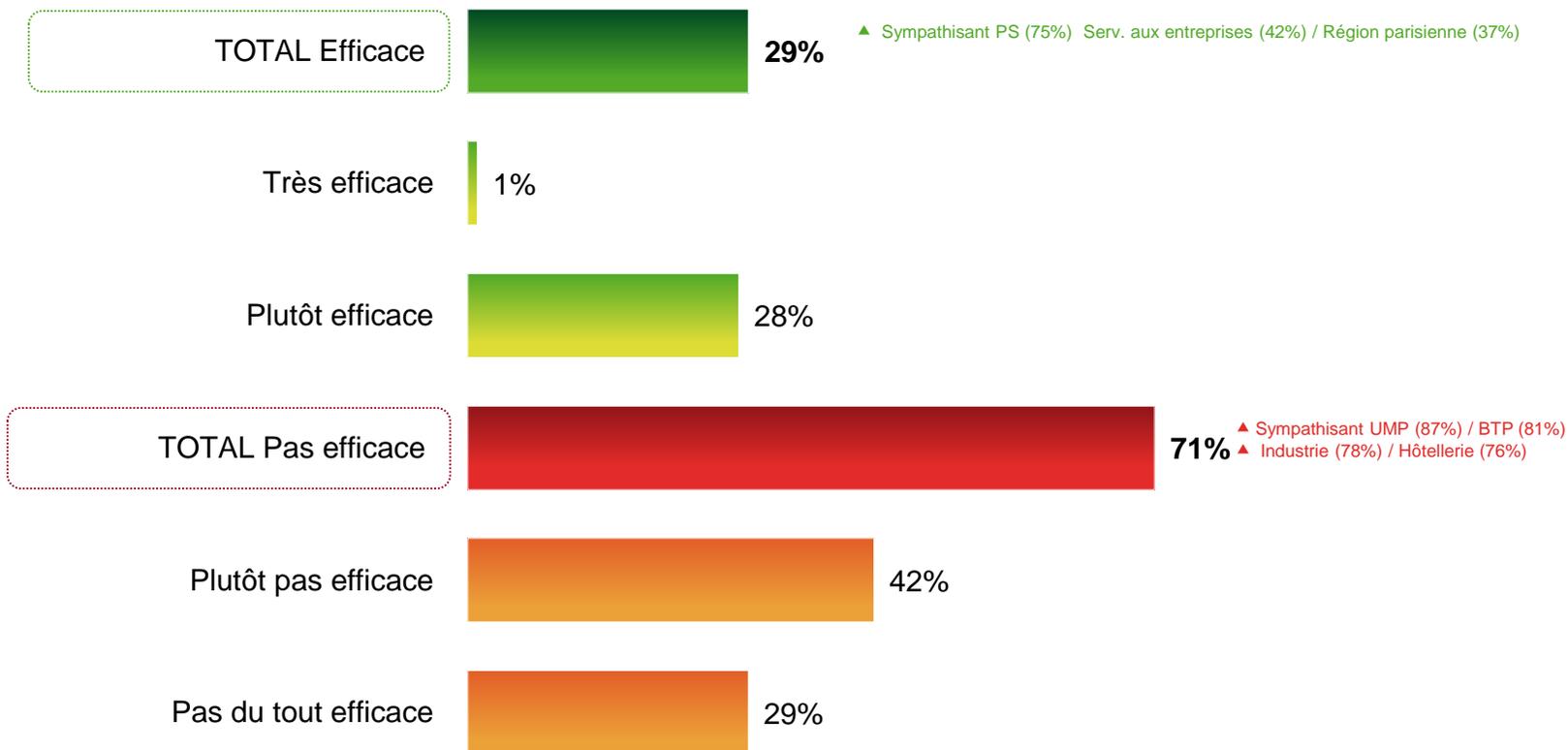
Et avez-vous le sentiment que ces derniers mois en France, la délinquance... ?



L'efficacité de la politique du gouvernement en matière de sécurité

Question

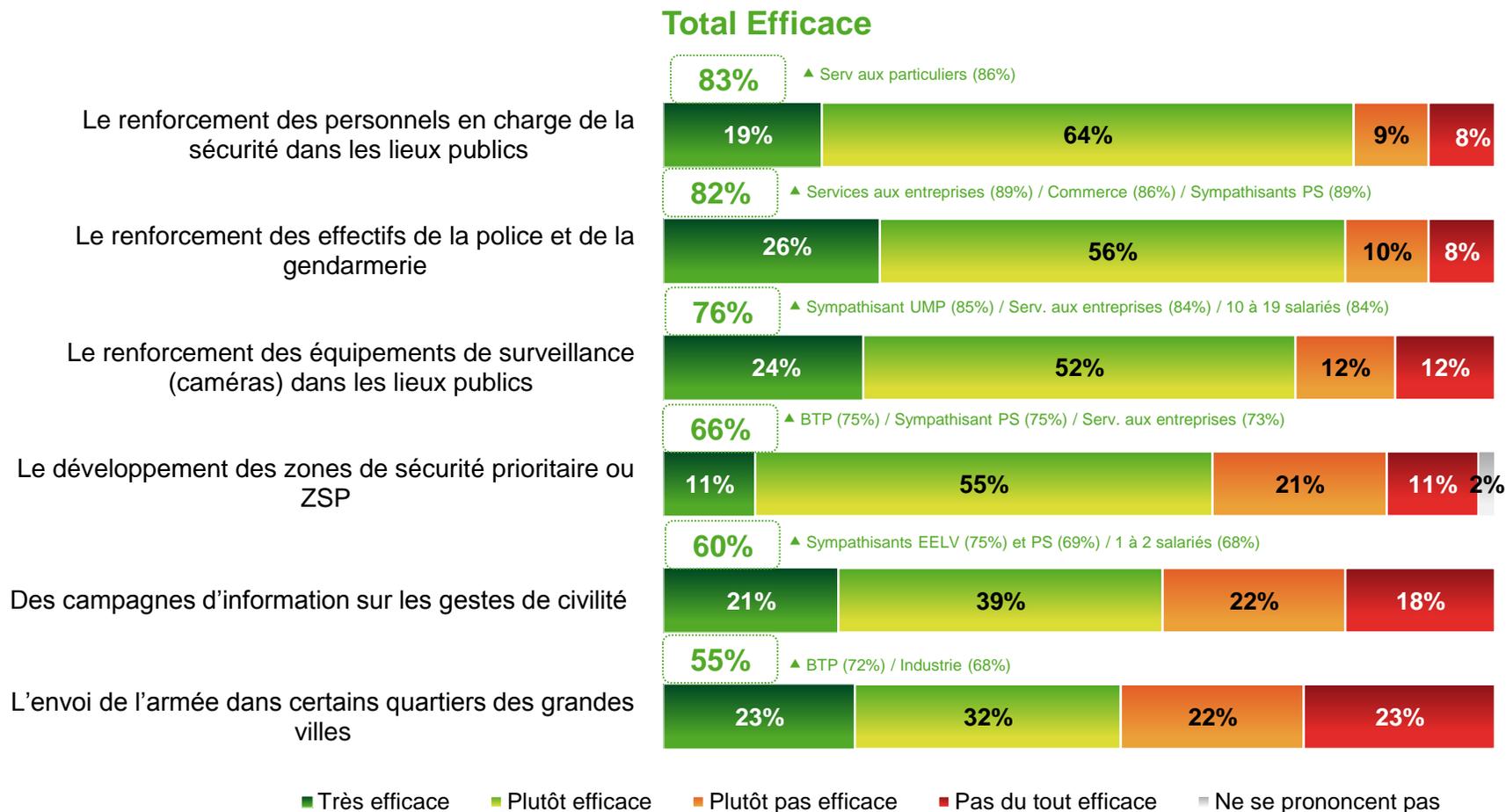
Globalement, diriez-vous que la politique du gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité est efficace ou pas efficace ?



L'efficacité de différentes actions en matière de lutte contre l'insécurité

Question

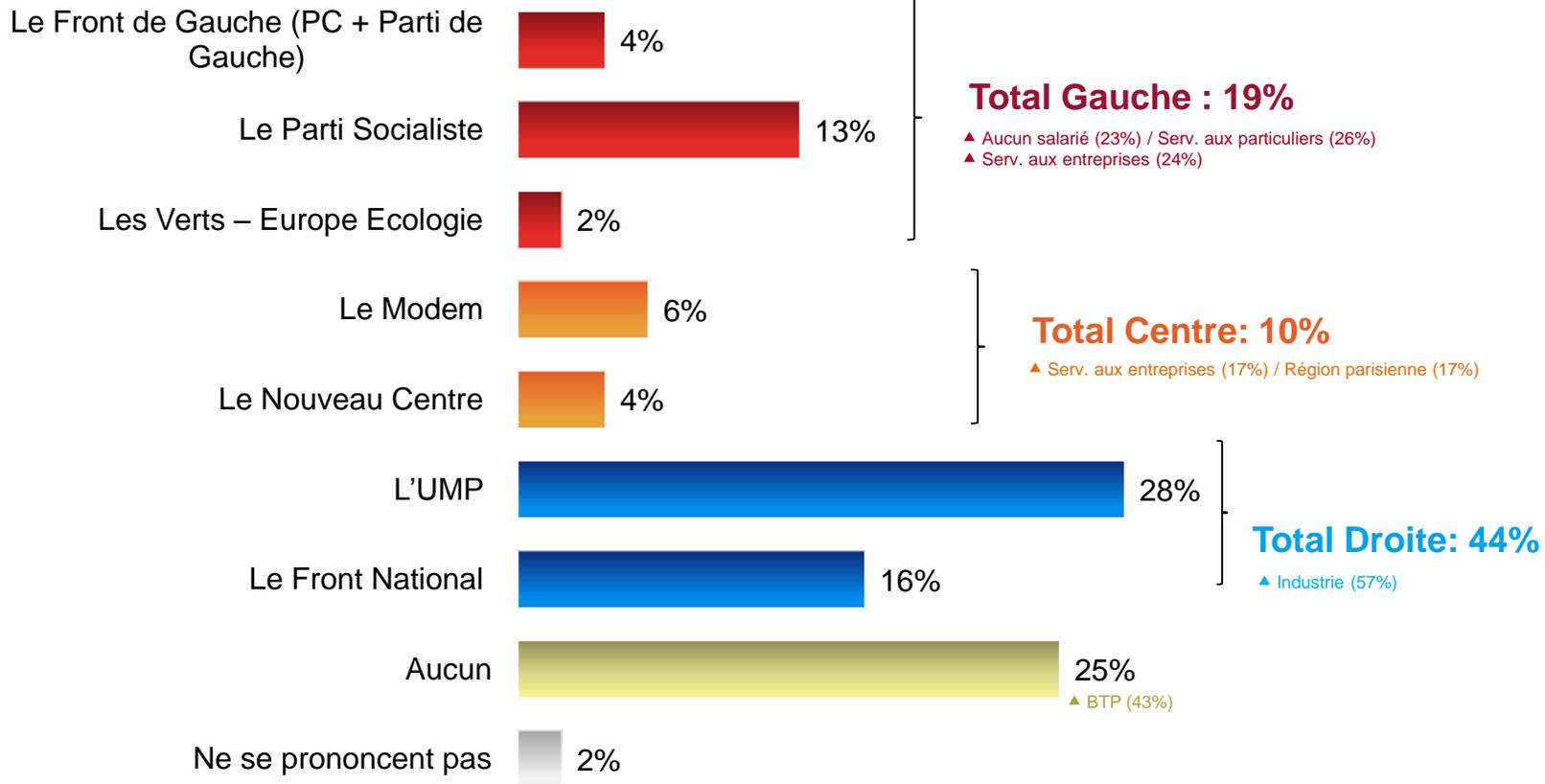
Et diriez-vous que chacune des actions suivantes serait efficace ou pas efficace pour améliorer la lutte contre l'insécurité ?



Le parti politique jugé le plus efficace pour agir en matière de sécurité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour agir en matière de sécurité ?



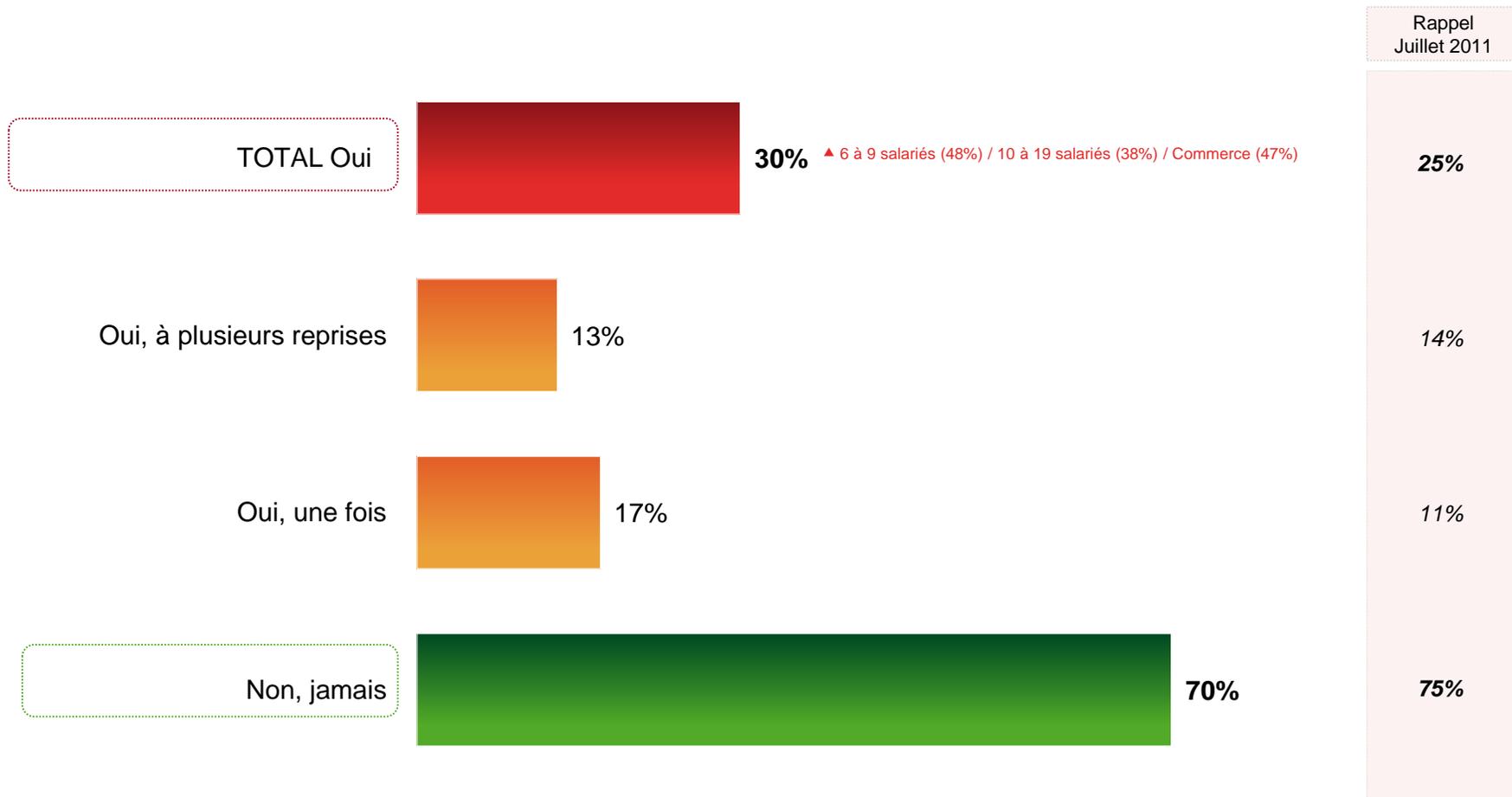
Rappel Juillet 2011
3%
17%
3%
3%
2%
29%
15%
25%
3%

Base : Base : à 50% de l'échantillon

L'expérience de violences au sein de son entreprise au cours des deux dernières années

Question

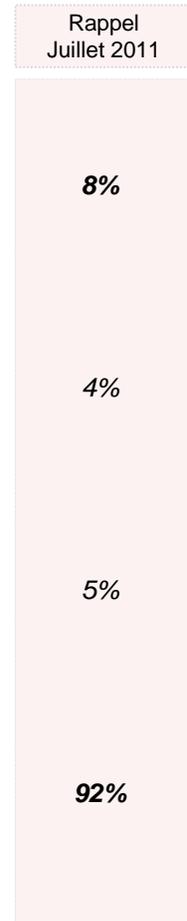
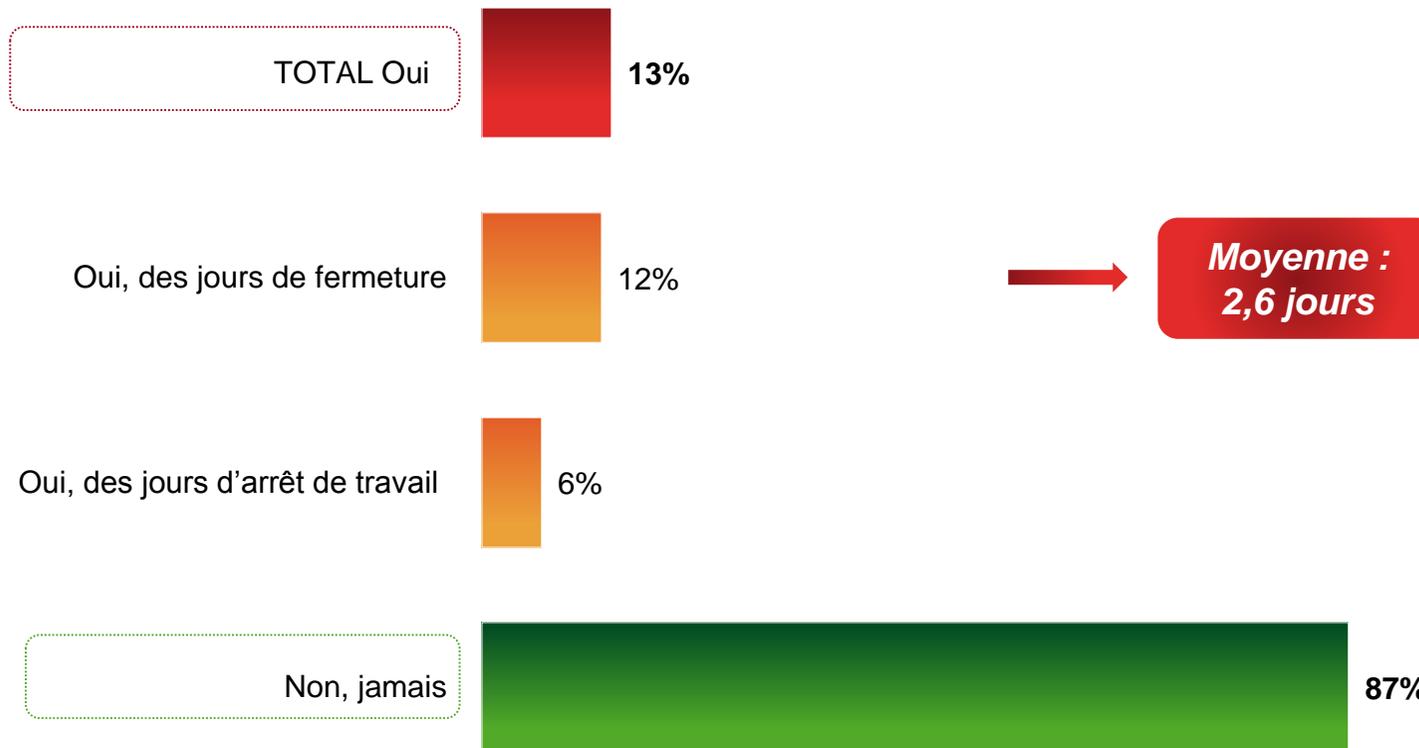
Au cours des deux dernières années, avez-vous subi des violences dans l'exercice de votre activité : vol, cambriolage, agression physique, menace violente... ?



La fermeture ou les jours d'arrêt de travail entraînés par les violences subies

Question

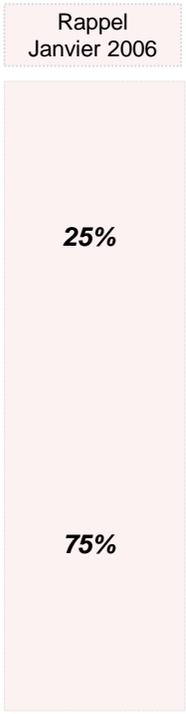
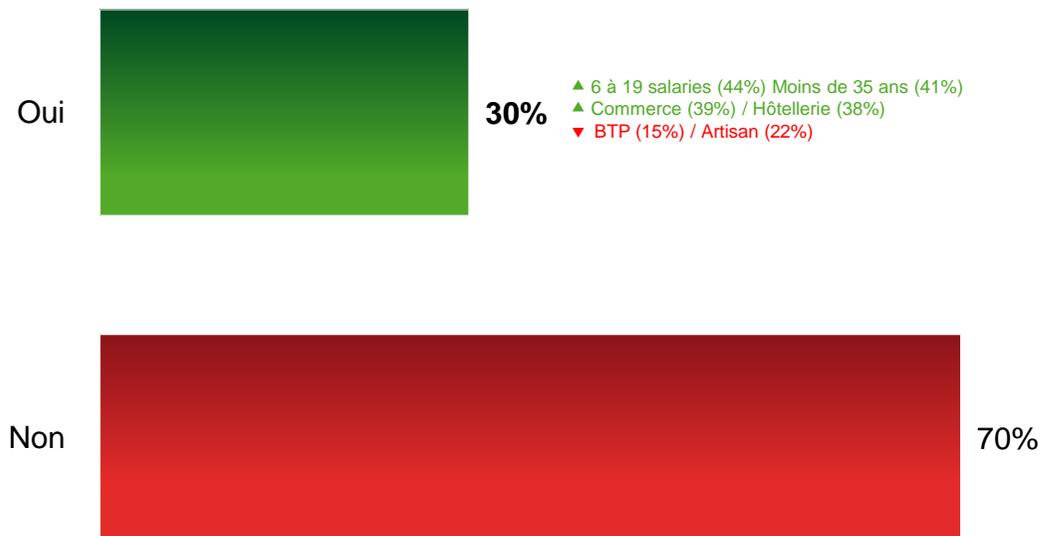
Ces violences ont-elles entraîné des jours d'arrêt de travail ou de fermeture de votre entreprise ?



La réalisation d'investissements contre les risques en matière de sécurité au cours des deux dernières années

Question

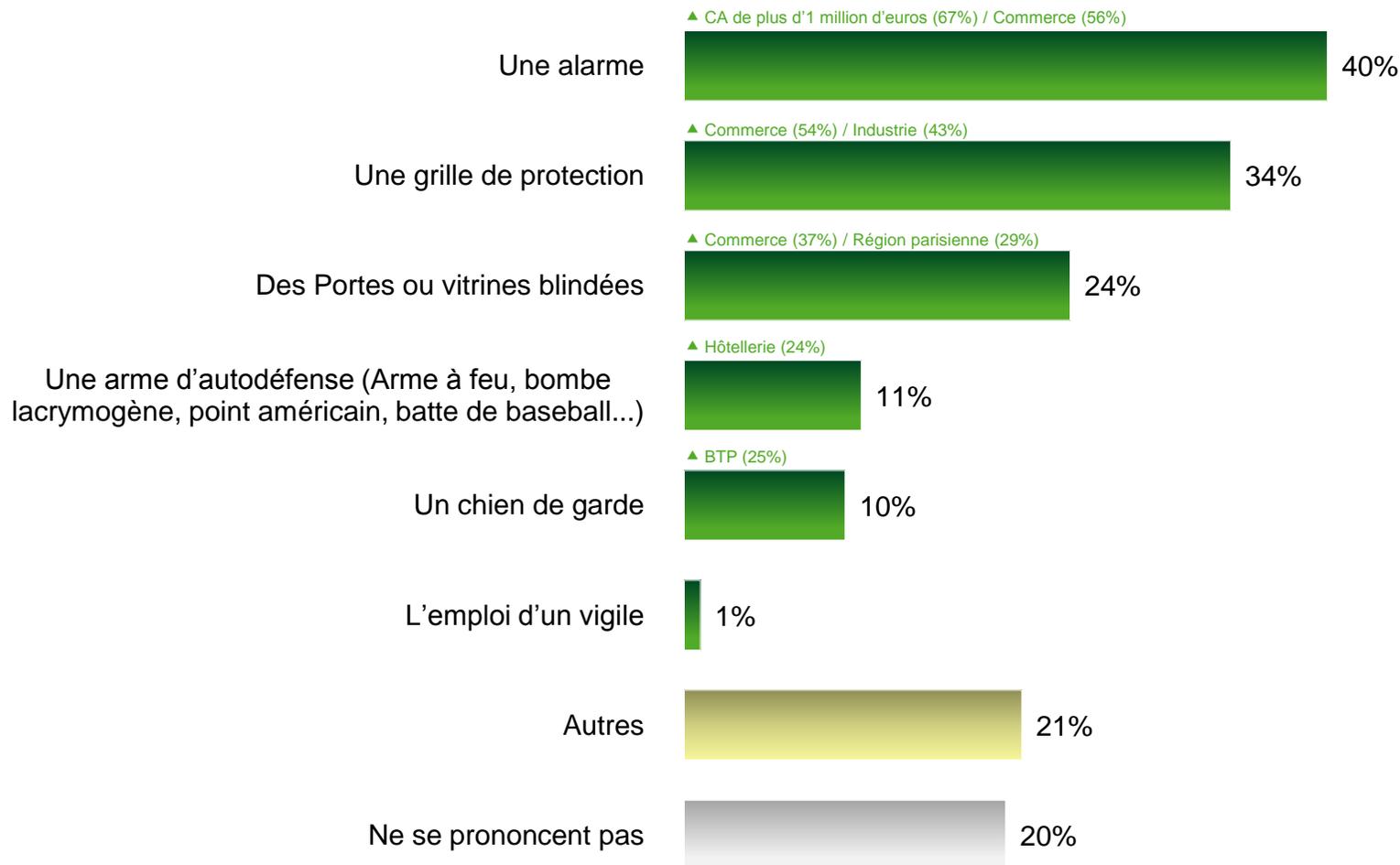
Avez-vous au cours des deux dernières années réalisé des investissements spécifiques contre les risques d'insécurité en vue de vous protéger, protéger vos salariés, protéger vos moyens d'exploitation ?



Les équipements de sécurité de l'entreprise

Question

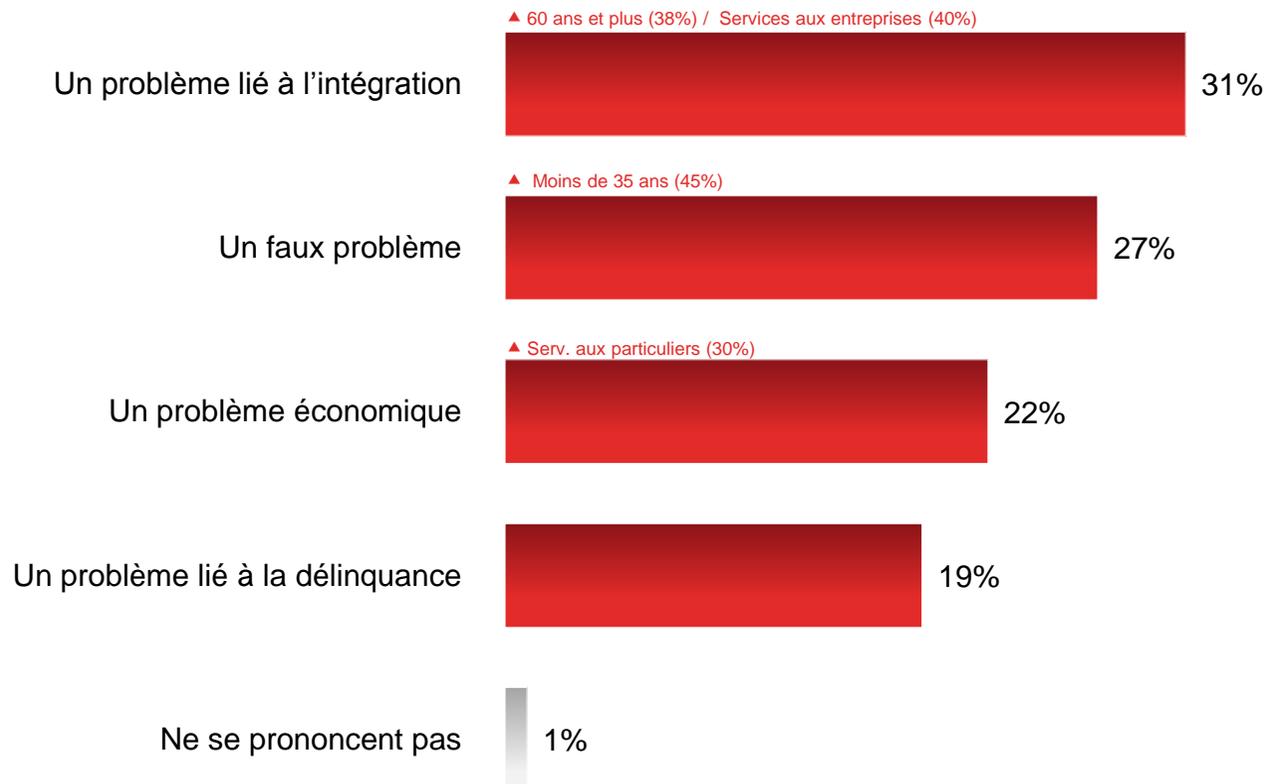
Quels sont actuellement vos équipements spécifiques contre les risques d'insécurité en vue de vous protéger, protéger vos salariés, protéger vos moyens d'exploitation ?



La principale cause des problèmes liés aux Roms

Question

Selon vous, le sujet des Roms est avant tout... ?



Les TPE et les élections municipales

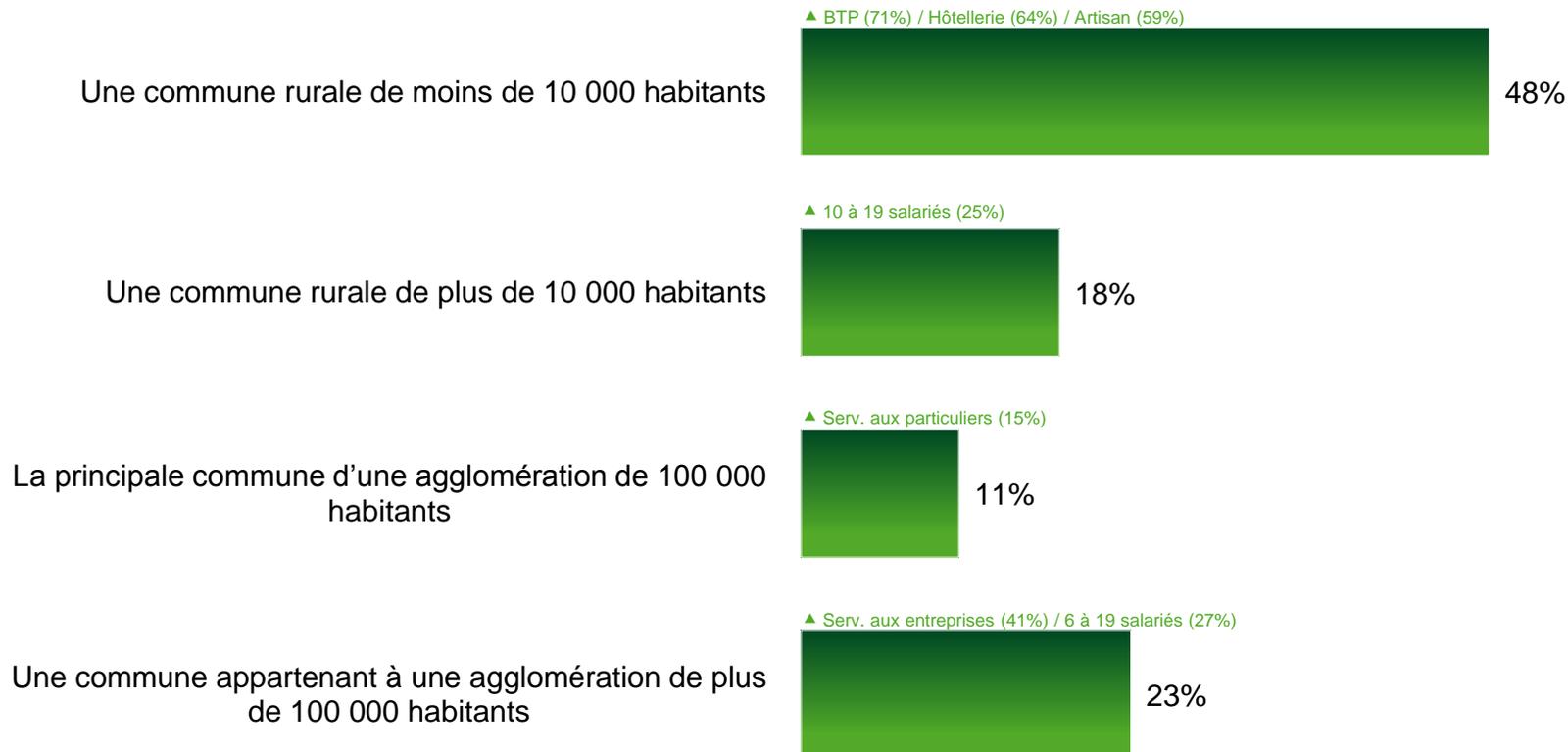
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le type de commune d'implantation de l'entreprise

Question

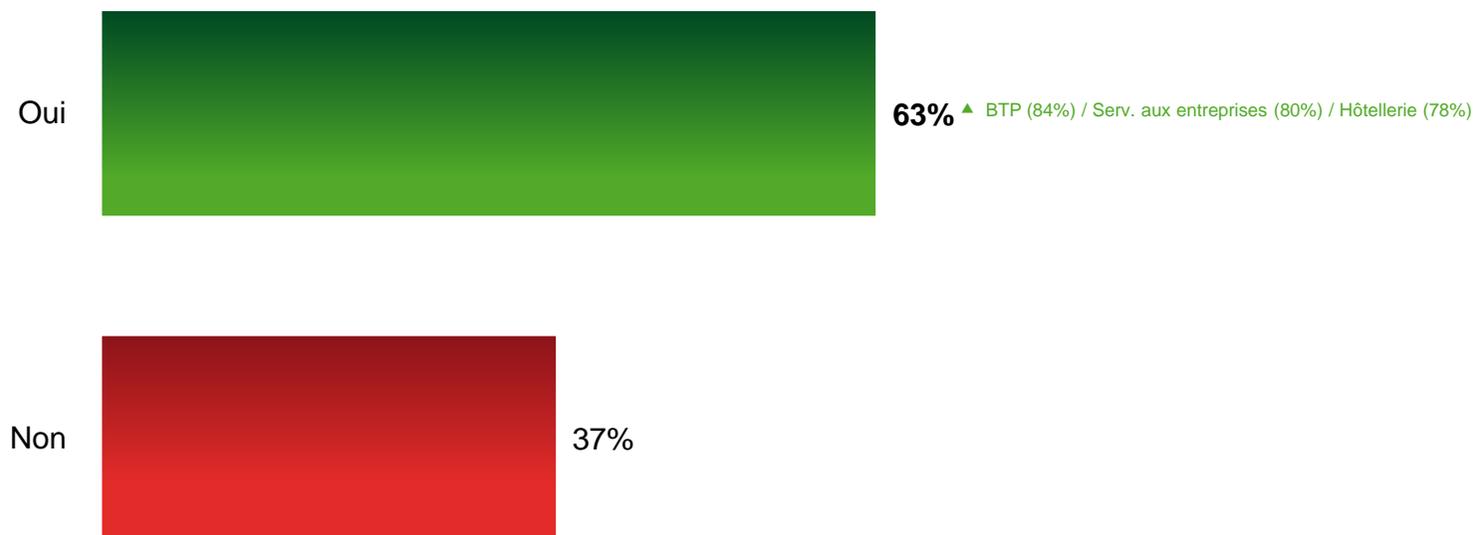
Dans quel type de commune êtes-vous installé pour exercer votre activité ?



La résidence personnelle dans la commune d'implantation de son entreprise

Question

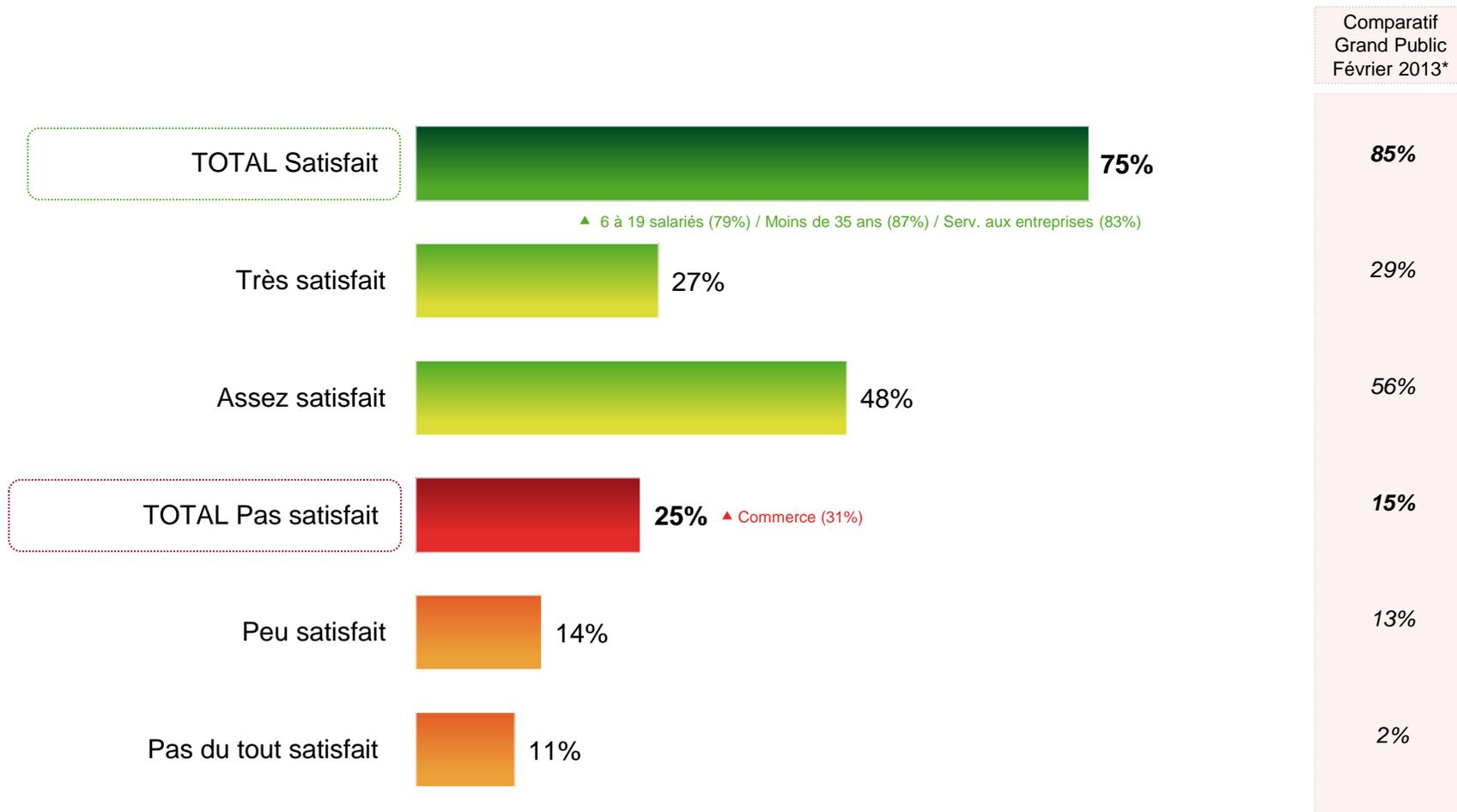
Vivez-vous dans la commune où vous êtes professionnellement installé ?



La satisfaction de vivre dans sa commune

Question

D'une manière générale, êtes-vous satisfait de la commune où vous exercez votre métier ?



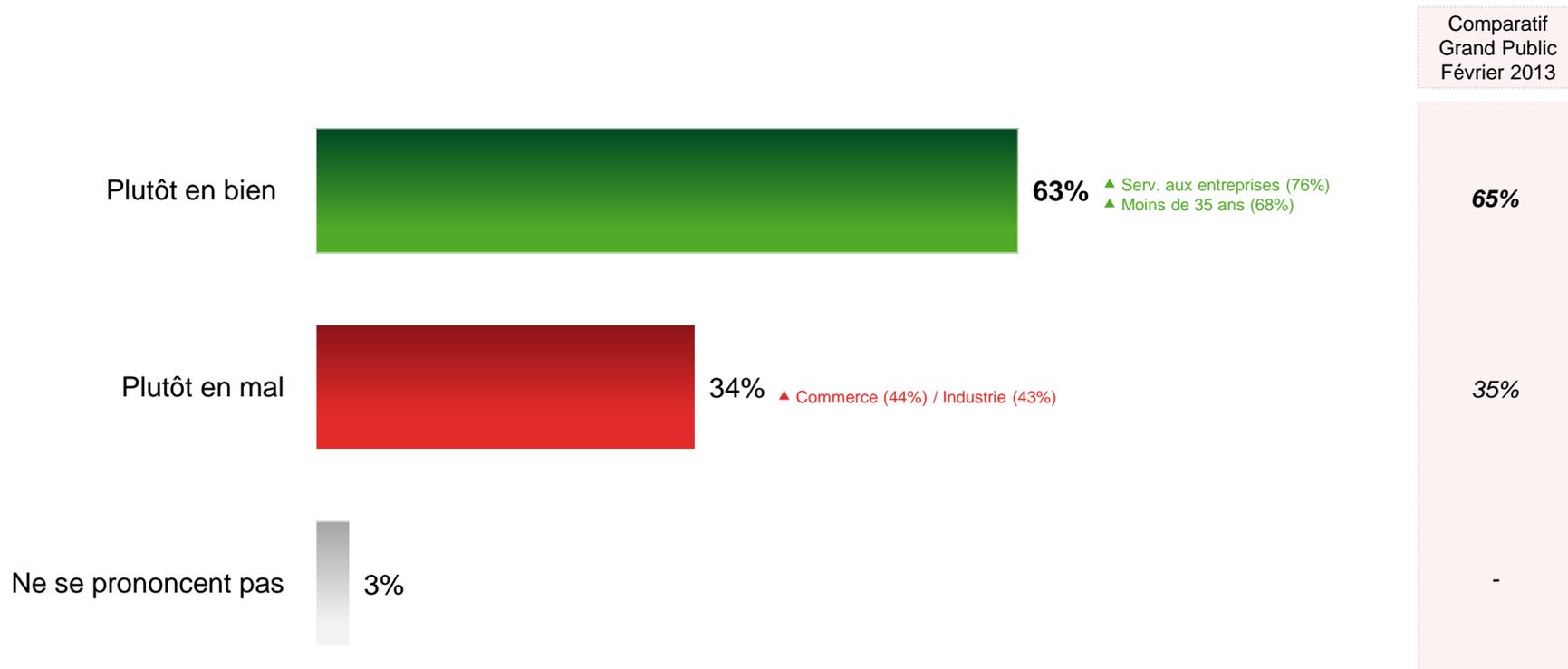
Base : ensemble des TPE

(*) Etude Ifop pour Le Concours National des Villes, réalisée auprès d'un échantillon de 1001 personnes représentatif de la population française résidant dans des villes de 20 000 habitants ou plus, âgée de 18 ans et plus par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 29 janvier au 1^{er} février 2013, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région, taille de commune et catégorie d'agglomération

Le jugement sur l'évolution de sa commune au cours des dernières années

Question

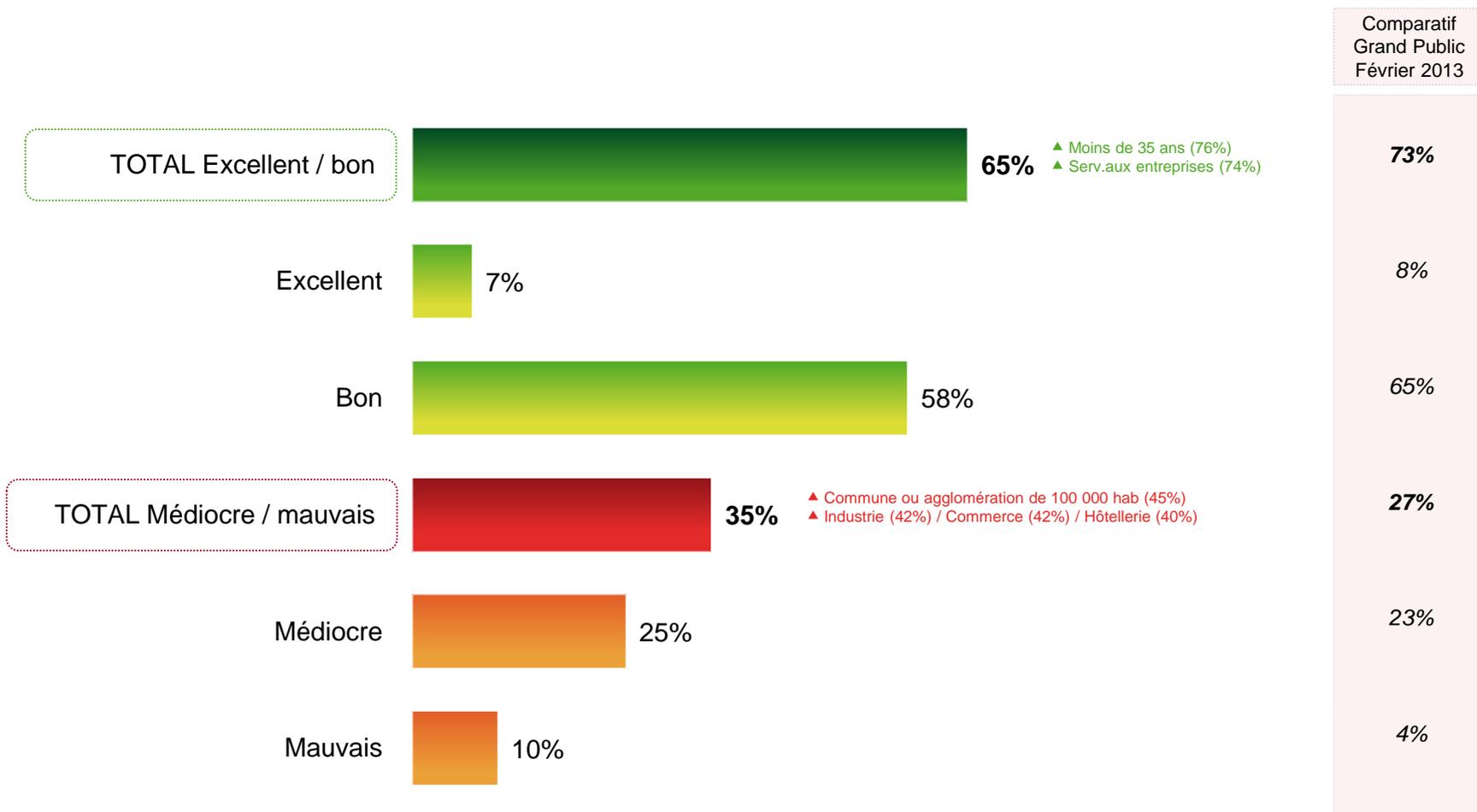
Diriez-vous que, depuis quelques années, la commune où vous êtes installé professionnellement a changé plutôt en bien ou en mal ?



Le jugement sur le travail accompli par la municipalité sur la commune

Question

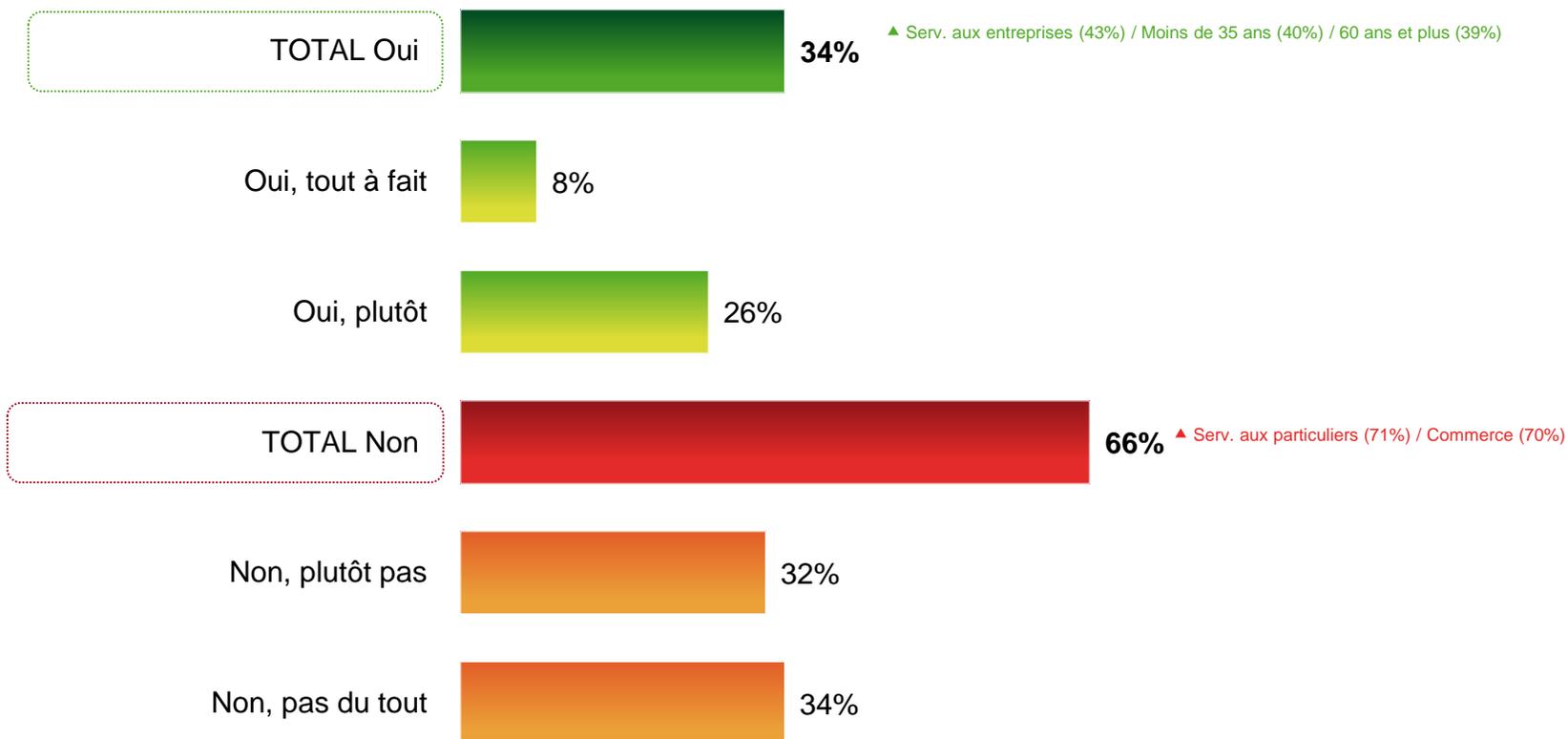
Estimez-vous que sur l'ensemble de la commune, la municipalité où vous êtes installé professionnellement a accompli un travail... ?



La prise en compte par la municipalité des préoccupations des TPE

Question

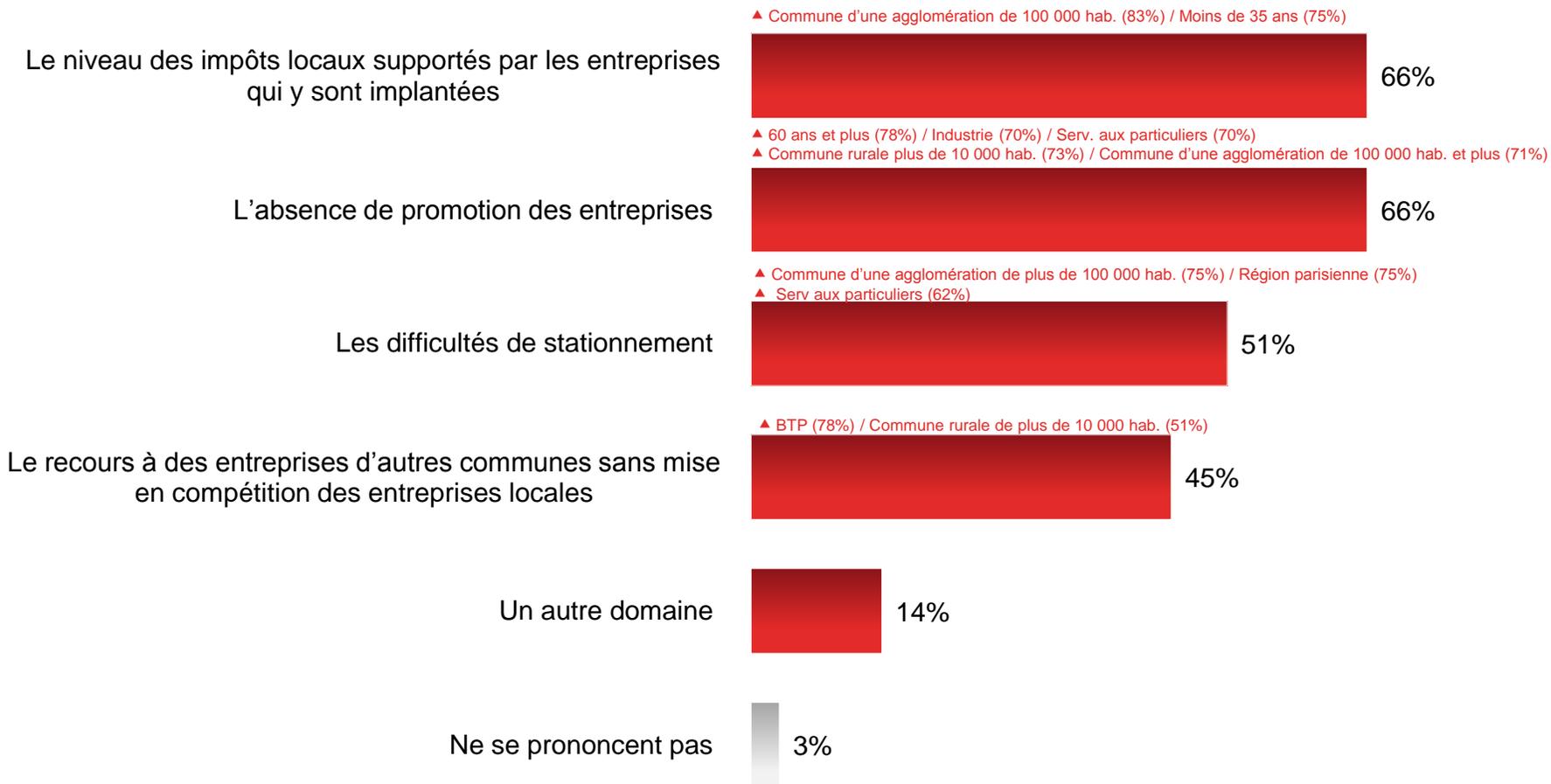
Estimez-vous que la municipalité de la commune où vous êtes installé prend en compte les préoccupations des très petites entreprises ?



Les domaines dans lesquels la municipalité ne prend pas en compte les préoccupations des TPE

Question

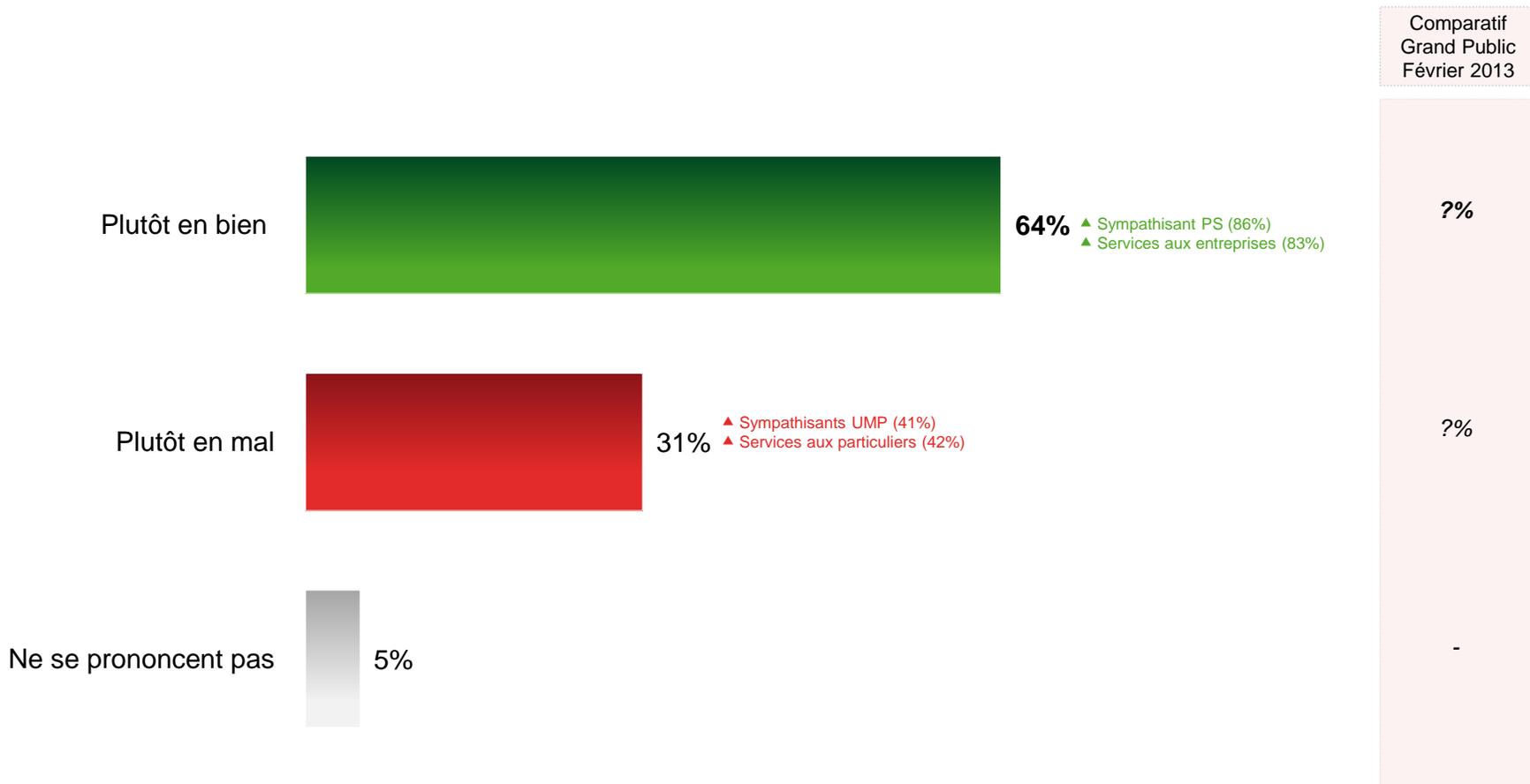
Dans quel(s) domaine(s) estimez-vous que les préoccupations des très petites entreprises ne sont pas prises en compte ?



La tenue des engagements pris par la municipalité en 2008

Question

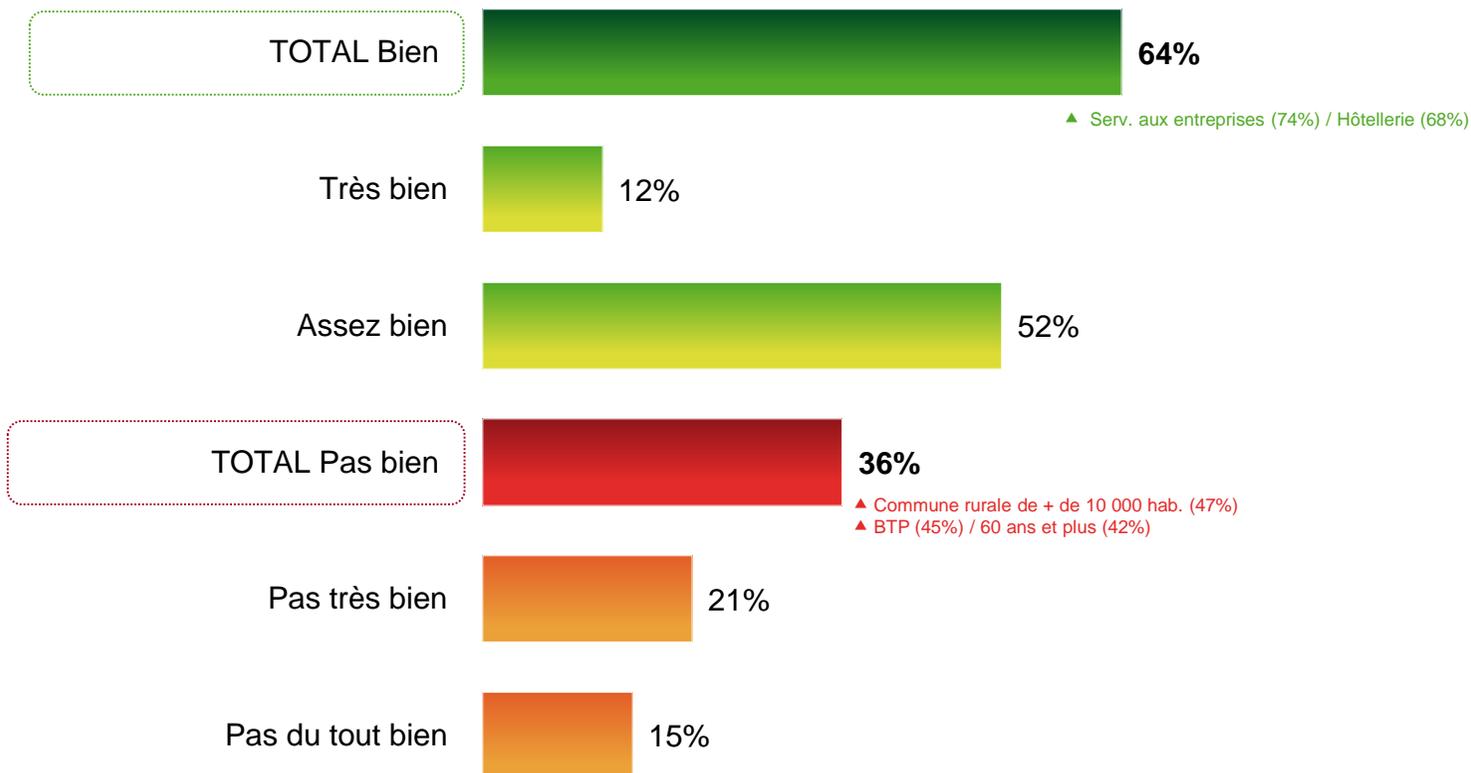
Quand vous pensez aux engagements, qu'avait pris cette municipalité au moment de son élection en, estimez-vous que dans l'ensemble, ces engagements ont été plutôt tenus ou pas tenus ?



L'utilisation des impôts locaux par la municipalité

Question

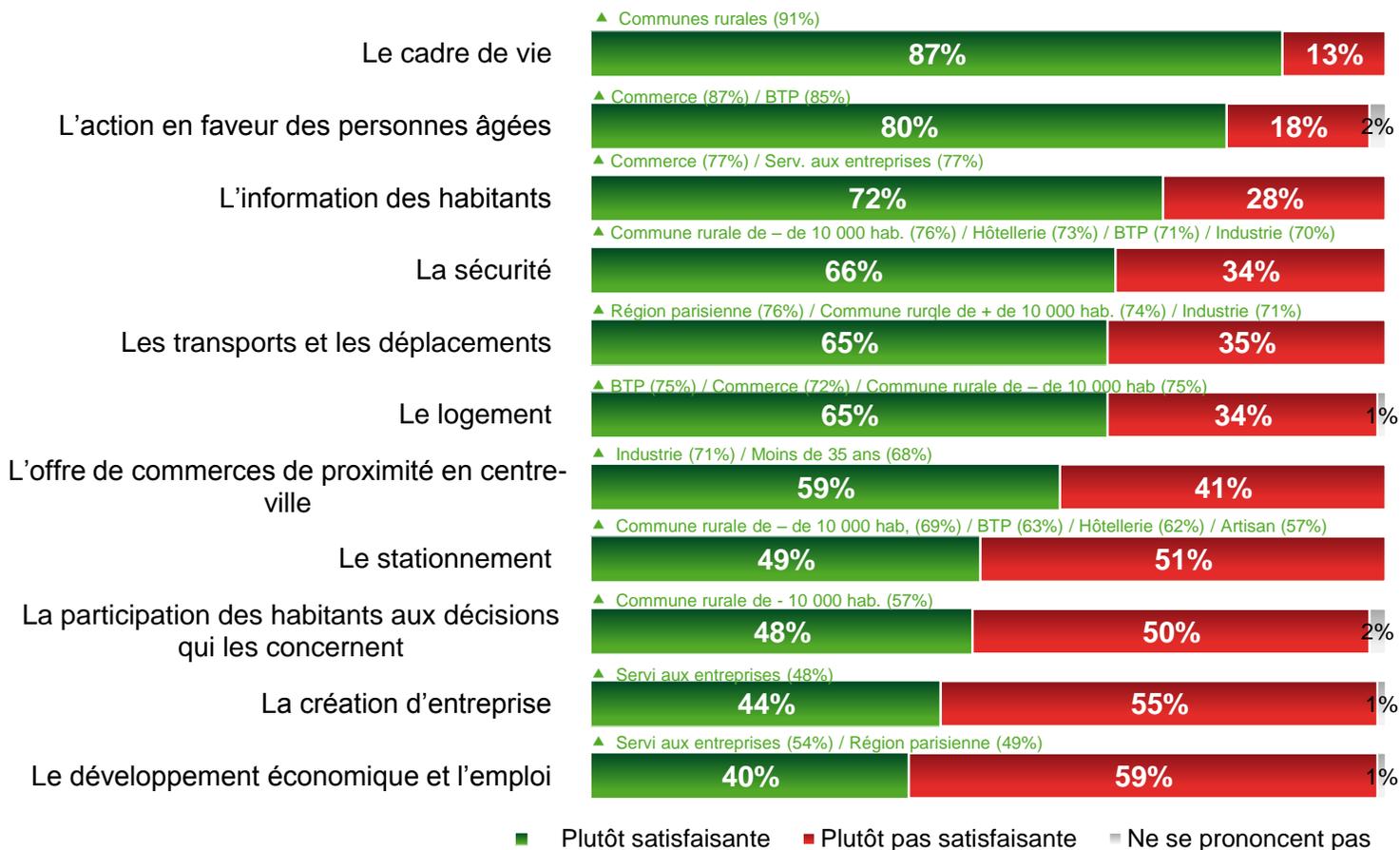
Selon vous, cette municipalité utilise-t-elle très bien, assez bien, pas très bien ou pas du tout bien l'argent des impôts locaux ?



Le jugement détaillé sur le travail accompli par la municipalité

Question

Pour chacun des domaines ou enjeux suivants, estimez-vous que la situation dans la ville où vous êtes professionnellement installé est plutôt satisfaisante ou plutôt pas satisfaisante?



Comparatif
 Grand Public
 « Plutôt
 satisfaisante »
 Février 2013

68%

63%

64%

Non posé

64%

Non posé

60%

35%

44%

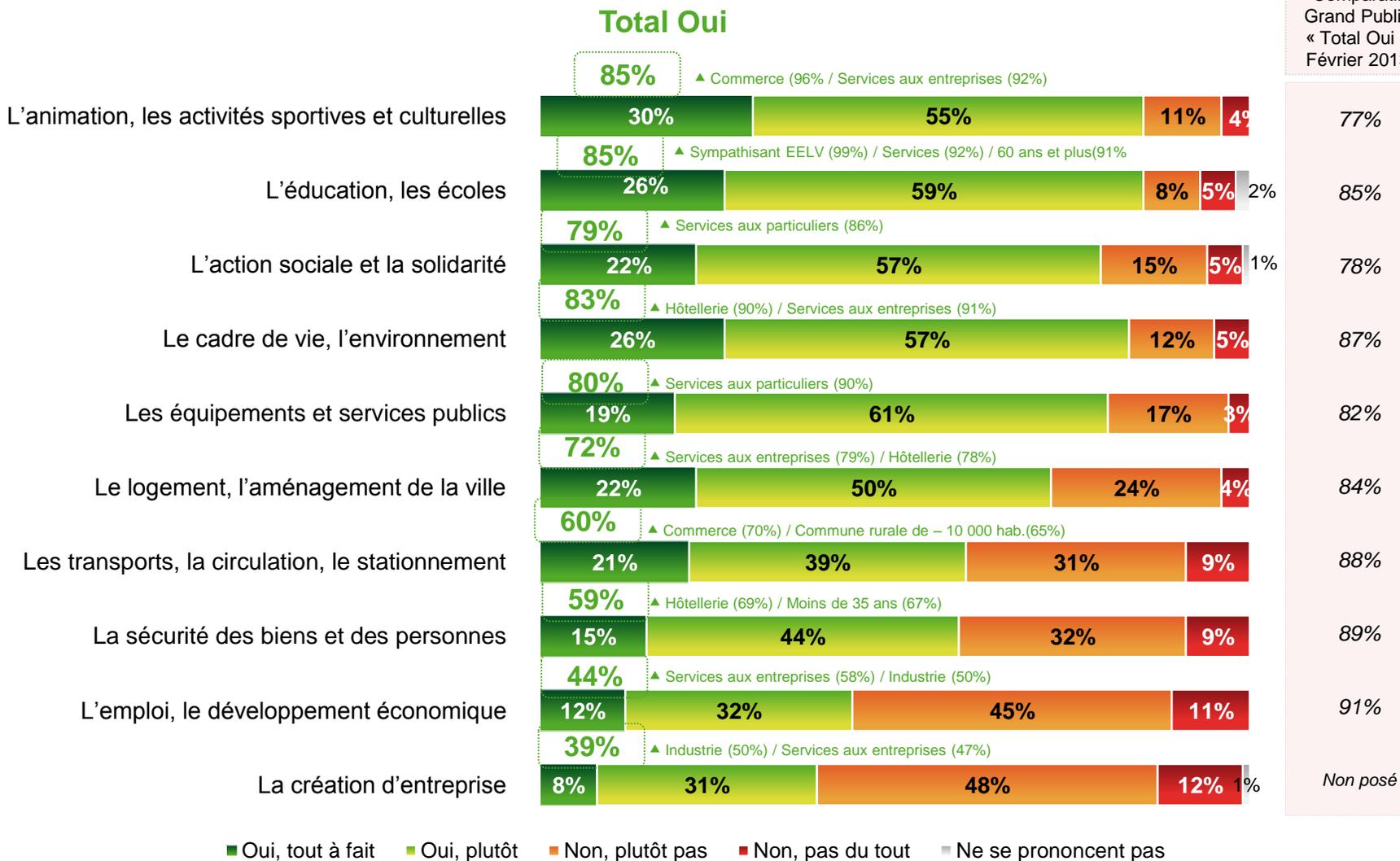
Non posé

41%

La perception des priorités de la municipalité

Question

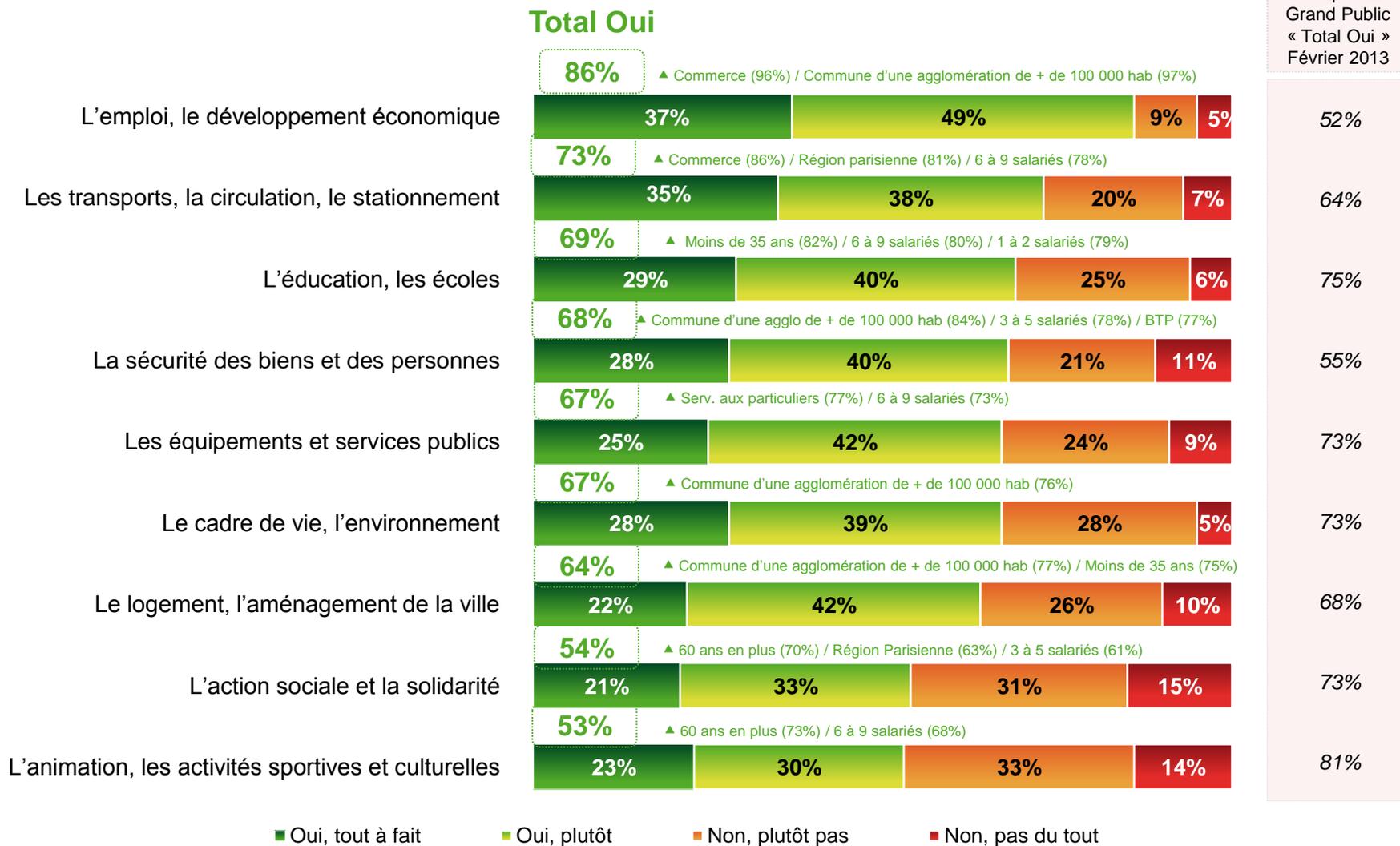
Pour chacun des thèmes suivants, diriez-vous qu'il s'agit d'un sujet sur lequel la municipalité agit prioritairement dans votre ville où vous êtes professionnellement installé ?



Les attentes des habitants à l'égard de la municipalité

Question

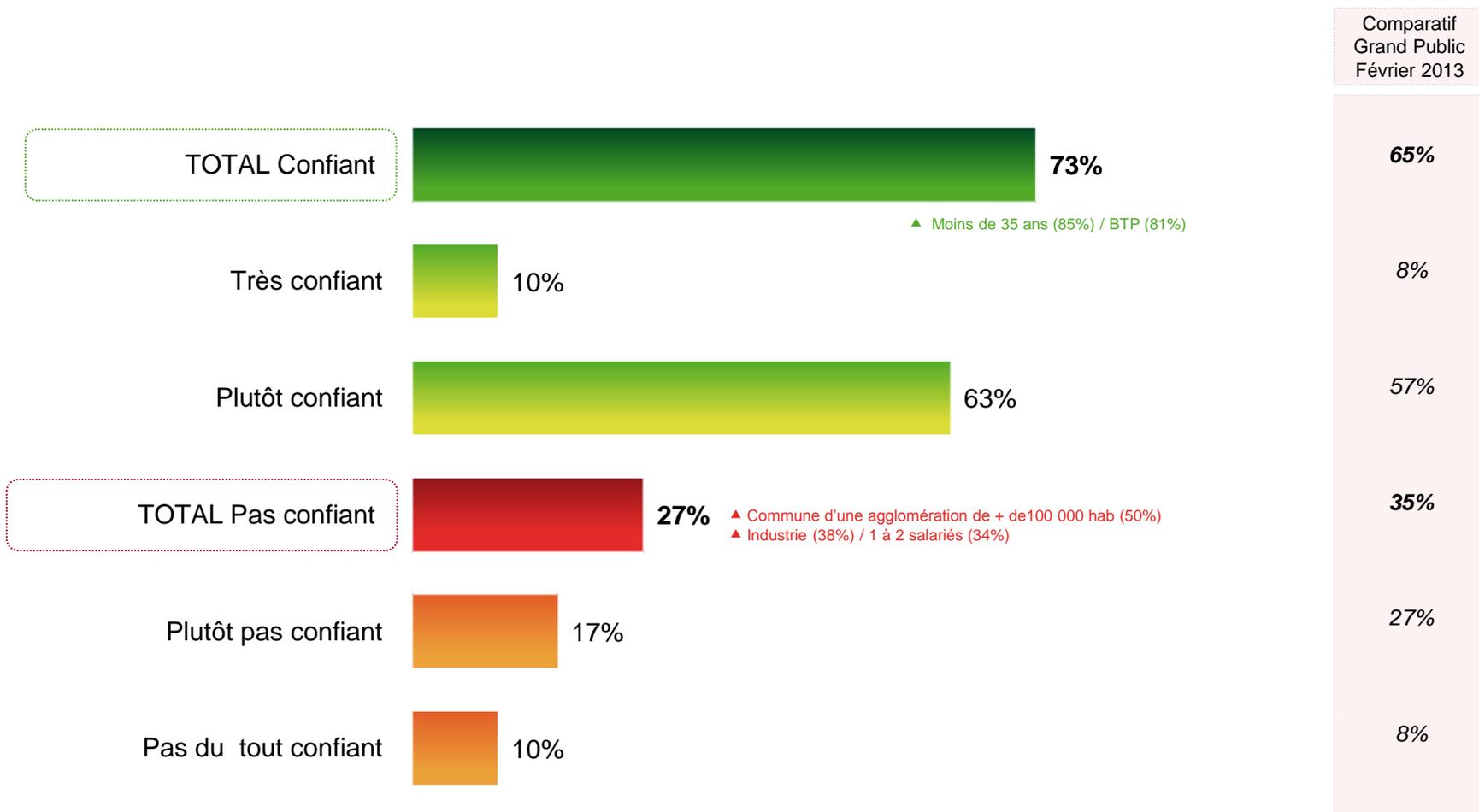
Plus précisément, pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'il s'agit d'un sujet sur lequel la municipalité où vous êtes professionnellement installé devrait agir prioritairement dans votre ville ?



La confiance dans l'avenir de sa commune

Question

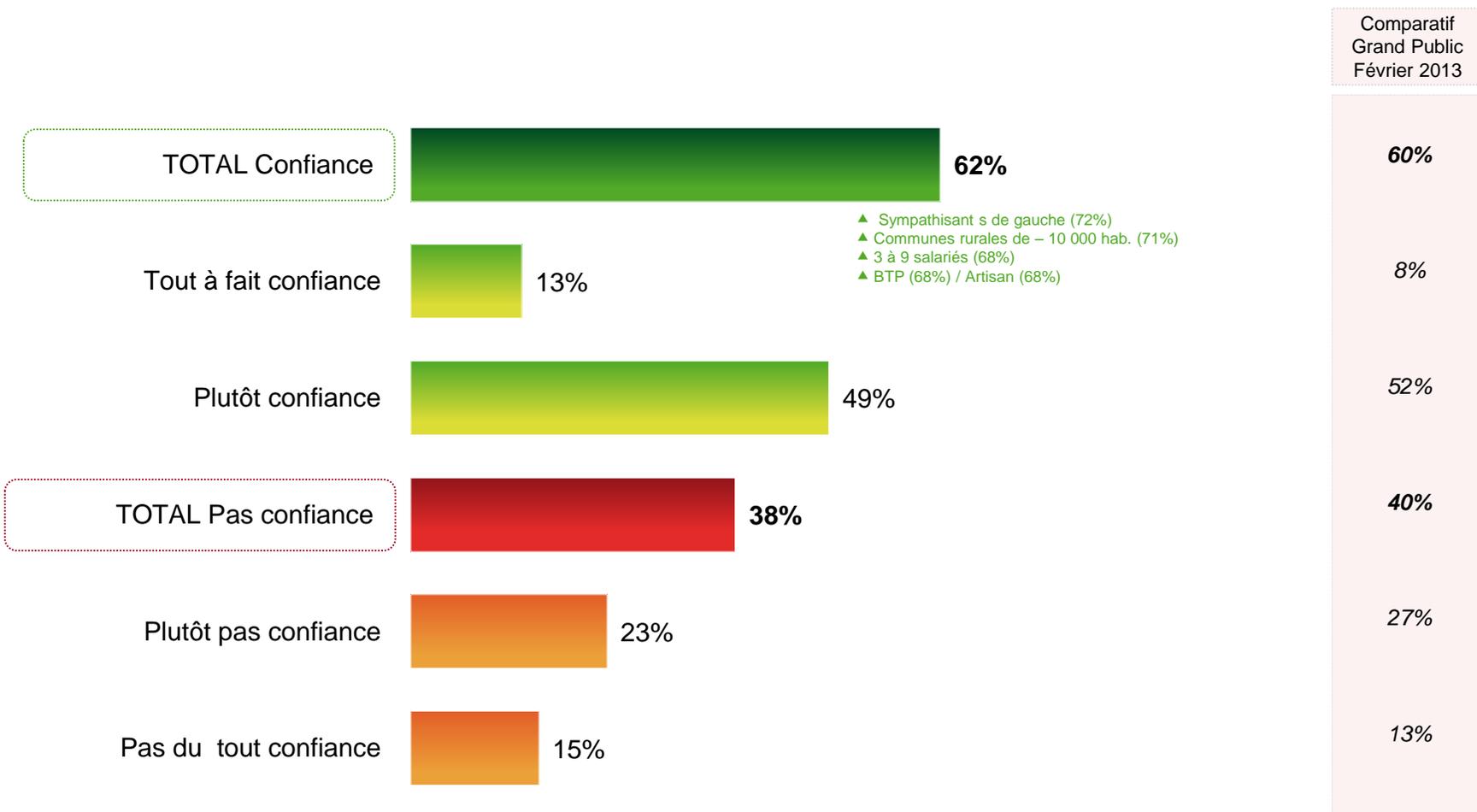
Etes-vous personnellement très confiant, plutôt confiant, plutôt pas confiant ou pas du tout confiant lorsque vous pensez à l'avenir de la commune dans laquelle vous êtes installé ?



La confiance dans la Maire et dans les élus pour garantir l'avenir de sa commune

Question

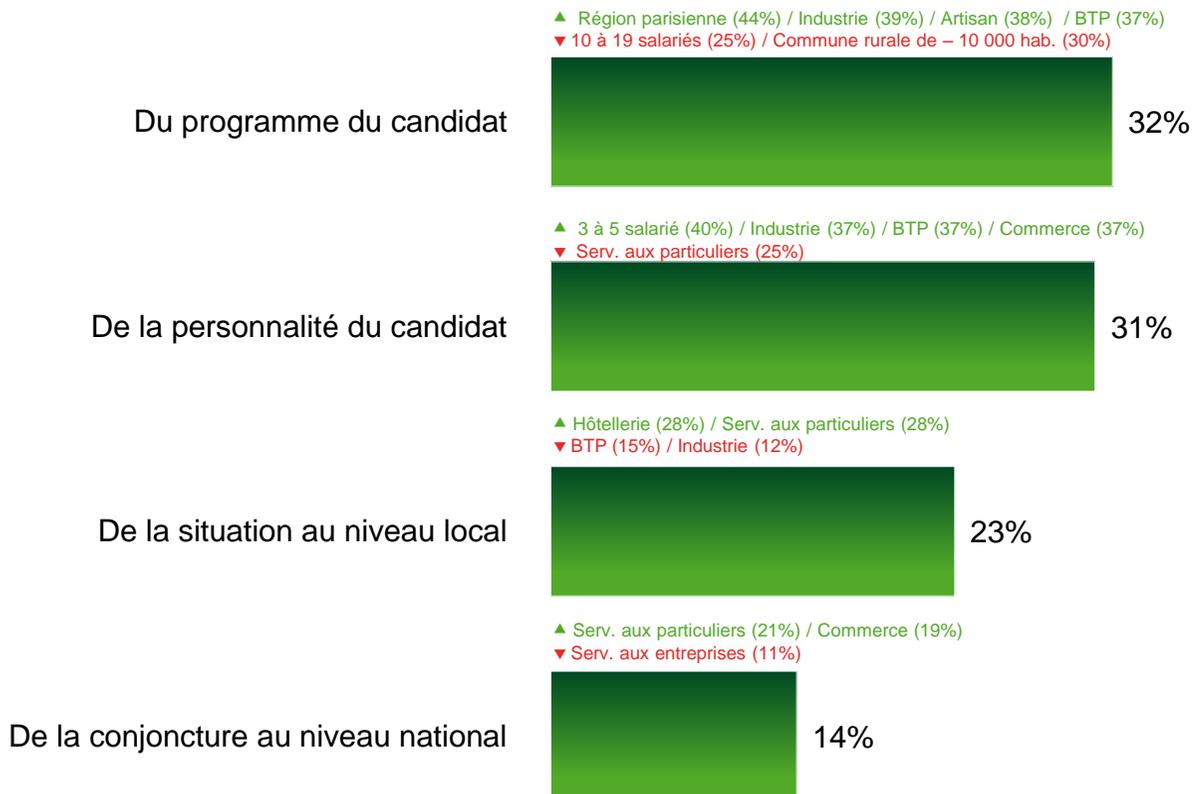
Et faites-vous personnellement tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au Maire et aux élus de la commune où vous êtes installé pour garantir le meilleur avenir pour cette commune ?



Les déterminants du vote aux prochaines élections municipales

Question

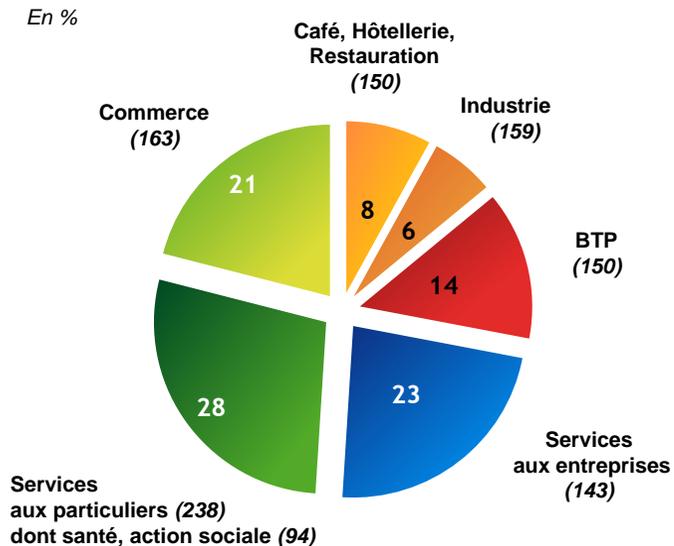
Lors des prochaines élections municipales qui se dérouleront en mars 2014, au moment de votre choix de vote, tiendrez-vous plus compte... ?



- Échantillon de **1 003** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 10 au 28 octobre 2013.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

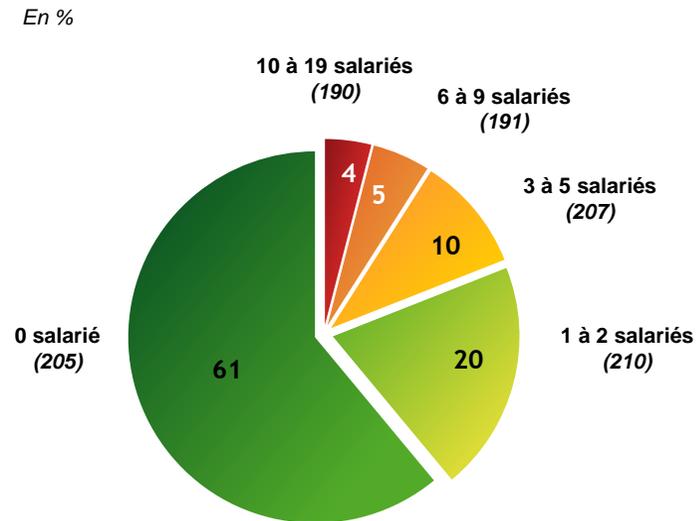
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

